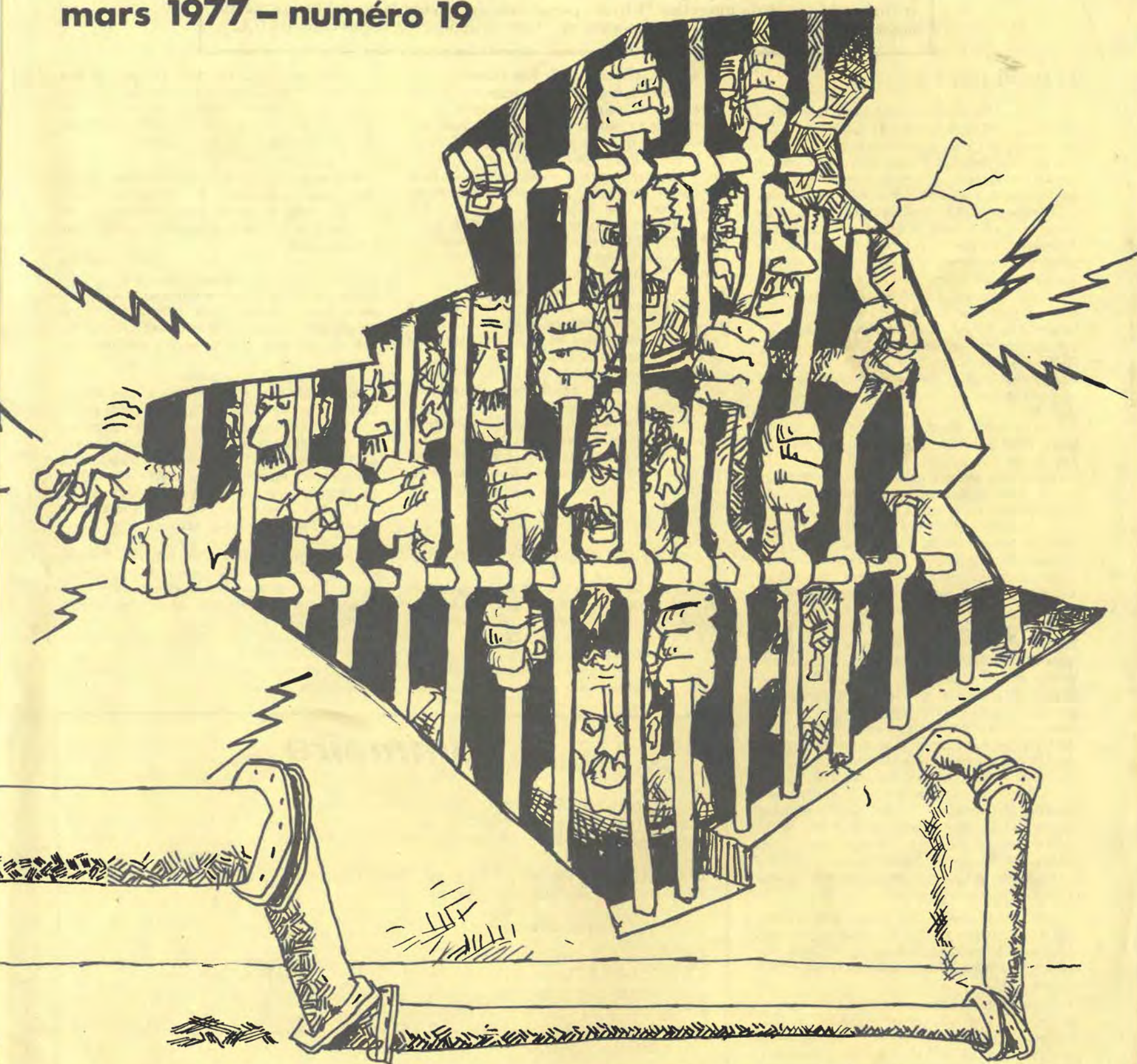




EL JARIDA الجريدة

organe du Parti de la Revolution Socialiste
mars 1977 – numéro 19



“ Il est notoirement admis que le pouvoir révolutionnaire a tenu ses promesses ” (“Charte nationale”) Lire notre dossier P.6

SOMMAIRE PAGE 2

Les luttes au sein du pouvoir

Les luttes au sein du pouvoir prennent un caractère de plus en plus aigu. Tout est prétexte aux différentes fractions pour en venir aux mains. L'affaire du T.R.O (Théâtre Régional d'Oran) et les limogeages des directeurs du T.N.A (Théâtre National Algérien), de la cinémathèque et du quotidien "Chaab" permettent de mesurer la gravité de la crise qui oppose entre autres la fraction "opportuniste" "pro-soviétique" à la direction du F.L.N.

L'AFFAIRE DU T.R.O.

Durant la campagne autour de la «charte» la F.T.E.C. (Fédération des Travailleurs de l'Enseignement et de la Culture) et la section syndicale des communaux d'Oran, noyautés par les «pro - soviétiques» tentent de doubler le F.L.N. en organisant à son insu un meeting de soutien à Boumedienne. Le conflit n'éclate pas tout de suite, mais sitôt passé le référendum de juin la Fédération d'Oran du F.L.N. dissout la section syndicale des communaux en invoquant des détournements de fonds.

Les syndicalistes déçus trouvent un appui en la personne de KATEB Saïd. Celui-ci est directeur du T.R.O. depuis le départ de ALLOULA nommé à la direction du T.N.A. en janvier 1976. KATEB se distingue en effet par sa «soviétophilie» : les seules «créations» faites sous sa direction ont été des expositions sur les pays de l'Est.

Une soirée théâtrale est montée le 10 octobre 1976 pour les «travailleurs de l'A.P.C.». Elle devait être suivie d'un débat où le F.L.N. aurait été mis en accusation. Mais le soir même la salle est investie par les «militants» du F.L.N. et la représentation n'aura pas lieu.

Parallèlement le F.L.N. apporte son soutien aux travailleurs du T.R.O. qui sont en conflit avec le directeur (un membre de la section syndicale est suspendu depuis près d'un an). Le 13 octobre, une grève est déclenchée avec occupation du T.R.O. Les grévistes demandent le renvoi de KATEB qu'ils empêchent de rentrer. Les partisans du directeur réagissent contre «certains irresponsables locaux (sic) de l'Union de Wilaya et U.T. - U.G.T.A. et du C.N.P. qui sur la base de prétextes fallacieux et sorniois indignes de citoyens intègres ont pris et ordonné des mesures graves remettant en cause le travail jusqu'à présent patriotique et créateur exemplaire du Théâtre Régional d'Oran» (tract signé de 3 membres de la section syndicale du T.R.O.).

Est particulièrement visé le commissaire national du parti d'Oran, ISSAD Abdelkader, contre qui le coordinateur de la Kasma 6 du F.L.N. (proche des «pro - soviétiques») dresse un réquisitoire dans un rapport adressé «au frère coordinateur de l'appareil central du parti» et où on peut lire les griefs suivants :

- ISSAD Abdelkader est conseillé par des forces extérieures au F.L.N. connues par leurs orientations contraires à celles de la Charte Nationale, ces mêmes forces ont des liens avec l'étranger. (...).

- ISSAD Abdelkader prend des décisions inopportunes et irréfléchies engageant des Instances du Parti et des O.M. dans des situations sans issue (T.R.O., SO.NA.MA., Commune) portant atteinte au prestige du F.L.N. démoralisant les forces sociales de la Révolution.

sant les forces sociales de la Révolution.

- ISSAD Abdelkader a contribué directement ou indirectement à l'organisation de foyers subversifs dans la wilaya d'Oran, touchant les secteurs vitaux de l'économie. Ex : l'affaire des Immam, T.R.O., SO.NA.MA., etc... (...).

- Dénigrement du Représentant du Gouvernement au niveau de la wilaya d'Oran, en l'occurrence le Wali. (...).

- Incitation d'une instance de l'U.G.T.A. - U W à porter des calomnies contre les représentants élus par la base du F.L.N. et des O.M. (motion de l'U W - U.G.T.A. du 18 - 10 - 76, réunion présidée par ISSAD Abdelkader).

- Ecartement de cadres du Parti sans consultation de son instance hiérarchique qu'est l'Appareil Central sans les avoir jugés suivant le règlement intérieur du F.L.N. (...).

- Attribution de la qualité de Militant à des éléments contre - révolutionnaires (ex : Salah LAKOUES. (...)).

- Intimidation et menace à main armée contre des élus de la base du F.L.N.

- Encouragement au boycottage des préparatifs des prochaines élections de la Gestion Socialiste des Entreprises du 7 au 10 novembre 1976. (...).

LE LIMOGAGE DU DIRECTEUR DU T.N.A.

Autre facette du conflit, ce limogeage intervenu en décembre 1976 touche Abdelkader ALLOULA qui est justement l'ancien directeur du T.R.O. où il a introduit KATEB.

Cette décision ministérielle bien que jugée arbitraire par la plupart des gens de théâtre est diversement interprétée car beaucoup pensent

que c'est après tout une bonne chose : le bonhomme a une réputation bien établie de démagogue, de réformiste, voire d'arriviste. Ceci dit, ALLOULA a cru bon d'écrire à TALEB, «ministre de l'Information et de la Culture»,

- pour expliquer :

«Nous avons signalé les lourds handicaps hérités des gestions antérieures, il nous faut aussi faire part des entraves, des incompréhensions qui ont au niveau de la tutelle considérablement freiné notre action».

- donner son avis sur les véritables raisons de la décision du ministre en particulier :

«notre débat sur la Charte Nationale houleux, avec ses excès et ses richesses, démocratique comme partout ailleurs sur le territoire national n'était pas souhaité. Il nous vaudra quelque courroux».

- et enfin pour se plaindre :

«vos services ont, avec une hâte et une brutalité insolites, exécuté votre décision sur le champ et sans recours aucun. Or nous avons aujourd'hui des textes fondamentaux d'orientation ; en particulier la Charte Nationale dont chacun sait l'importance qu'elle revêt aux yeux du Pouvoir Révolutionnaire... Aussi est - ce par référence à la Charte Nationale que les actions des uns et des autres doivent être appréciées».

De toutes façons le dossier n'est pas clos, bien qu'El - Moudjahid dans son supplément culturel, sans dire un mot du changement de directeur du T.N.A., se contente de titrer «T.N.A. La reprise».

La référence à la «Charte» confirme notre analyse du rôle de cette dernière : un instrument de règlement de comptes entre les différentes fractions du pouvoir.

sommaire

Les luttes au sein du pouvoir.....	2
Editorial : S'abstenir c'est lutter	3
Mohammed BOUDIAF : Pour une issue de gauche	4 et 5
DOSSIER ELECTIONS ET " CHARTE NATIONALE"	6 à 16
Pénuries et hausses des prix : qui en profite ?	17 à 20
EGYPTE : La révolte populaire	21
Les luttes populaires	22 à 24
GREVE DES ETUDIANTS DE SOCIOLOGIE A ALGER	25 à 27
Nouvelles et commentaires	28 à 31
Une nouvelle	32
Ghozali révèle	33
A propos de "Un algérien nommé Boumedienne".....	34 à 35

ELECTIONS : S'ABSTENIR C'EST LUTTER

Au moment où l'économie du pays connaît des difficultés qui ne peuvent plus être camouflées comme en témoignent les récentes déclarations du ministre saoudien Yamani (« nous n'avons pas de problèmes d'argent comme l'Algérie ») ou l'attribution par la F.A.O. d'une AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE à quatre pays dont l'Algérie (« Le Monde » du 11-1-77) ;

Au moment où les masses confrontées à une situation qui se dégrade de plus en plus (hausse des prix, pénuries,...) manifestent concrètement leur mécontentement (comme en témoigne l'ampleur inégalée prise ces derniers temps par les mouvements de grève et de protestation des étudiants); le pouvoir soucieux surtout de se maintenir organise à grands frais une quatrième mascarade électorale appelant le peuple à entériner (massivement bien entendu) des choix déjà faits dans les coulisses.

Au programme cette fois-ci, l'élection d'une « assemblée populaire » nationale. Contrairement à toute logique qui aurait fait débiter le processus par l'élection d'une assemblée chargée d'élaborer une constitution en vertu de laquelle un exécutif aurait été mis en place, ici la désignation de l'assemblée intervient après les votes sur la « charte », la constitution, la présidence de la république. On ne peut comprendre ce renversement que si on tient compte des contradictions qui déchirent la classe dirigeante. S'il est facile de s'entendre sur des paroles, la lutte devient plus vive lorsqu'il s'agit de distribuer le pouvoir et de partager le gâteau, la répartition des sièges devient un moyen de fixer le rapport des forces entre les différentes fractions.

Les âpres affrontements auxquels donne lieu la confection des listes se reflètent dans l'étrange procédure choisie pour désigner les candidats : ce sont des « kasmates » dont tout le monde reconnaît l'inexistence politique qui doivent élire les futurs candidats. L'insistance officielle à vouloir des candidats non compromis dans les affaires, les allusions faites par la presse, l'épuration d'une partie de la rédaction d'El Moudjahid montrent la difficulté qu'ont les clans du pouvoir à se mettre d'accord sur une liste définitive.

Il semblerait que pour contourner la difficulté on s'oriente vers la désignation de personnages de second plan qui en échange d'une rémunération serviraient de caution aux tenants réels de pouvoir qui continueraient à tirer les ficelles dans l'ombre. (Ce qui semble confirmer le rôle que continuent à jouer les rescapés du « Conseil de la Révolution »). Toujours est-il qu'à quelques jours du scrutin les candidats ne sont pas encore connus, ce qui démontre bien le peu de sérieux de la consultation électorale.

Face à ces manoeuvres, et comme pour les précédentes opérations du régime le P.R.S. maintient ses mots d'ordre :

- Pour montrer notre écoeurlement face à ces « élections à l'algérienne », et aux méthodes totalitaires ;
- Pour exprimer notre désaccord avec un pouvoir qui ne se préoccupe pas de la situation catastrophique de notre pays ;
- Pour affirmer notre volonté d'un changement démocratique dans l'intérêt des masses ;
- En un mot pour travailler à une issue de gauche ;

IL FAUT REFUSER DE SE PRETER A CETTE SINISTRE OPERATION ELECTORALE.

Car quels que soient les chiffres avancés par la presse aux ordres, tout le monde —et y compris les autorités — peut mesurer l'ampleur du désaveu populaire.

S'ABSTENIR C'EST LUTTER

Alger le 26 janvier 1977

MOHAMED BOUDIAF

LA PREPARATION DU 1^{er} NOVEMBRE

suivi de
LA LETTRE OUVERTE AUX ALGERIENS

COLLECTION EL JARIDA

**Extrait de : LA PREPARATION DU 1^{er} NOVEMBRE
(Editions de l'Etoile, octobre 1976)**

Voici maintenant vingt-deux ans qu'un petit groupe de militants issus de l'O.S. (1) prenait la responsabilité de déclencher la lutte armée en vue de libérer le pays. Que nous réservait l'avenir ? La vie ou la mort ? Peu importe, seule nous animait la certitude qu'au bout du chemin il y aurait une Algérie libre et heureuse. A ce moment-là, il s'agissait avant tout de tracer une voie qui permette de sortir de l'immobilisme dans lequel s'était enlisé le mouvement national, d'ouvrir une brèche à travers laquelle les énergies populaires pouvaient s'engager résolument dans la lutte.

Minoritaire et recueillant l'hostilité de toutes les formations politiques, notre action paraissait condamnée. Mais l'accueil enthousiaste des masses et leur adhésion rapide donnèrent au mouvement une assise populaire grandissante. Malheureusement, ce courant tumultueux entraîna aussi de nombreux ralliements qui, au fur et à mesure, firent perdre au mouvement son caractère homogène du début. Seuls les énormes sacrifices consentis par les masses permirent d'atteindre l'indépendance malgré les calculs et les arrière-pensées de ceux qui s'étaient emparés des organes dirigeants du F.L.N. et de l'A.L.N.

Quinze ans après, les objectifs du 1^{er} novembre pour lesquels tant d'Algériens sont morts ne sont toujours pas atteints.

Dès la fin de la guerre et au moment où nos masses fêtaient dans l'allégresse ce qu'elles croyaient être la fin de leurs malheurs, une conjuration hétéroclite sans lien avec les luttes passées, bafouant l'esprit militant, provoquant la confusion et profitant du vide politique laissé par les centaines de militants morts au combat a pris par la force un pouvoir qu'elle garde jalousement en imposant au peuple algérien une dictature

LA SEULE ISSUE VALABLE

féroce. Sous couvert d'une soi-disant révolution socialiste à laquelle personne ne croit, une minorité qui a amassé de grosses fortunes vit dans l'opulence et le luxe, dilapidant les deniers publics en opérations de prestige, hypothéquant l'avenir du pays par un endettement colossal, brisant toute velléité d'opposition, pourchassant même à l'étranger les ex-responsables qu'elle élimine froidement.

Le peuple, pour sa part, est réduit à se battre pour le pain quotidien, souffrant de toutes les privations, manquant des droits les plus élémentaires. La référence à un « socialisme spécifique » a servi aux régimes de Ben Bella et de Boumedienne à faire patienter des masses avides de changement et à justifier la création d'un système totalitaire et dictatorial de parti unique dont le but est d'étouffer les revendications populaires et de rejeter les règles démocratiques au nom des mêmes principes que l'on trouvait autrefois chez les colons et qui sont aujourd'hui dans la bouche des dirigeants algériens : « Le peuple n'est pas mûr pour se diriger tout seul ».

Il existe, cependant, des fractions de l'opinion internationale, et particulièrement au sein de la gauche qui, se fondant sur la propagande du pouvoir algérien, s'illusionnent sur ses « réalisations » économiques et son « engagement progressiste ». Leurs campagnes de soutien ajoutent à la confusion et en fin de compte couvrent les activités anti-populaires de la nouvelle bourgeoisie algérienne. A ceux-là je ne peux mieux expliquer la réalité de l'Algérie qu'en citant « l'appel pour imposer la démocratie », diffusé par le P.R.S. le 1^{er} novembre 1975 :

« Tous les thèmes de propagande — révolution industrielle, révolution agraire, etc... — n'ont d'autre objectif que la mise en place d'usines qui facilitent le pompage des matières énergétiques et des richesses de notre pays au profit des pays développés et de la minorité de bourgeois qui dirigent le pays. Ainsi, le produit de l'exportation du gaz ne parviendra certainement pas à rembourser les dépenses nécessaires à son exploitation. En auront profité les fournisseurs de matériels, les banques, les bureaux d'études, les affairistes et les responsables algériens. Quant à l'Algérie, vidée de son gaz, elle n'en sera que plus appauvrie.

L'agriculture, base de l'alimentation de la population, moyen de subsistance de la paysannerie, a été abandonnée, détruite, sabotée, dévalorisée, discréditée par une politique qui met en avant l'industrie, la technique, la rentabilité financière. Cela a eu pour conséquence la chute catastrophique de la production agricole qui rend notre pays de plus en plus dépendant de l'étranger (surtout des Américains) pour son approvisionnement en produits de consommation alimentaire.

Ainsi, le peuple algérien finance une politique qui ne lui apporte ni les produits, ni les emplois dont il a besoin, mais qui enrichit les riches en perpétuant son exploitation et sa dépendance. »

Depuis, la situation s'est encore aggravée. A la faillite économique est venue s'ajouter la crise politique du régime. Elle a éclaté ouvertement entre les clans du pouvoir sapant l'autorité de l'Etat, développant le laisser-aller et l'irresponsabilité, encourageant les intrigues et les manœuvres, créant un terrain favorable aux visées étrangères.

Isolée à l'intérieur et à l'extérieur la clique de Boumedienne cherche son salut dans la fuite en avant. Sa politique aventuriste nous a déjà conduits au bord d'une guerre fratricide. Sa dernière manœuvre a été d'essayer de détourner le mécontentement populaire pour s'en servir contre ses adversaires. C'est là

EST UNE ISSUE DE GAUCHE

le sens du débat sur la « charte nationale » dont le but a été de fournir à la colère du peuple des boucs émissaires en la personne des cadres moyens et inférieurs sous couvert de dénonciation de la bureaucratie. Mais le cadre préfabriqué de ce débat n'a pu résister à l'explosion de la soif de démocratie et de changement des Algériens, qui malgré la manipulation et les intimidations ont souvent mis en cause le régime lui-même.

La critique se développe, le mécontentement prend consistance y compris au sein des appareils de l'Etat. Au malaise de l'armée qui couve depuis le début de l'affaire du Sahara occidental, est venu s'ajouter celui des cadres de l'administration et des sociétés nationales écœurés par l'attitude des dirigeants.

Au niveau des masses populaires les luttes contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, les pénuries, le manque de logements, etc... se multiplient tandis que les revendications se précisent chaque jour davantage.

C'est pourquoi il apparaît que les prochains mois seront décisifs. Une issue à la crise actuelle doit être trouvée si l'on ne veut pas que le sort du pays et de la nation soit irrémédiablement compromis. A cet égard, on parle beaucoup de l'opposition et notamment des opposants de l'extérieur.

S'il est vrai que l'opinion algérienne attend une initiative de leur part, il n'en est pas moins vrai que l'on doit d'abord déterminer quelle initiative prendre ? Avec qui ? Et pourquoi ? A mon avis, le plus important dans une situation pareille, c'est de dépasser le stade des vœux et des espoirs pour s'atteler à faire progresser les idées et à ouvrir des perspectives pour libérer l'initiative populaire. Ce n'est pas de réaliser un regroupement factice et sans principes dont le seul but serait d'apparaître comme une solution de rechange.

Pour notre part, nous nous prononçons très clairement contre toute solution de droite qui sous prétexte de mettre fin à la corruption et à l'inefficacité instaurerait un régime encore plus totalitaire, encore plus dictatorial.

La seule issue valable est une issue de gauche, c'est-à-dire :

- une issue qui garantisse aux masses populaires l'exercice de leurs droits et libertés fondamentaux : liberté d'expression, d'organisation, droit de grève et liberté syndicale.
- une issue démocratique qui permettrait à tous les Algériens de débattre publiquement des choix fondamentaux qui engagent l'avenir du pays ;
- une issue qui mettrait fin à la dégradation de l'économie algérienne en la libérant des carcans bureaucratiques et de l'emprise impérialiste et en faisant appel aux énergies créatrices de tous les travailleurs ;
- une issue qui s'attaque aux inégalités grandissantes, à l'injustice sociale et qui assure une élévation du niveau de vie pour la majorité en éliminant les privilèges d'une minorité ;
- une issue qui apporte des solutions aux problèmes lancinants du chômage, des pénuries alimentaires, de la santé, du logement et de l'éducation ;
- une issue qui revalorise l'esprit patriotique, le militantisme, qui responsabilise le citoyen en développant sa conscience politique ;
- une issue qui redonne à l'Algérie son crédit sur le plan international en mettant fin à la démagogie et aux méthodes de gangsters.

C'est à une telle solution que nous nous sommes attelés,

convaincus que nous ne sommes pas les seuls à œuvrer dans cette voie. C'est pour cette raison que nous multiplions les appels pour un large rassemblement des forces révolutionnaires et démocratiques en vue de développer un rapport de force favorable.

Pour terminer je voudrais dire bien clairement que mon action présente n'est pas motivée par des ambitions ou des intérêts personnels. Si tel était le cas, j'aurais pu satisfaire les unes et les autres dès 1962. Mon action, de même que celle de mes camarades, n'a pas d'autre objectif que la réalisation d'un certain idéal pour l'Algérie.

C'est cette obstination à vouloir une Algérie différente de celle que nous propose Boumedienne, une Algérie ayant assuré le pain et la dignité à tous ses enfants, une Algérie socialiste, qui m'a valu d'être kidnappé et emprisonné par Ben Bella moins d'un an après l'indépendance, puis condamné à mort et contraint à un douloureux exil.

C'est cette obstination qui me vaut aujourd'hui les calomnies par lesquelles on essaie de me salir et qui, à travers ma personne, visent le parti auquel j'appartiens. Faut-il donc que notre action soit gênante pour que Boumedienne paie des mercenaires de la plume (2) qui essaient en vain de porter atteinte à mon honneur et à mon passé ? Ceux-là font une bien sale besogne, une besogne dont aucun Algérien digne de ce nom n'a voulu se charger. Il a fallu trouver des individus dont la haine et le paternalisme méprisant à l'égard des Algériens rejaillissent y compris sur ceux qu'ils veulent servir et dont en fin de compte ils donnent une image peu flatteuse.

Je n'aurais pas été la cible d'attaques de bas étage, si comme beaucoup de responsables j'étais devenu un trafiquant ou un affairiste, me livrant à la vie facile, au luxe et à la débauche. Ainsi vont les choses dans un système où les valeurs patriotiques et morales sont foulées aux pieds, où le militantisme passé devient une monnaie d'échange, où l'honnêteté et l'attachement aux principes dérangent et donnent mauvaise conscience.

Les calomnies d'où qu'elles viennent ne font que me renforcer dans ma détermination et ne peuvent me détourner de la voie que j'ai choisie. Car cette voie, c'est celle du 1^{er} novembre, celle de ceux pour qui militer signifie sacrifices, décision, courage, identification totale aux intérêts de la patrie.

C'est cet idéal patriotique qui nous a fait opter pour le socialisme. Car nos choix socialistes nous sont dictés en fin de compte par un dépassement de notre nationalisme qui aboutit à une solidarité avec tous ceux qui luttent, hier le peuple vietnamien, aujourd'hui le peuple palestinien.

Ce qui me fera agir jusqu'à mon dernier souffle, c'est la fidélité à mes compagnons de la première heure qui sont morts pour une Algérie meilleure. C'est mon attachement aux jeunes générations de militants formées dans le cadre du P.R.S. qui, déjà fermement, ont repris le flambeau et continuent le combat.

Etre toujours à sa place au milieu des exploités et des opprimés, lutter sans répit et de toutes ses forces pour que les choses changent réellement, voilà, me semble-t-il, ce que c'est qu'être révolutionnaire et socialiste aujourd'hui.

1^{er} Novembre 1976
Mohamed BOUDIAF

(1) Organisation Spéciale : organisation paramilitaire créée en 1947.
(2) A. Francos et J.-P. Séréni : « Un Algérien nommé Boumedienne ».

Remarques critiques

Il existe certains courants politiques qui n'ont pas hésité, après le référendum bidon du 27 juin, à lancer toute une campagne sur le thème «la charte c'est un premier pas, maintenant il faut obtenir son application». Faisant comme si cette «charte» était une victoire populaire, ces soi-disant progressistes essaient par ce mot d'ordre de créer une attitude réformiste dans le mouvement populaire, d'en empêcher le développement autonome et surtout d'enfermer l'action des ouvriers, des jeunes, des étudiants dans le cadre des dispositions de la «charte». Leur manœuvre est claire ! Spéculant sur le fait que peu d'Algériens ont lu la totalité du texte, ils essaient d'accréditer l'idée qu'il peut être utilisé pour changer la situation catastrophique actuelle. De cette façon, le mécontentement populaire sera canalisé non CONTRE LE REGIME DANS SON ENSEMBLE mais contre quelques boucs émissaires désignés comme ennemis de la «charte».

Pour le P.R.S., il s'agit là d'une véritable escroquerie qu'il faut dénoncer, et d'abord, commencer par dévoiler le contenu véritable de la soi-disant charte nationale.

Rédigée sur commande et hâtivement dans les services de Boumedienne par les éternels spécialistes (Lacheraf, R. Malek, Benyahia... qui nous ont déjà gratifiés d'une «charte de Tripoli» et d'une «charte d'Alger») la nouvelle «charte» ne saurait prétendre représenter les choix des masses, ni même poser leurs problèmes. Elle dépasse toutes les précédentes dans sa faculté de ne tenir aucun compte de la réalité du pays, et de la situation concrète. Elle raisonne sur une société algérienne homogène, unanime, sans classes, sans conflits qui n'existe que dans les rêves des technocrates. Elle se ramène à une publicité mensongère sur les réalisations du régime et à une apologie de l'ordre établi, ne craignant pas d'affirmer «il est notoirement admis que le pouvoir révolutionnaire a tenu ses promesses» ou encore «les immenses progrès réalisés par l'Algérie dans tous les domaines sont considérés d'une façon générale comme un défi au sous-développement».

Cette phraséologie creuse ne trompe personne. La situation objective est trop grave pour qu'on puisse la faire oublier par des mots. Ni la virtuosité verbale ni les formulations obscures ne parviennent à repousser à l'arrière-plan la crise économique et politique que connaît notre pays depuis son indépendance.

Elles ne peuvent, non plus, masquer les profondes divergences et oppositions d'intérêts de la classe dirigeante. De ce fait la «charte» est un assemblage hétéroclite et contradictoire où l'on trouve pêle-mêle des banalités, lâchées d'un ton docte et sentencieux, sur le Tiers-monde et le sous-développement, une glorification de la vision technocratique et étatique du développement, une justification des inégalités sociales et l'affirmation gratuite de l'option irréversible pour la révolution et le socialisme. Pour ce dernier point la répétition incantatoire tient lieu de démonstration. (nous avons relevé 268 fois le mot révolution, 117 fois le mot socialisme et 169 fois socialiste).

Le P.R.S. s'est prononcé contre la «charte». Notre mot d'ordre «non à la charte de Boumedienne» repris par de larges fractions de l'opinion nationale s'appuie sur 2 points fondamentaux :

1) Le refus du système capitaliste, y compris le capitalisme d'Etat, et du régime totalitaire qui, à travers des manœuvres telles que le débat préfabriqué, la charte parachutée, les élections truquées tentent de prolonger leur existence.

Contrairement aux affirmatives de la «charte» selon la-

quelle le pouvoir actuel est l'expression fidèle des aspirations des travailleurs et des paysans» «le défenseur des masses populaires» «le garant de l'indépendance du pays et de la liberté des citoyens» le P.R.S. considère que le POUVOIR ACTUEL EST L'EMANATION DES INTERETS DE CLASSE D'UNE MINORITE DE BOURGEOIS (d'Etat et privés), liés solidement au grand capital international (leur bailleur de fonds) et poursuivant une politique de pillage des richesses du sous-sol de notre territoire. Le P.R.S. a procédé à un examen attentif et objectif

- de la POLITIQUE ECONOMIQUE qui s'inscrit dans une rationalité capitaliste et obéit à une logique du profit ;

- du CHOIX DES INVESTISSEMENTS qui sacrifient l'agriculture, néglige les secteurs collectifs et sociaux (transports, logements, routes, eau...) pour se porter sur les secteurs du pétrole et du gaz ;

- des LIENS AVEC LE MARCHE CAPITALISTE MONDIAL qui font apparaître une insertion de plus en plus grande de notre pays et un accroissement de la dépendance (financière, technologique, commerciale, alimentaire) ;

- de la NATURE DES RAPPORTS SOCIAUX : exploitation féroce des travailleurs, bas salaires, absence de droits, de protection sociale, d'allocation chômage pour les ouvriers et les paysans, hauts salaires pour les cadres de l'économie, de l'administration, de l'armée ;

- de la DIFFERENCIATION SOCIALE qui a produit une classe de nouveaux riches qui vivent dans le luxe tapageur et l'opulence tandis qu'une masse d'Algériens de plus en plus grande victime, du chômage, de la hausse des prix, sombre dans la misère

- des INSTITUTIONS POLITIQUES : absence totale des libertés individuelles (expression, organisation), Parti unique, syndicat caporalisé, truquage des élections (vote à 99 %) ;

- des ASPECTS IDEOLOGIQUES ET CULTURELS : utilisation massive des moyens tels que la radio, la télévision, la presse, les affiches, les banderolles pour opérer un matraquage idéologique systématique, cérémonies d'inauguration et de manipulation de la foule dans le plus pur style fasciste, production d'une sous-culture abrutissante, sélection de l'information, instauration d'un enseignement de classe de bas niveau, incitation au chauvinisme, au fanatisme religieux... ;

- des PRATIQUES CONCRETES DE LA CLASSE DIRIGEANTE et de ses appareils : brimades, injustices, tracasseries administratives, généralisation de la corruption et du piston, culte de la personnalité, mépris pour les pauvres et les gens du peuple, dégradation des mœurs, débauche... ; tous ces éléments nous ont conduits à caractériser LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT ALGERIEN. Notre refus de la charte est donc une DEMARCATION par rapport à cette ligne bourgeoise.

2) L'autre base de notre refus c'est l'analyse même de la «charte» considérée comme l'exposé des orientations politiques, économiques, sociales et culturelles que le pouvoir entend mettre en œuvre dans notre pays. La «charte» apparaît bien comme le programme de ceux qui profitent et qui désirent que ça continue. En refusant le moindre bilan critique de l'action passée, les défenseurs de la «charte» sont les défenseurs du conservatisme social, les adversaires du changement. Le P.R.S. reflétant l'opinion de millions d'Algériens veut que cela change et pas dans n'importe quel sens. C'est pourquoi le P.R.S. se définit par rapport au texte même de la «charte» explicitant clairement ses positions.

UNE HISTOIRE DE L'ALGERIE DEFORMEE ET MUTILEE

L'histoire de notre pays est présentée comme une succession d'Etats et de chefs providentiels. Aucune référence à la force motrice de cette histoire : le peuple. Pour la « charte » tout procède d'une « logique ininterrompue » allant de Massinissa à Boumedienne en passant par Abdelkader. Au delà de cette approche métaphysique, le but recherché apparaît clairement. Il s'agit d'apporter une légitimation historique au pouvoir et à l'Etat actuels continuateurs des précédents.

Le traitement de la période turque est à cet égard significatif : « A partir du 16ème siècle, l'Algérie voyait son organisation étatique et administrative se renforcer ». L'Etat des Janissaires qui imposa sa domination cruelle aux paysans algériens auxquels il extorquait par la violence la majeure partie du fruit de leur travail est présenté de façon positive. Il est vrai que l'on ne peut manquer de remarquer les similitudes entre cet Etat avec sa bureaucratie parasitaire, son armée de mercenaires, sa pratique généralisée du bakchiche, le monopole étatique sur le commerce, les « affaires » des milieux dirigeants et l'Etat actuel qui semble effectivement avoir restauré cet Etat typique du despotisme.

Au cours du débat sur la « charte », beaucoup d'intervenants ont souligné ce traitement de faveur pour la période turque, alors que la période préislamique, elle, est à peine esquissée. Faut-il voir dans ce silence le refus de prendre en compte une partie importante de notre histoire et l'acceptation des thèses de ceux qui voudraient qu'« en Algérie, il n'y ait pas de nation, mais un peuple arabe et musulman qui soit partie intégrante de la nation arabe ». La « charte » dans sa version définitive, avec cet art consommé de l'ambiguïté qui lui est très propre affirme « le peuple algérien se rattache à la patrie arabe dont il est un élément indissociable. L'Algérie est une nation ».

La nation algérienne, bien que rattachée par l'histoire, la religion, la langue... au monde arabo-islamique, n'en a pas moins ses spécificités et sa culture propre. Vouloir les gommer au nom du mythe de l'unité de la nation arabe relève d'une oeuvre de déculturation pure et simple. Faut-il rappeler que l'histoire des habitants de l'Algérie a commencé, il y a des centaines de milliers d'années, bien avant l'arrivée de Sidi-Okba. Les vestiges d'un passé préhistorique particulièrement riche sont constamment mis à jour. Le fond de peuplement berbère a constitué une base importante de la formation du peuple algérien. Pourquoi la « charte » l'ignore-t-elle ?

La nation algérienne est un résultat. Celui d'une histoire féconde parce que riche en luttes. Si le rattachement de l'Algérie à la civilisation arabo-islamique au 7ème siècle a marqué profondément le devenir de notre pays, celui-ci n'en a pas moins continué son chemin à travers la colonisation française et les profondes modifications qu'elle a engendrées dans notre économie et notre société, jusqu'à la guerre de libération nationale.

C'est dans ce dernier domaine que les falsifications sont les plus flagrantes. Ce n'est d'ail-

leurs pas un hasard si des centaines de citoyens ont réclamé l'histoire de la lutte de libération nationale et de sa préparation. Le but des rédacteurs est d'opérer un lien arbitraire entre la lutte révolutionnaire du peuple algérien et la nouvelle classe dirigeante. Boumedienne récupère les fruits de l'action du 1er novembre 1954.

Glorifié, comme il se doit dans la « charte » allant jusqu'à se poser comme père naturel de la « révolution » rejetant dans l'ombre, voire même dans les « poubelles de l'histoire » (El-Moudjahid), tous ceux - et ils sont des milliers - qui en trente ans de luttes historiques, de sacrifices, ont contribué à construire le mouvement nationaliste et le faire aboutir à ses objectifs. Mais, cela est semblé-t-il une histoire « dépassée » !

LA CONFUSION DES ETAPES

Cette conception mystique (et mythique) de la Révolution (avec un grand R) conduit les auteurs à des raccourcis pour le moins surprenants. Ainsi on peut lire que « le socialisme en Algérie est un approfondissement de la Révolution du 1er novembre, son aboutissement logique » « la guerre de libération s'est transformée en une grande révolution - la révolution démocratique et populaire et celle-ci, peu à peu, en un processus socialiste d'une grande envergure ».

Le socialisme ne peut être « l'aboutissement logique » de la guerre de libération nationale. Il y a là une CONFUSION DELIBEREE DANS LES ETAPES qui escamote le point fondamental de la caractérisation de classe de l'Etat au lendemain de l'indépendance. Cette vision qui fait découler le socialisme du nationalisme et tend donc à identifier les deux (pas de différence de nature entre la lutte de libération nationale et la lutte pour le socialisme) revient à affirmer qu'il n'y a pas d'opposition d'intérêts entre les « nationaux » dans les pays nouvellement indépendants.

De fait, la lutte de libération nationale vise la DOMINATION COLONIALE, c'est-à-dire le pillage des richesses naturelles au profit de la métropole, la main-mise économique, l'administration directe par des étrangers ainsi que le processus de déculturation. Dans ce cadre, la contradiction principale, c'est celle qui oppose les colonisés aux colonisateurs. Les colonisés se regroupent de façon large, sans tenir compte des oppositions (secondaires) qui les divisent. Le ciment de cette unité, c'est le NATIONALISME, c'est-à-dire la recherche d'une identité nationale (faire reconnaître leur différence), la volonté de créer un Etat et une économie nationale séparés de l'Etat colonial, la jouissance de la souveraineté nationale. Dans ce cadre, taire les contradictions secondaires (économiques, sociales, culturelles) ne signifie pas qu'elles aient disparu. Au contraire, la lutte pour l'indépendance ne recouvre pas le même contenu pour les différentes fractions du mouvement national. Pour les uns, elle n'est que le moyen d'assouvir leurs ambitions politiques et leurs appétits économiques - contrecarrés par le colonialisme, de se faire reconnaître comme « interlocuteurs valables » en vue d'accéder directement au marché mondial afin de reprendre à LEUR PROPRE COMPTE la machine à exploiter (en d'autres termes ils dési-

rent prendre la place des colons). Pour les autres, la grande masse, l'indépendance c'est d'abord la fin de l'humiliation, la dignité retrouvée, la liberté reconquise, le changement social.

Ces projets DIVERGENTS sont à la base des luttes internes du mouvement nationaliste. Ils permettent de comprendre la DOUBLE NATURE DU NATIONALISME. C'est pour cette raison que l'analyse de l'histoire du F.L.N. et du mouvement nationaliste est capitale. Le P.R.S. a déjà donné son interprétation. (El-Jarida).

Selon nous, l'histoire du mouvement nationaliste fait apparaître une lutte sans merci entre DEUX VOIES qui recouvrent des classes et des alliances de classes différentes.

1 - La bourgeoisie « nationaliste », l'élite petite-bourgeoise, les réformateurs musulmans désireux de parvenir à l'indépendance sans remettre en cause un ordre social qui les favorise. Partisans d'une voie négociée, qui écarte l'intervention directe d'un peuple considéré comme mineur et incapable de se diriger par lui-même. Ils (l'U.D.M.A., les Oulémas, le M.T.L.D.) ont connu des échecs (à cause de l'intransigeance du colonat) qui ont favorisé le développement d'une seconde voie.

2 - Celle, suivie par une fraction de la petite-bourgeoisie, par l'émigration, les masses paysannes - les couches sociales les plus exploitées par le système colonial - qui ont choisi la révolte et l'action armée (8 mai 1945, O.S., 1er novembre).

L'analyse du F.L.N. nous montre :

1 - Que cette seconde voie s'est imposée parce que les masses se sont emparées du mouvement et l'ont fait avancer. Le caractère révolutionnaire du 1er novembre ne réside pas dans le déclenchement de l'action armée mais dans la PRISE EN MAIN PAR LE PEUPLE LUI-MEME DE SES DESTINEES. Les hommes du 1er novembre n'ont rien fait d'autre que de briser l'emprise stérilisante des états-majors bourgeois et de redonner l'initiative à la base.

2 - Que malgré son contenu populaire, le F.L.N. n'a pas su (ou voulu) tracer de ligne de démarcation nette par rapport aux mouvements réformistes et n'a pas précisé son programme politique. Ce qui a laissé la porte ouverte au RETOUR EN MASSE DE L'ANCIEN PERSONNEL POLITIQUE et ce, à des postes de direction. (Contrairement à ce qui s'est passé au Viet-Nam par exemple).

3 - Que la confiscation de la direction du F.L.N. par les éléments issus de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie a permis le détournement de l'indépendance au profit de cette minorité qui avait préparé en TOUTE TRANQUILLITE HORS DU TERRITOIRE NATIONAL les instruments de sa prise de pouvoir (appareil administratif, armée de Boumedienne dont la « charte » dit avec une pointe de cynisme qu'elle était la seule force organisée).

4 - Que les masses populaires qui avaient supporté tout le poids de la guerre et consenti les sacrifices les plus lourds (1,5 millions de chouchas) furent renvoyées au vestiaire par la violence et la force, par la coalition Benbella-Boumedienne.

Comme le mouvement nationaliste, le F.L.N. AVAIT UNE DOUBLE NATURE. Cette contradiction éclata dès que l'indépendance fut acquise : ce fut la crise du F.L.N.

Dès l'été 1962, le P.R.S. estimait que le

F.L.N. qui «après avoir été le catalyseur de toutes les énergies populaires dans la lutte de libération nationale ne peut plus prétendre être un mouvement révolutionnaire» (proclamation du 20 septembre 1962). Après avoir critiqué le F.L.N. qui «en tant que parti unique» est «incapable d'entamer avec succès la révolution socialiste» et souligné que l'équipe qui le dirige «prépare la voie à un régime policier de dictature personnelle ou militaire» les militants issus de l'A.L.N., du F.L.N., de l'U.G.T.A. qui créèrent le P.R.S. décidaient de «se retirer du F.L.N.» et appelaient les ouvriers, les paysans, les étudiants à édifier, sur une base de classe, leur propre parti en vue de continuer le combat pour la réalisation d'un programme socialiste. Pour le P.R.S. les choses étaient donc très claires : la lutte de libération nationale ne peut être confondue avec la lutte pour le socialisme. Si pour la première un large front de toutes les classes est nécessaire (F.L.N.), la seconde nécessite une organisation de classe des exploités capable de défendre leurs intérêts et de réaliser leurs aspirations.

Notons ici que l'on trouve dans la «charte» une autre interprétation de l'étape actuelle «la guerre de libération nationale contre le joug étranger s'est transformée en Révolution Démocratique Populaire». Cette révolution a un triple contenu : anti - impérialiste, anti - féodal et populaire. Elle se garde bien de se fixer un contenu anti - capitaliste. Cette ligne est bien connue. C'est celle établie à Moscou en 1960 et qui recommandait pour les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine la formation d'Etats de «démocratie nationale». Elle est défendue en Algérie par le P.A.G.S. (ex - P.C.A.) représentant patenté du révisionnisme soviétique dans notre pays. Selon cette ligne «le caractère spécifique et transitoire de l'Etat de démocratie nationale sera dû au fait qu'il ne sera pas l'Etat d'une classe, ni même de deux classes : les ouvriers et les paysans... Ce sera un Etat incarnant les intérêts de toute la partie patriotique de la nation, qui aura à réprimer les classes réactionnaires renversées. La direction politique de la vie de la société sera exercée par l'ensemble de la classe patriote...» (La Pensée n° 118 - 1964). On reconnaîtra le vocabulaire employé dans la «charte» et aussi certains de ses thèmes notamment celui des «Forces sociales de la Révolution» : «Les travailleurs manuels et intellectuels, les paysans, les djounoud, la jeunesse et les éléments patriotiques révolutionnaires». Le flou de cette dernière composante et la référence sans aucune autre précision aux travailleurs (qui comprennent aussi bien les P.D.G. que les balayeurs) ont été très largement soulignés au cours du «débat». Ils laissent la porte ouverte à tous les compromis montrant ainsi le caractère opportuniste de cette analyse qui revient à «nier le caractère bourgeois de l'Etat algérien et le caractère antagonique de la contradiction Bourgeoisie - Proletariat» et à «affirmer la nécessité de la collaboration de classes et en fait de la soumission du prolétariat à la bourgeoisie et l'acceptation de l'exploitation» (El - Jarida n° 4). Elle subordonne le développement des luttes internes à l'évolution des Rapports de force extérieurs et notamment du renforcement de l'U.R.S.S.

Pour le P.R.S., «la cible de la révolution en Algérie est la destruction de l'Etat de la bourgeoisie» El - Jarida n° 10. La nature de la contradiction principale ne fait aucun doute.

Depuis l'indépendance, c'est la contradiction entre EXPLOITEURS (bourgeoisie d'Etat et son appendice la petite - bourgeoisie bureaucratique, bourgeoisie privée, propriétaires fonciers) et EXPLOITES (directs : ouvriers de l'industrie, du bâtiment, des transports, du commerce..., ouvriers des domaines «autogérés», militaires du service national, tributaires de la «Révolution Agraire», émigrés... et indirects : paysans, commerçants, artisans, chômeurs, jeunes, femmes) qui devient principale. C'est elle qui détermine le caractère des nouvelles luttes dont l'objectif final est le changement de la société.

Les privilégiés, les nantis, les exploiters, tous ceux qui profitent du régime actuel ont intérêt à nier les contradictions, à brouiller les cartes. Ils ont intérêt à imposer le parti unique pour empêcher l'organisation autonome des exploités, à caporaliser le syndicat promu officiellement au rôle «d'encadrement des travailleurs» à mettre hors la loi l'esprit revendicatif et contestataire.

Pour consolider le nouveau système d'exploitation, ils ont intérêt à justifier l'exploitation des travailleurs par le sens du devoir, le patriotisme et l'esprit de sacrifice, à conserver le sigle du F.L.N. pour suggérer la continuité entre la lutte de libération nationale et l'étape actuelle, à affirmer que l'Algérie est socialiste - les rédacteurs de la «charte» poussent la mystification jusqu'à se demander «Quand la phase socialiste a - t - elle commencé ? Il serait malaisé d'avancer une date précise...».

cer une date précise...».

Cela leur permet d'expliquer la SITUATION OBJECTIVE des Algériens non par des CAUSES POLITIQUES (Quelle est la classe qui détient le pouvoir d'Etat en Algérie ?) mais par des obstacles techniques ou moraux. Si cela ne va pas, c'est parce qu'il existe des «comportements négatifs ou antisociaux», des «carences», des «conduites sociales» «survivances de l'esprit féodal» : «esprit de clan, parasitisme familial ou communautaire».

L'action du pouvoir qui utilisera même «la coercition» «contribuera à faire des paysans, des travailleurs et de la jeunesse, non des citoyens inertes et privilégiés, peu soucieux de servir et se dévouer et enclins à une facile autosatisfaction, au parasitisme et à des appétits malhonnêtes devant les biens du peuple confiés à leur soin et placés sous leur sauvegarde mais des producteurs pleins d'émulation». C'est très clair.

Ainsi la CIBLE de la Révolution de Boumediène ce sont les masses elles - mêmes, leur faible productivité, leur mentalité arriérée. «Il s'agit de faire de l'homme algérien le citoyen conscient d'une nation moderne». Il faut comprendre un ALGERIEN EXPLOITABLE A VOLONTE et qui se laisse faire au nom du patriotisme, de la morale islamique, de l'éthique «socialiste».

Le projet de la bourgeoisie algérienne (à forte coloration fasciste) apparaît encore plus nettement lorsqu'on aborde la conception du travail.

UNE CONCEPTION FASCISTE DU TRAVAIL

Pour la «charte» «le socialisme fait du travail non seulement un droit mais aussi un devoir et un honneur». C'est trop fort !

Le travail est un droit. Oui : l'Etat qui perçoit des impôts, bénéficie des droits de douane, encaisse les royalties, DOIT assurer le plein emploi en mettant la lutte contre le chômage au premier plan de ses préoccupations. En attendant il DOIT payer une allocation aux travailleurs sans travail.

Le travail est un devoir. Que signifie le «devoir» ? dans une société d'inégalités sociales où règne le salariat. La recherche d'un travail n'a rien à voir avec des considérations morales : c'est parce qu'ils ont été ruinés, dépossédés de tout, que des centaines de milliers de femmes et d'hommes sont contraints de vendre leur force de travail à un patron qui les exploite. Dans ce contrat l'intérêt du patron est de demander le maximum de travail à l'ouvrier en le payant le moins possible, l'intérêt de l'ouvrier est de vendre sa force de travail le plus cher possible en donnant le moins de travail possible. Où est le devoir ici ? A moins que ce ne soit un moyen pour la bourgeoisie algérienne de renforcer son exploitation. Celle - ci est déjà féroce. Dans la majorité des cas la force de travail n'est pas payée à sa valeur : ainsi sous prétexte de coopération et de socialisme les tributaires et les autogestionnaires sont - ils les moins payés

(au dessous du niveau nécessaire à la reproduction de la force de travail), ce qui accentue l'exode. Mais le pouvoir va plus loin faisant appel au TRAVAIL GRATUIT, comme dans le cas de l'emploi des détenus (sous prétexte de «les moraliser par le travail») et, surtout, du SERVICE NATIONAL où pendant deux ans et demi des jeunes intellectuels ou manuels, sont employés par l'Etat sans contrepartie. C'est enfin le «volontariat» extorquant du travail gratuit aux fonctionnaires sous prétexte de solidarité, alors que des milliers de personnes sont sans travail.

Mais la résistance à l'exploitation se développe que ce soit sous forme de grève de la production, ou grève de la productivité (nonchalance, absentéisme, refus des tâches pénibles). Aussi la référence au «socialisme», aux valeurs morales fait - elle partie de l'arsenal que la bourgeoisie oppose à la combativité des travailleurs. La «CHARTER» APPARAÎT ALORS COMME UN INSTRUMENT DE REPRESSION, ses rédacteurs n'ont rien inventé, ils n'avaient qu'à puiser dans les expériences des régimes fascistes.

Affirmer que «ce qui fait la dignité de l'homme c'est son travail, ce qui entraîne sa déchéance, c'est l'oisiveté» est tout simplement grotesque dans un régime où les oisifs tiennent le haut du pavé et où ne pas travailler manuellement est considéré comme un signe de réussite sociale.

UN SOCIALISME DEMAGOGIQUE ANTI-PROLETARIEN

Le socialisme de la «charte», c'est un socialisme spécifique variante sous - développée du socialisme bourgeois qui ne remet en cause ni le capital ni la logique de l'exploitation.

La société algérienne telle qu'elle est présentée dans le texte est une société idyllique, unitaire, sans rapports conflictuels. La NEGATION DE LA LUTTE DES CLASSES trouve son illustration dans cette phrase de Boumedienne : les citoyens «ont compris que leur devenir est un et que l'Algérie doit progresser en tant que nation et ensemble et non en tant que classes ou individus ou groupes». C'est cette vision «unanimiste» qui a fait de la «Révolution Agraire» une oeuvre de «solidarité nationale», qui a conduit au truquage électoral et aux scrutins à 99 %, qui fonde un socialisme émanant du sommet et conçu comme un geste humanitaire des nantis et des puissants en faveur des humbles et des pauvres. En ce sens le débat sur le rapport socialisme et Islam a éclairé la nature du «socialisme algérien» qui puise son inspiration dans des «valeurs morales» bien plus que dans l'analyse concrète de la situation concrète.

Le rejet du socialisme scientifique a pour conséquence le rejet du PROLETARIAT EN TANT QUE CLASSE DIRIGEANTE dans l'édification du socialisme. «Dans les pays nouvellement indépendants, le prolétariat n'existe généralement qu'à l'état embryonnaire, souvent sa conscience retarde et il n'est pas toujours la couche sociale la plus opprimée». Aussi les forces socialistes sont - elles dirigées «par une avant - garde formée de l'ensemble des patriotes révolutionnaires» - et la «charte» va encore plus loin «ce n'est pas le prolétariat... qui institue le socialisme... c'est l'édification du socialisme qui ne fait qu'un avec l'édification de la nation, son industrialisation, sa modernisation qui assure l'émergence du prolétariat».

S'il est vrai que dans les pays dominés, le prolétariat est faible numériquement et que la paysannerie y subit une déstructuration et une paupérisation qui en fait la classe la plus déshéritée, il n'en est pas moins vrai que le responsable de cette situation c'est le SYSTEME CAPITALISTE. Pour cette raison, IL NE PEUT Y AVOIR QU'UN SEUL SOCIALISME, celui qui se construit sous la direction du prolétariat (classe antagonique de la bourgeoisie) et sur la base du programme ouvrier. La conception du pouvoir tend au contraire à noyer le prolétariat au sein de la masse des «travailleurs», notion qui efface la différence entre un bourgeois d'Etat et un ouvrier de l'Etat (tous deux des travailleurs au sens de la «charte»).

La direction de la «Révolution» est confiée à une élite bourgeoise et petite - bourgeoise qui se recrute «dans les milieux les plus divers : militants politiques, syndicalistes, militaires, intellectuels» baptisés pour la circonstance avant - garde en vue d'édifier un système qui ressemble étrangement au capitalisme car comme ce dernier, s'il assure «l'émergence du prolétariat», il assure conjointement celle de la bourgeoisie. D'ailleurs, comme tout capitalisme le «socialisme de Boumedienne» ne demande fina-

lement au prolétariat qu'un «engagement» qui «se traduira d'abord par le renforcement de la productivité».

Mais une tendance non négligeable d'Algériens socialistes rejetant le «socialisme» du pouvoir est apparue très nettement dans les débats, refusant d'identifier étatisation et socialisme,

SOCIALISME, LIBERALISME OU CAPITALISME D'ETAT ?

L'un des objectifs de l'avant - projet de la «charte» était de mettre en accusation le secteur privé dans la ligne tracée par Boumedienne qui en réponse au MOUVEMENT POUR LA DEMOCRATIE a fait le procès du LIBERALISME ECONOMIQUE. L'argumentation du pouvoir est la suivante : le secteur privé est un secteur exploiteur par opposition au secteur d'Etat («la propriété de l'Etat est la forme la plus élevée de la propriété sociale»), il implique le libéralisme économique : ceux qui réclament la démocratie sont taxés de libéralisme. Ce sont donc des exploiters du secteur privé.

Reprenant une idée réactionnaire, anti - socialiste qui consiste à identifier socialisme et absence de démocratie, le pouvoir oppose la revendication de la démocratie à celle du socialisme. Ce schéma n'a rien à voir avec le socialisme tel que nous le concevons. Tout juste est - il lié à la conception bureaucratique qui prévaut en U.R.S.S.

Mises à part quelques interventions télévisées, les masses n'ont pas suivi le pouvoir dans son raisonnement. Le gros des critiques a été dirigé contre l'Etatisme, la bureaucratie, le centralisme. Et si le débat a montré une tendance générale au niveau des masses populaires c'est en faveur de la démocratie et des libertés.

Les masses algériennes ont bien compris l'enjeu de ce débat. Le pouvoir se veut le champion d'un certain modèle de société qu'il baptise socialisme en l'opposant très haut au libéralisme et au capitalisme. En réalité, le système économique et social que Boumedienne et ses amis cherchent à imposer à notre peuple, c'est un système dans lequel une oligarchie de bureaucrates constituée en véritable mafia, utilise comme bon lui semble et à des fins privées la richesse nationale. Elle constitue des monopoles puissants, elle centralise par décision gouvernementale les capitaux sans avoir besoin pour cela de passer par une privatisation des moyens de production. La nouvelle bourgeoisie refuse le capitalisme libéral et concurrentiel parce que d'emblée elle cherche à construire un capitalisme monopoliste, un capitalisme despotique, un capitalisme d'Etat.

Le capitalisme d'Etat, selon le mot de Engels, est le «capitalisme poussé jusqu'au bout». C'est précisément ce que cherche la nouvelle bourgeoisie avide de richesses faciles qui pousse «jusqu'au bout» l'exploitation des travailleurs, la domination étrangère, le pillage des ressources naturelles.

Si le bourgeois privé est obligé pour extorquer de la plus - value de produire et de vendre ses produits, c'est - à dire faire face à un marché et à la concurrence, le bourgeois d'Etat a réussi à dissocier le procès d'accumulation du capital, de celui de la nécessité de produire des biens matériels réalisables sur le marché. C'est par des ponctions fiscales sur les citoyens, par la confis-

dictature de la petite - bourgeoisie et dictature du prolétariat, socialisme en paroles et socialisme dans la réalité. Ce qui a amené une réaction violente des agents du pouvoir contre ce qu'ils appellent «l'ouvriérisme» et le «gauchisme», en fait contre tous ceux qui veulent une ORGANISATION AUTONOME DES EXPLOITES.

cation de la rente agricole et pétrolière, par le recours à la dette extérieure que la nouvelle bourgeoisie d'Etat s'enrichit.

Dans le capitalisme libéral, la centralisation des capitaux est le résultat de la loi d'accumulation, c'est - à - dire d'une lutte acharnée entre capitalistes pour augmenter la plus - value : en développant l'intensité du travail (plus - value absolue) et en augmentant la productivité par l'incorporation de progrès technique (plus - value relative). Dans le capitalisme concurrentiel, la logique du système c'est le profit, avec pour résultat l'existence d'une production et la création d'un marché, c'est - à - dire une efficacité du point de vue du développement des forces productives.

Dans le capitalisme d'Etat, par contre, la concentration des capitaux résulte d'une décision bureaucratique et de l'installation d'un appareil répressif. En effet, le capitalisme d'Etat, c'est la fusion du capitalisme et de l'Etat bourgeois. La bourgeoisie d'Etat, bourgeoisie collective, récente, d'origine petite - bourgeoise est une bourgeoisie nouvelle, féroce, qui concentre à la fois la puissance du patron et le pouvoir de l'Etat.

Son enrichissement n'est pas lié à l'existence d'une production matérielle mais au détournement d'une part de plus en plus grande du produit national : LE CAPITALISME D'ETAT, C'EST UN CAPITALISME PARASITAIRE.

Incapable d'assurer la satisfaction des besoins de la population, il a recours de plus en plus au marché extérieur qui le fournit en produits alimentaires, biens de consommation, biens d'équipement, études, techniques,... Pour cette raison le CAPITALISME D'ETAT, EST UN CAPITALISME DEPENDANT.

L'enrichissement individuel des membres de la bourgeoisie d'Etat vient de leur position d'intermédiaires exclusifs entre le marché mondial et l'Algérie. Pots - de vin, commissions, pourcentages sur les appels d'offres internationaux. En ce sens, le CAPITALISME D'ETAT EST UN CAPITALISME COMPRADORE.

La conception tiers - mondiste du pouvoir qui consiste à opposer en bloc les pays riches aux pays pauvres a pour fonction, d'une part, d'escamoter les inégalités criantes qui existent dans les pays pauvres et d'autre part, de créer une base de renégociation sur le plan international des conditions de partage des profits de l'exploitation entre bourgeoisies locales et bourgeoisies impérialistes. (C'est là le véritable fondement de l'anti - impérialisme des pays dits progressistes). Fait plus grave, à la lutte de classes à l'échelle mondiale, aux solidarités nécessaires entre exploités du monde entier on substitue une lutte des non - alignés qui s'inscrit dans le cadre des discussions entre bourgeoisies au sein des conférences internationales.

ISLAM ET ARABISATION : UN CHEVAL DE BATAILLE

Mais les aspects les plus réactionnaires de la «charte» apparaissent lorsqu'on aborde les questions idéologiques et culturelles. Dans ces domaines s'affirme d'une façon éclatante le caractère totalitaire de l'idéologie officielle : par le refus de la diversité, le terrorisme intellectuel, l'intolérance érigée en système. Le but visé est d'étouffer la contestation, de tuer l'initiative créatrice, de créer la passivité en imposant un conformisme intellectuel au nom duquel tout ce qui n'est pas dans la norme établie par le pouvoir doit être condamné, rejeté.

En ce qui concerne la religion, dans l'avant - projet, l'Islam n'était pas considéré comme religion d'Etat, mais le chapitre en question était d'une telle malhonnêteté qu'il fut la cible de nombreuses critiques. Une grande partie des citoyens s'est prononcée sans équivoque pour que l'Islam reste du domaine privé. Car si les algériens sont croyants, dans leur grande masse, ils sont hostiles à une exploitation politique de la religion au profit d'un groupe ou d'un clan.

L'affaire des Imams d'Oran a montré que les milieux du culte eux - mêmes étaient contre l'invasion des mosquées par la propagande gouvernementale. Mais autour du F.L.N. une tendance dite de «frères musulmans» a fait de la religion d'Etat son cheval de bataille, utilisant l'Islam comme une arme pour mener une attaque en règle contre le P.A.G.S. taxé d'athée. L'un des principaux résultats du «débat» fut précisément le regroupement et le renforcement de cette tendance, qui cherche à se concilier le peuple en agitant le drapeau de la religion. Le texte final, sans trancher d'une façon radicale marque un net recul des positions pagistes sur ce point.

Le P.R.S. réaffirme à ce sujet la position de principe de son programme minimum en se prononçant pour un Etat laïque par la «suppression de l'intervention étatique dans les affaires du culte et de la manipulation de la religion à des fins politiques» et la «garantie de la non - intervention de la religion dans les affaires de l'Etat» (El - Jarida n - 17).

A propos de la langue nationale, l'arabisation est conçue d'une façon agressive comme un djihad contre des forces anti - arabes. Le but est de créer un climat de terreur intellectuelle propice à la propagation d'une idéologie conservatrice et réactionnaire sous prétexte de lutte contre les idées étrangères. Cette façon de poser le problème, manifestation du despotisme culturel, est une manipulation grossière qui évite de poser les vrais problèmes. Car personne ne remet en cause la nécessité de l'arabisation, le rôle de l'Arabe comme langue nationale. Mais tout le monde est en droit de se poser la question du CONTENU de l'arabisation et de son RAPPORT avec la langue parlée : ARABE POPULAIRE ET BERBERE.

L'arabisation démagogique entreprise par le pouvoir a été faite sans tenir compte des spécificités de l'Algérie et des choix économiques. Ainsi aucun débouché n'est offert aux jeunes arabisés, car la langue dominante, la langue du pouvoir, celle qui permet l'accès au marché mondial (en fonction duquel se décide toute la

politique actuelle du pays) reste le Français (ou l'Anglais, le Russe ou l'Allemand). Or qui sont ces jeunes arabisés ? Essentiellement des enfants des classes du peuple : ouvriers et paysans, n'ayant pu accéder à l'enseignement bilingue.

Ainsi, sous prétexte de langue nationale le pouvoir mène une politique de classe qui érige une barrière de plus en plus infranchissable entre une élite bilingue occidentalisée détenant les leviers de décision et la masse des Algériens réduits sous prétexte d'arabisation à une culture au rabais fermée à toute influence révolutionnaire.

Une autre barrière apparaît au niveau de l'Arabe lui - même. L'Arabe officiel est celui du Moyen - Orient considéré plus pur. Il ne tient aucun compte de celui parlé par les Algériens, fruit de leur culture et de leur évolution historique. S'il est vrai que l'Arabe parlé présente des lacunes et qu'il doit être enrichi, il n'en est pas moins vrai que le passage doit se faire progressivement, en préservant les originalités de notre parler et en évitant de créer une coupure entre les enfants scolarisés et leurs parents.

Le résultat de cette politique est catastrophique. Il se manifeste en particulier par le profond désarroi des jeunes arabisés qui deviennent une masse de manoeuvre pour les démagogues.

Sur la question du Berbère, la «charte» ne dit pas un mot. Voilà donc un texte qui se pré-

sente comme national et qui évacue complètement un problème auquel sont sensibles des millions d'Algériens. Pourtant au cours des «débats» la question a été posée à maintes et maintes reprises. Le pouvoir répond comme à son habitude par le mépris.

Or la langue berbère existe. C'est la langue maternelle d'une partie des Algériens. Elle doit être reconnue, préservée et développée comme partie intégrante de notre patrimoine national. Son enrichissement, son passage à la forme écrite, son enseignement, sa diffusion doivent être garantis. Il n'y a pas d'opposition entre cette défense du Berbère et le développement d'une langue nationale. Il n'y a pas d'opposition si on conçoit l'UNITE comme englobant la diversité et non comme l'UNICITE, l'uniformité, le monopole.

Pour le P.R.S. l'Arabe doit être la langue nationale, mais :

- d'une part, son contenu doit tenir compte des réalités algériennes, de notre histoire, de nos luttes et de notre aspiration à une société meilleure et non comme un moyen supplémentaire pour nous maintenir dans le sous - développement et l'obscurantisme,

- d'autre part, cela ne veut pas dire étouffement des composantes diverses de notre culture, uniformisation, totalitarisme culturel. La question de la langue ne peut en effet se poser séparément de la question de la démocratie.

VIVE LA DEMOCRATIE

C'est évidemment sur le chapitre des libertés et de la démocratie que nos rédacteurs de la «charte» seront le plus à court d'imagination. La «conception radicale de la démocratie» qu'ils nous proposent «dépassé toutes les formes connues de la démocratie bourgeoise». Cela rappelle étrangement la «démocratie totalitaire» de Pinochet autre chef providentiel. Encore faut - il que nous sachions quels sont nos droits et nos libertés. Apparemment il n'y en a pas beaucoup, le propos de la «charte» semble avant tout avoir été de nous fixer des devoirs.

A la soif de liberté et de démocratie exprimées par toutes les couches du peuple algérien le pouvoir répond par une critique de la démocratie bourgeoise à laquelle il oppose une soi - disant démocratie socialiste qui nie les libertés fondamentales, qui impose le PARTI UNIQUE «guide de la révolution et force dirigeante de la société», qui instaure un syndicat qui cessera «d'être un instrument de lutte contre un Etat exploiteur pour devenir une partie intégrante du pouvoir».

La revendication démocratique est discréditée et assimilée à la revendication d'une société libérale où la bourgeoisie privée serait dominante.

Pourtant le choix en Algérie n'est pas entre libéralisme et socialisme. Il est entre dictature et démocratie.

La contradiction entre bourgeoisie d'Etat et bourgeoisie privée n'est qu'une opposition entre fractions privilégiées qui se disputent le gâteau. Du point de vue des travailleurs, cela ne change rien. Ils n'ont aucune raison d'être une force d'appoint pour telle ou telle fraction.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui il est vrai que la bourgeoisie privée souffre elle aussi des prati-

ques totalitaires de la bourgeoisie d'Etat qui ne peut tolérer l'existence de secteurs économiques qu'elle ne contrôle pas. Bien que l'Etat ait à plusieurs reprises garanti l'existence du secteur privé, la tendance à l'étatisation inhérente au capitalisme d'Etat le pousse sans cesse à remettre en cause ce secteur. D'où le sentiment d'insécurité qui gagne la bourgeoisie privée et l'amène à remettre en cause le pouvoir. Bien sûr son cheval de bataille sera la démocratie. En luttant pour la liberté la bourgeoisie lutte en fait pour la liberté d'entreprise. C'est quelque chose de très connu et sur lequel il n'y a pas à revenir. Le problème est de savoir s'il faut laisser à la bourgeoisie le monopole de la lutte pour la démocratie alors qu'au premier plan des victimes du système totalitaire on trouve les chômeurs, les ouvriers, les paysans, les étudiants. Qui a intérêt à instaurer un système démocratique en Algérie ? Ce sont avant tout les exploités totalement exclus de la vie politique et qui, à travers la lutte pour les libertés doivent trouver les conditions (liberté d'expression, de publication, de réunion, de constitution de partis politiques ; liberté syndicale et droit de grève sans limite) qui leur permettront d'organiser leur défense et leur lutte autonome.

C'est là la condition pour que le processus démocratique aille jusqu'au bout, pour qu'il ne soit pas confisqué par la bourgeoisie libérale. Seule la participation massive des exploités et des opprimés à la lutte pour la démocratie empêchera la bourgeoisie de diriger le mouvement. En d'autres termes, non seulement il faut être pour la démocratie, mais il faut tout faire pour diriger le mouvement. Là réside la seule issue conforme aux intérêts des masses et du pays.

(Suite page 27)

Un débat préfabriqué, bureaucratique et totalitaire

Les « débats » sur la charte ont donné lieu à une grande publicité dans la presse aux ordres. Pourtant ce fut une caricature grossière de ce qu'on peut imaginer d'un débat démocratique.

Car si au début et malgré la menace et la répression, il y a eu des dépassements notoires, des interventions spontanées de citoyens critiquant le pouvoir sur des points concrets touchant leurs problèmes quotidiens, exprimant des revendications légitimes (contrôle populaire, augmentation des salaires, etc...), très vite les autorités, surprises par ces éclatements, ont repris les choses en main et les réunions ont sombré dans la monotonie et les interventions téléguidées. L'organisation et les déroulements de ces opérations sont intéressantes à observer.

ORGANISATION DES DEBATS

Le débat est organisé et contrôlé par le sommet. Des commissions de wilaya, de daïra et de communes composées par les représentants de ces différents appareils, ainsi que par ceux du FLN et des "organisations de masses" ont été chargées de préparer et de diriger les réunions, d'élaborer des rapports de synthèse.

Il y a eu deux types de réunions :

- celles qui ont eu lieu à l'université, dans les entreprises, l'administration, les ministères et touchant des catégories spécifiques,

- celles organisées par le FLN sur les quartiers, ouvertes au public, ou par les "organisations de masses" pour leurs "adhérents".

Dans les débats du premier type, l'encadrement est fourni par les autorités en place. Ainsi, à l'université le bureau comprend le recteur, un ou deux représentants des enseignants, un représentant de la commission de "volontariat" un représentant de l'UGTA et un représentant de la FTEC. Ce bureau organise les réunions et recueille les rapports de synthèse des rapporteurs. Il est en liaison avec la commission de wilaya. Pour les débats, les étudiants sont réunis entre eux, les enseignants entre eux et les travailleurs également. De plus ce qui se dit à l'université n'est pas connu à l'extérieur, et ce qui se dit ailleurs n'est pas connu à l'université. On ne peut assister qu'aux réunions auxquelles on est convoqué.

La présence est obligatoire pour les étudiants qui, pour la circonstance ont été libérés de leurs cours pendant 10 jours. Trois absences entraînent l'impossibilité de se présenter à l'examen.

La présidence des débats est assurée essentiellement par les soutiens du régime (opportunistes, "volontaires", etc...). Des bagarres ont d'ailleurs éclaté, car des étudiants ont contesté la représentativité des rapporteurs.

Des réunions rassemblant les rapporteurs, le bureau et les représentants du Parti eurent lieu préalablement pour établir le planning et organiser le déroulement des débats.

Dans les sociétés nationales les discussions restèrent circonscrites à l'intérieur de l'entreprise, les cadres et les ouvriers furent réunis séparément. Les débats se déroulèrent durant les heures de travail. Dès qu'arrivait l'heure habituelle de sortie tout le monde s'en allait.

Pour la deuxième catégorie de réunions, celles qui se déroulaient sous l'égide des "organisations

de masses", elles furent plus ou moins obligatoires sans être ouvertes au public. Seules les réunions de quartier, organisées et encadrées par le Parti du FLN, furent ouvertes à tout le monde. Elles devinrent le théâtre des manœuvres les plus éculées pour empêcher les interventions inopportunes.

LE DEROULEMENT DES DEBATS

Il ne s'agissait pas à proprement parler de débats. Selon le mot d'un étudiant, c'était "la commission royale qui vient enregistrer les doléances de ses sujets". Les animateurs, rapporteurs et président de séance ne manquèrent aucune occasion pour rappeler que le débat devait porter exclusivement sur la "charte". Dans la plupart des cas elle devait être discutée point par point. Les intervenants étaient tenus de s'adresser à la commission pour apporter leurs "enrichissements". Ils devaient mentionner le point de la charte auquel ils faisaient référence, les rapporteurs étant là pour enregistrer leurs propositions. Dès qu'un début de discussion se déclenchait entre des assistants, le président rappelait à l'ordre la salle insistant sur le fait qu'il fallait se soumettre à la discipline et discuter de la charte. Le président intervenait également pour couper la parole à quelqu'un, s'il jugeait son intervention trop critique. Aussi, les interventions se succédaient sans lien entre elles, passant d'un sujet à un autre. La plupart d'entre elles étaient préparées à l'avance et se résumaient en la lecture de textes. Les "débat" finirent par se dérouler selon un scénario où la monotonie a fini par avoir raison des éléments les plus véhéments.

Cependant si cette façon de procéder a réussi à stériliser la plupart des réunions - on cite le cas de cette société nationale où la seule lecture de la charte a duré de 10 h à 15 h sans interruption - il y eut pourtant de nombreux exemples d'interventions courageuses et déterminées qui disaient clairement ce que tout le monde pensait. Cela surtout au cours des toutes premières réunions où des gens du peuple ont pu intervenir, dénonçant le régime, critiquant les responsables, exprimant leur volonté de changement. Le pouvoir qui comptait sur l'ignorance et la passivité des masses, fut extrêmement surpris par l'éclatement de la colère populaire, la soif d'expression, la précision des critiques et des dénonciations. Il dut recourir à des méthodes d'intimidation grossières, à un quadrillage policier.

METHODES D'INTIMIDATION GROSSIERES

Tous les moyens furent utilisés pour empêcher les gens de s'exprimer :

- réunions préparées, monopolisation de la parole par les agents du pouvoir qui se succédaient à la tribune pour répéter la même litanie, les séances étant souvent écourtées pour empêcher d'autres interventions,

- remplissage des salles de réunion à l'avance. Les "officiels", les nervis du pouvoir occupaient la salle et constituaient une claque qui applaudissait frénétiquement à chaque fois que le nom de Boumédiène était prononcé et qui huait toute intervention non conforme. A cet égard, il nous faut signaler le rôle particulièrement nocif de certains "étudiants" opportunistes qui se signalèrent par leur acharnement à empêcher la libre expression - donnant une bien triste image des futurs intellectuels algériens,

- changement d'horaire des réunions. Ce fut souvent le cas, les réunions annoncées à certaines heures dans la presse ne se tinrent pas comme prévu. Ainsi, à Saïda un débat annoncé pour le samedi 29 mai eut lieu le vendredi et seulement sur invitation,

- présence ostensible de la police. Des inspecteurs en civils, connus de la population s'affichaient dans les salles, dévisageant les intervenants qui étaient tenus de décliner leur identité et leur fonction, faisant semblant de prendre des notes, tout cela pour décourager d'éventuels contestataires. Pour ajouter au climat répressif et policier, une foule de "journalistes" armés d'appareils photographiques mitraillaient les intervenants, les photographiant sous tous les angles.

- enfin, il faudrait signaler tout le travail d'intoxication psychologique. Des personnes bien informées colportaient de salle en salle des rumeurs signalant la répression dont auraient été victimes ceux qui avaient "parlé". On parlait d'enlèvements, de perquisitions...

UNE PUBLICITE MENSONGERE

La presse et la télévision ont donné des comptes rendus falsifiés ou purement fictifs des "débat". Neuf sur dix des lettres publiées par "El Moudjahid", par exemple, sont des faux rédigés par les journalistes.

Quant aux fameux débats télévisés, les coupures maladroites censurant certaines interven-

(Suite page 14)

Les mensonges



Les récentes mascarades électorales ont donné l'occasion aux plumitifs à la solde du pouvoir de se surpasser dans leur tâche de mystification et d'intoxication de l'opinion. Non contents de publier des pourcentages si élevés qu'ils ne sont plus crédibles, ils poussent le zèle jusqu'à annoncer pour l'émigration une participation de ... 100%. La servilité s'accorde mal avec l'objectivité!

"El Moudjahid" du 12 décembre

Meetings et marches populaires de soutien se multiplient

JEUDI 11 NOVEMBRE 1976

Excepté les États-Unis d'Amérique et la R.F.A. dont les résultats définitifs ne sont pas encore parvenus au ministère de l'Intérieur, le nombre de votants qui égalait celui des inscrits s'élève à 487.281 électeurs dont 474.757 ont voté oui et 9.472 ont voté non soit 97,43 pour cent de voix positives. Le nombre des bulletins blancs étant de 3.052.



VENDREDI-SAMEDI 12-13 NOVEMBRE 1976

Les militants réunis en assemblée générale de la Kasma FLN à la Maison du Peuple expriment leur adhésion à la Constitution

Pour illustrer le «soutien populaire» à Boumedienne «EL MOUDJAHID» du 8 novembre n'hésite pas à publier les photos de 4 individus avec comme légende : «les travailleurs», «les paysans», «les étudiants», «les femmes» ont dit «oui à Boumedienne».

Le même journal dans son numéro du 11 novembre 1976 publie une photo sans légende pour donner une idée de la «multiplica-

tion des meetings populaires. Mais le numéro suivant - maladresse ou excès de zèle - montre la même réunion prise sous un angle différent (comme on peut le voir sur les personnages du 1er rang : béret, petite fille, femme à lunettes) avec cette légende : «les militants réunis en assemblée générale de la Kasma FLN...». Les meetings réellement populaires sont-ils si rares pour qu'«EL MOUDJAHID» tente de nous faire prendre des vessies pour des lanternes ?



Si "l'ambiance de liesse" se rapporte aux événements du mardi 9 novembre à l'université de Constantine, il aurait plutôt fallu parler d'ambiance de règlement de compte, car la marche de soutien qui devait y être organisée a tourné court se terminant par une violente bagarre entre étudiants "volontaires" et éléments "arabisants". Les deux groupes (un millier de personnes tout au plus) scandant d'ailleurs les mêmes slogans.

Quant à la "marée humaine" de la manifestation du 11 novembre à Constantine, la réalité est loin de la description délirante d'El Moudjahid comme en témoigne le récit d'un de nos correspondants. "Toutes les entreprises publiques, administrations, lycées ont reçu des ordres formels demandant à tout le personnel d'être présent sur la place de la gare à 8 heures du matin. Le scénario a partout été le même, le directeur demande au personnel d'exprimer par sa "libre participation" son soutien et pour qu'aucun doute ne persiste sur cette prétendue liberté, un cortège est aussitôt constitué encadré durant tout le trajet par des plantons, des chefs de services jouant les policiers en civil. Un lycéen raconte ; "On nous a rassemblés dans la cour pour nous distribuer des portraits des drapeaux et des banderoles. Ensuite sous la surveillance d'enseignants "volontaires" et des pions on nous a conduits à travers la ville jusqu'à la gare. Beaucoup ont profité de la première occasion pour rentrer chez eux". En tenant compte des moyens mis en oeuvre (et de la pénurie d'essence qui a augmenté le nombre de piétons) la participation a été plutôt faible, seulement quelques milliers de personnes. Le déroulement de la marche a mis à nu les rivalités entre les différents clans du pouvoir.

Rue Ben M'Hidi, 9 heures, les cafés sont pleins, les gens vaquent à leurs occupations habituelles, la circulation n'est pas arrêtée. Au milieu de la rue se regroupent une vingtaine de lycéens

dirigés par un homme plus âgé. Ils portent des drapeaux et crient des slogans favorables à Boumedienne. Mais arrivés à la hauteur de la Medersa, deux policiers les arrêtent pour leur enlever leurs drapeaux ; sans doute obéissent-ils à des directives ? Au bas de la rue arrive alors le cortège principal : des militants du FLN, des membres de l'UGTA, des policiers en civil ouvrent la marche. Les hauts responsables sont absents ; le maire bien que présent sur les lieux ne se joint pas au cortège. Sur le trottoir la foule regarde passer les manifestants sans réaction, les fenêtres sont fermées et les balcons vides.

Au niveau des mots d'ordre (lancés par un inspecteur de police) des divergences sont apparues. Ceux qui étaient proposés : "VIVE LA LOI", "VIVE LE PARTI DU FLN", "VIVE BOUMEDIENNE CANDIDAT DU FLN" sont repris uniquement par le premier rang, les autres se contentent de "OUI A LA CONSTITUTION", "OUI A BOUMEDIENNE" sans mentionner le FLN.

Quant au meeting proprement dit il dura à peine un quart d'heure, le coordinateur du parti ayant juste le temps de lire un texte dans l'indifférence de la foule beaucoup plus intéressée par les évolutions des caméras de la T.V.. Sur la tribune officielle en très gros caractère "UN SEUL HEROS LE PEUPLE" semble écraser l'inscription à peine déchiffrable "VIVE BOUMEDIENNE CANDIDAT DU FLN".

A 10 h 15 tout est terminé, mais une autre manifestation commence alors regroupant quelques centaines d'étudiants membres des "comités de volontariat" et de l'UNJA, qui défilent pendant une heure environ. A noter qu'en passant devant le bâtiment de la Fédération du FLN ils lèvent le poing en criant "à bas la réaction". La concorde ne semble pas régner parmi les partisans du pouvoir.

(Suite de la page 11)

tions (sous la direction personnelle du ministre), les débats "en direct" filmés la veille du jour où le public devait s'y rendre, les interviews "dans la rue" où les gens interrogés récitaient leurs textes ont scandalisé tant de téléspectateurs qu'il n'est pas nécessaire de revenir sur leur caractère préfabriqué.

Notre parti a lancé le 1er novembre 1975 le mot d'ordre de débat national répondant à l'aspiration de nos masses populaires à participer aux décisions et orientations engageant l'avenir du pays.

Comme à son habitude le régime a tenté de récupérer ce mot d'ordre en le vidant de son contenu. A la revendication démocratique on a répondu par les manipulations habituelles : le lieu de réunion est choisi par le pouvoir, les débats sont dirigés par les éléments du pouvoir, les interventions sont canalisées au nom de la "discipline", les questions gênantes sont écartées comme non conformes à "l'ordre du jour", les contestataires sont intimidés par les méthodes policières les plus grossières.

Enfin des catégories entières -chômeurs, paysans, artisans, petits commerçants, jeunes, femmes- ont été complètement exclues de la discussion comme en témoigne ce petit détaillant : "personne ne nous a invité. Je crois que nous sommes considérés comme des algériens à part. Quand il s'agit d'impôts, ils savent par contre comment nous toucher".

Cette expérience montre en tout cas que le droit au débat démocratique ne peut être octroyé, il se conquiert par la mobilisation et la lutte. Le pouvoir actuel ne peut offrir dans ce domaine que des "débats" à son image, c'est-à-dire totalitaires.

UN DEBAT AU SEIN DES CLASSES DIRIGEANTES

Très vite les fractions de la petite bourgeoisie ont monopolisé le débat, l'orientant sur les questions suivantes :

- Islam et Socialisme ; qui de ces deux termes doit être subordonné à l'autre ?
- Toutes les fractions reconnaissent au Parti un rôle déterminant mais de quel Parti s'agit-il ? du FLN actuel ? d'un Parti à reconstituer ?
- L'enseignement et l'Islam : enseignement laïc ou religieux, place de la technique et de la science.
- Le problème de la libération de la femme.
- L'Arabisation doit elle être progressive ou immédiate, totale ou partielle ?
- Place respective de la propriété privée et de la propriété d'Etat

Deux courants se sont dégagés au sein du pouvoir.

- Un courant opportuniste regroupé autour des éléments révisionnistes pour qui la charte constitue une arme entre les mains des "progressistes". Ils sont partisans du développement du secteur d'Etat (garant selon eux de l'indépendance nationale) et du monopole politique du "Parti d'Avant-garde". Selon eux le FLN actuel ne répond pas au rôle qu'ils attendent de lui. Le Parti est à rénover en y intégrant tous les éléments favorables à la charte et en éliminant leurs ennemis.

Sur les "questions de l'Islam, du statut de la femme, ces éléments ne se prononcent pas affirmant que la charte est claire (!) sur ces points :

- L'autre courant qualifié de "frère musul-

man" par le premier prend pour cheval de bataille l'Islam et l'Arabisation. Ils rejettent la charte trop marquée selon eux par des idées marxistes (emploi notamment du mot prolétariat). L'Islam doit primer sur le socialisme, lequel doit s'inspirer de la société musulmane antérieure qui en porterait les germes. L'Islam doit être religion d'Etat et cela doit s'étendre à l'enseignement. L'arabisation (langue du Coran) doit être totale et immédiate.

Dans de nombreux cas ces éléments ont été manipulés par la hiérarchie du FLN (responsables locaux qui de leur côté mènent une lutte acharnée pour "épurer" leurs adversaires et consolider leurs positions).

Quant au statut de la femme ce courant se référant à la dégradation des mœurs et au développement de la prostitution estime que les "femmes ont trop de liberté".

Sur un point cependant ces deux courants sont d'accord : le refus de la démocratie. Ceci se traduit par les mêmes méthodes d'intervention et d'intimidation à l'égard de toute contestation et le recours au terrorisme idéologique (discours clos qui n'admet pas la différence).

Le texte définitif de la charte marque un recul des positions du premier courant en particulier sur deux points :

- la question de l'Islam qui devient religion d'Etat.
- la question du Parti qui n'est plus défini comme un Parti d'avant-garde, mais seulement comme FLN.

Cependant il semblerait que la fraction opportuniste ait tenté de regagner du terrain en s'appuyant sur le projet de constitution et la propagande faite autour de la candidature Boumediène.

Le déroulement du vote: truquages et manipulations primitives

De nombreux témoignages, tant au pays que dans l'émigration, soulignent les méthodes fascistes auxquelles le pouvoir a dû recourir pour donner au vote de la «charte» le sens d'un plébiscite de toute sa politique. Les techniques les plus écoulées d'intimidation, de manipulation, de vote forcé et de bourrage des urnes ont été largement utilisées.

DANS L'EMIGRATION où les opérations de vote ont officiellement commencé le 20 juin (en réalité la semaine d'avant dans certaines régions) c'est-à-dire avant même la publication du texte définitif de la Charte (le 25 juin 1976 soit deux jours avant le scrutin), une campagne d'intimidation a été déclenchée pour amener les travailleurs à voter : le bruit a couru que le cachet apposé sur la carte d'identité lors du vote serait exigé pour la délivrance des papiers dans les services consulaires et même par les services douaniers au retour au pays. Pour ceux qui se sont laissés convaincre les agents du pouvoir ne se sont pas embarrassés de respecter la forme : le vote s'est déroulé dans des cafés ou dans des foyers sans isolement, avec pour urnes de simples cartons, les émigrés étant obligés d'inscrire sur l'enveloppe leurs nom et adresse en Algérie.

AU PAYS MEME, le dispositif policier a été renforcé pour empêcher une éventuelle campagne pour le non ou l'abstention : le courrier venant de l'extérieur a été soumis à une surveil-

lance plus attentive et les policiers et gendarmes se sont armés de pinceaux pour faire la chasse aux inscriptions murales. C'est ainsi que le samedi 26 au matin, de la peinture fraîche recouvrait à peine des inscriptions faites la veille : "Non à la charte", "A bas la charte", "Non au pouvoir personnel", etc... étaient encore lisibles sur les murs de Belcourt, d'El Biar, de Tizi Ouzou, de Constantine (Bellevue, cité Filali)...

Devant l'indifférence ou l'hostilité des masses (les affiches appelant à voter ont été lacérées ou barbouillées aussitôt après avoir été posées), une campagne a été déclenchée pour amener les gens à participer au vote ; des tracts ont été distribués, tentant d'exploiter les croyances ou les convictions des uns et des autres ; "pour l'Islam religion d'Etat, votez oui", "pour la gestion socialiste des entreprises et la dignité des travailleurs, votez oui"... ; des menaces ont été proférées à l'égard de la population : "Celui qui ne votera pas pour la Charte de toute façon on l'aura, quand il aura besoin de n'importe quel papier dans l'administration, il ne lui sera pas délivré", etc...

Le jour du vote a donné lieu à des pratiques que nous devons relever car il y a fort à parier qu'elles seront reprises pour les prochains scrutins.

Pour augmenter une participation très faible, les autorités ont fait annoncer que le vote pourrait se faire même sans carte d'électeur, avec seulement une carte d'identité et qu'une seule personne pourrait voter pour toute une famille, tandis que des fonctionnaires du FLN faisaient le tour des cafés pour raccoler d'éventuels votants. En effet, partout la foule était nombreuse dans la rue, et les cafés étaient pleins mais les bureaux de vote étaient vides. De même l'heure de fermeture a été retardée parfois d'1 à 2 heures notamment à Alger. Selon le témoignage d'un président de bureau de vote, des instructions auraient été données la veille du scrutin pour obtenir le maximum de votants.

Pour obtenir des votes positifs, plusieurs moyens ont été utilisés. Dans certains bureaux des bulletins non ont été répandus par terre pour impressionner l'électeur qui se présente ; dans d'autres cas (casernes de l'ANP, certains villages agri-

coles comme celui des "quatre chemins" à Boufarik) il n'y avait que des bulletins oui. Les membres du bureau de vote intervenaient pour influencer l'électeur (un jeune qui votait ostensiblement non a été menacé d'avoir son nom marqué d'une croix rouge sur la liste !). Signalons enfin le témoignage de cette présidente de bureau de vote qui a reçu l'instruction d'établir au fur et à mesure des opérations de vote... la liste des "oui" et des "non". Le "dépouillement" a donc lieu aux irrégularités habituelles. Selon un inspecteur de police, dans un bureau de vote les enveloppes ont été comptées sans être ouvertes ! Dans un autre bureau, les abstentionnistes ont été comptés comme votants "oui". Pour empêcher toute vérification, les résultats n'ont pas été donnés par commune.

Mais malgré toutes les pressions, le nombre élevé des abstentions et des bulletins "non" a été tel que le pouvoir en est arrivé à falsifier purement et simplement les résultats. Ceci explique

les hésitations manifestées lors de la publication des résultats du scrutin. Les premiers chiffres annoncés et repris aussitôt par certains journaux (80 % de "oui" selon "Le Monde" du 29/6/76 et 82,23 % de votants selon "Libération" du même jour) laissent aux défenseurs du pouvoir, tel que Paul Balta du "Monde", la possibilité d'argumenter : "Le fait que les "oui" n'ont pas atteint une moyenne nationale supérieure permet au régime de souligner que ce référendum s'est déroulé démocratiquement". Malheureusement les résultats officiels publiés le lendemain enlèvent toute illusion, contraignant le pauvre Balta à des explications embarrassées : "Ces résultats ont surpris par leur ampleur la plupart des observateurs dans la mesure où le taux de participation aux élections communales et départementales est habituellement de l'ordre de 70 à 75 %". Les taux de participation donnés dimanche à 18 heures par le ministère de l'intérieur - trois heures avant la clôture du scrutin dans les

grandes villes côtières - ne laissent pas non plus prévoir un tel raz de marée. En effet, dans les trois ou quatre wilaya où sont concentrés 60 % de la population algérienne, la proportion des votants oscillant entre 65 et 77 % (...). La façon dont la proportion des votants a été calculée par rapport à celle des inscrits n'apparaît pas clairement (sic)... Toutefois quand on sait que le dépouillement du scrutin n'est pas normalement suivi par le public, on peut se demander si en province des fonctionnaires zélés n'ont pas tenté d'embellir les résultats".

Mais ces chiffres trop élevés ne sont pas seulement une "maladresse" de la part du pouvoir, ils confirment notre analyse : le régime algérien est un régime totalitaire faible et sans assises qui ne peut admettre d'opinion différente : reconnaître l'existence de 30 % ou même de 20 % de contestataires, cela est au-dessus de ses forces, même si, de ce fait, les résultats devenaient plausibles.

"CONSTITUTION": la position du PRS

BOYCOTTONS LA MASCARADE ELECTORALE

Une fois encore les algériens sont appelés à se prêter à une mascarade électorale. De qui se moque-t-on ? Le vote du 27 juin sur la "charte" a pourtant amplement prouvé que le régime est passé maître dans la pratique totalitaire et sous-développée du remplissage des urnes et des votes à 99 pour cent.

Aujourd'hui on nous présente une "constitution" dont il est dit qu'elle doit régir la vie de l'ensemble du pays. Nul doute que le résultat est déjà acquis à 99 pour cent. Car un pouvoir de plus en plus faible et de plus en plus isolé ne peut admettre la moindre divergence, le plus petit désaccord, la plus faible opposition. Nul doute aussi que cette constitution connaîtra le même sort que celle de Ben Bella.

En fait ce vote, après celui de la Charte, n'est qu'un pas de plus vers la désignation de Boumédiène comme seul détenteur du pouvoir ce qui ne représente pas de grand changement par rapport à la situation actuelle. D'ailleurs le pouvoir n'a pas éprouvé le besoin de donner le change en présentant deux candidats à la présidence de la république (argument utilisé pour montrer le caractère "démocratique" des précédentes élections). A moins que le choix ne doive se faire entre Boumédiène et Boukharouba. Notons au passage que c'est Messaadia qui a désigné le candidat Boumédiène, lequel Messaadia a été nommé par Boumédiène à son poste. La belle démocratie que voilà !

Le projet de constitution confectionné par les sous-fifres de Boumédiène (et non par une assemblée nationale constituante représentative), est une copie des constitutions fascistes notamment celle de Franco. Tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains de Boumédiène : chef de l'Etat, chef du gouvernement, chef de l'armée, chef du Parti, il désigne les ministres, les candidats à l'assemblée natio-

nale (en tant que chef du Parti), il dirige la diplomatie et la politique extérieure, il dispose d'un pouvoir législatif et judiciaire important.

IL N'EST RESPONSABLE DEVANT PERSONNE. Il ne lui manque qu'une couronne.

Le référendum sur la constitution n'est donc qu'un péripétie de la lutte acharnée que se mènent les membres de la classe dirigeante pour le contrôle du pouvoir. Leurs conflits apparaissent au grand jour comme en témoigne la surenchère au sujet de la religion devenue argument électoral, et de la langue réduite à un thème démagogique dans le but évident de manipuler les masses.

Pendant ce temps, les problèmes demeurent : pénuries, santé, transports, édu-

cation, chômage, logement, appelés oubliés aux frontières, dette extérieure croissante... etc...

Allons-nous accepter que cette situation se perpétue, que les mêmes pratiques se reproduisent encore une fois, qu'on continue à ne pas tenir compte de notre aspiration à la démocratie et au changement ?

L'époque du mépris, des méthodes de fiers à bras, de l'intimidation et du terrorisme politique est révolue.

Faisons entendre notre voix !

Refusons la mascarade électorale !

Regroupons-nous pour ouvrir les perspectives démocratiques et de gauche dans notre pays.

le 18 novembre 1976

Des meetings obligatoires avec des mots d'ordre imposés

Pour grossir la participation aux "meeting de soutien" le pouvoir a retrouvé les vieilles méthodes du 13 mai 1958, les travailleurs des entreprises sont "libérés" de leurs tâches et acheminés sous bonne escorte (UGTA, FLN, POLICE) sur les lieux de rassemblement, comme en témoigne cet extrait d'une "note d'information" distribuée dans une société nationale :

"Objet : meeting relatif à la Constitution.

L'ensemble des travailleurs du siège et de la Direction Régionale d'Alger sont informés qu'un meeting relatif à la constitution, se déroulera au stade le jeudi 18 novembre 1976.

Dans ce cadre, il est demandé à chaque travailleur de participer avec le maximum d'engagement comme il l'a prouvé lors des précédentes manifestations.

De ce fait, les travailleurs du siège devront s'arrêter de travailler à partir de 10 h 30 et se rassembleront sur le terre-plein...

...Les travailleurs de la direction régionale d'Alger s'arrêteront de travailler à 10 h et devront être acheminés par les moyens de transport de la région sur le même terre-plein.

La participation à ce Meeting Historique devra se faire en force.

La présence de tous les travailleurs est indispensable."

Pour compléter l'encadrement et éviter les fausses notes une liste de "slogans à crier" est distribuée à chaque participant :

Oui à la Constitution !

Oui au Socialisme !

Oui à Boumédiène !

A bas la réaction !

A bas l'impérialisme !

On est bien loin des compte-rendus délirants faits dans la presse aux ordres sur des explosions spontanées et autre enthousiasme populaire.

A BAS LA CANDIDATURE UNIQUE DE BOUMEDIENNE

La candidature de Boumedienne aux «élections» présidentielles a été l'occasion pour le pouvoir de lancer une vaste campagne de manipulation et d'intimidation dans le plus pur style fasciste : meetings préfabriqués démesurément grossis par la presse aux ordres, enrôlement forcé des travailleurs et des employés des sociétés nationales dans des manifestations téléguidées, titres gigantesques et multiplications des «motions de soutien» dans «El-Moudjahid», campagne qui se voudrait à l'américaine avec portraits géants, tee-shirts et badges à l'effigie du «candidat».

A ces méthodes qui dénotent un profond mépris des dirigeants pour le peuple, il faut ajouter les opérations visant à intimider les algériens : rafles systématiques dans les grandes villes prenant pour cible tous les citoyens, climat de violence entretenu par des bandes d'individus manipulés par le F.L.N. et qui, sous prétexte d'arabisation et d'assainissement des mœurs, cherchent à semer la terreur.

La désignation d'un candidat unique à la présidence de la République s'inscrit dans cette évolution du pouvoir vers une forme encore plus totalitaire.

Tous les pouvoirs sont concentrés entre les mains de Boumedienne : chef de l'Etat, chef du gouvernement, chef de l'armée, chef du Parti, il désigne les ministres, les candidats à l'assemblée nationale (en tant que chef du Parti), il dirige la diplomatie et la politique extérieure, il dispose d'un pouvoir législatif et judiciaire important.

IL N'EST RESPONSABLE DEVANT PERSONNE. Fait significatif : il n'y aura même plus l'illusion d'un choix entre deux noms comme

c'était l'usage jusqu'à présent.

Boumedienne est présenté comme le «candidat» du F.L.N. De quel F.L.N. parle-t-on ? S'agit-il de l'appareil de permanents qui, sous les directions successives de Ben Bella, Khider, Cherif Belkacem, Kaïd Ahmed, Messaadia n'a été depuis l'indépendance qu'un instrument répressif chargé de tâches idéologiques sommaires et de mouchardages ?

S'agit-il du F.L.N. de la guerre de libération nationale dont Boumedienne en se créant de toutes pièces un passé, tente de confisquer le prestige pour légitimer son pouvoir actuel ? Ce prestige fruit des luttes et des sacrifices du peuple algérien ne doit rien à Boumedienne et à sa clique qui se sont surtout distingués par les complots et les liquidations pour préparer leur prise du pouvoir.

De plus l'Algérie indépendante a bientôt 15 ans et aucune légitimité ne peut se fonder sur le passé. Des générations nouvelles, des problèmes et des terrains de lutte nouveaux sont apparus. Par rapport à la guerre de libération nationale nous sommes dans une nouvelle étape celle de **LA LUTTE DES CLASSES ENTRE EXPLOITEURS ET EXPLOITES.**

C'est dans le cadre de cette lutte que se déterminent les engagements. A ce titre le F.L.N. et son candidat ne sont que les porte-parole des couches bourgeoises qui détiennent le pouvoir et de leurs alliés impérialistes : la politique suivie depuis 1962 a largement ouvert les portes à l'implantation du capitalisme international (comme en témoigne encore l'accord signé le 6 mai 1976 entre la SONATRACH et la «Bank of America» Pour la somme de 430 millions de dollars plus de 2 milliards de DA) tout en développant une nouvelle bourgeoisie qui ne se cache nullement.

Quant à l'argument de la compétence au nom de laquelle la bureaucratie du pouvoir s'arroge le droit de décider de notre sort, Boumedienne et sa clique ne peuvent se prévaloir que d'une suite d'échecs flagrants : projets non réalisés, usines improductives, destruction de l'agriculture, dépendance alimentaire à l'égard de l'étranger, dette extérieure croissante...

Par contre l'équipe actuelle a fait ses preuves dans la pratique totalitaire du bourrage des urnes, des votes à 99,18 pour cent ; dans la démagogie,

le mensonge, le terrorisme politique, l'intimidation, les méthodes de gangsters, les liquidations et les assassinats érigés en système de gouvernement.

C'est cette politique, ce sont ces méthodes que le pouvoir veut institutionnaliser par ces mascarades électorales.

C'est cette politique, ce sont ces méthodes que le pouvoir veut perpétuer, car la désignation d'un président de la République n'apporte rien de nouveau.

C'est cette politique, ce sont ces méthodes qu'il faut condamner aujourd'hui car elles menacent l'avenir du pays en excluant la seule source de la légitimité, le seul facteur de changement : les masses algériennes.

La désignation de Boumedienne comme candidat unique de la bourgeoisie ne signifie nullement que les clans du sommet ont résolu la crise qui les divise. Les contradictions sont plus vives que jamais et la précipitation avec laquelle la candidature de Boumedienne a été lancée témoigne de la volonté d'une fraction du pouvoir de prendre de vitesse les fractions rivales. La mise en place «d'institutions» est l'occasion de sordides règlements de comptes dont le résultat global est un affaiblissement de plus en plus grand du pouvoir.

Il est temps de trouver une issue à la situation actuelle. Ceci exige l'instauration d'un large débat sur les choix politiques, idéologiques et économiques fondamentaux où chaque algérien puisse s'exprimer librement. Cette conditions ne peut être réalisée que par une mobilisation et un regroupement des forces de gauche et démocratiques pour donner des perspectives politiques à la montée des luttes populaires et au mécontentement qui s'exprime de plus en plus ouvertement. Il s'agit dans l'immédiat de créer le cadre minimum d'un tel débat en imposant :

Le respect des libertés individuelles contre l'arbitraire et la répression ;

La liberté d'expression et de publication pour en finir avec le monopole étatique de l'information, l'indigence et la malhonnêteté de la presse aux ordres ;

La liberté de réunion, d'organisation et de constitution de partis politiques pour briser le monopole exercé dans ce domaine par les forces bourgeoises et permettre l'expression autonome sur la scène politique du mouvement révolutionnaire.

La reconnaissance sans limite de la liberté et de l'autonomie syndicales ainsi que du droit de grève pour faire face aux appétits démesurés des patrons et de l'Etat.

REFUSONS LA MASCARADE ELECTORALE !

S'ABSTENIR C'EST LUTTER !

REGROUPONS-NOUS POUR OUVRIR DES PERSPECTIVES DE GAUCHE ET DEMOCRATIQUES DANS NOTRE PAYS !

Le 3 décembre 1976



NON AU CANDIDAT DU F.L.N. !

A la Casbah, Bab - El - Oued, El - Har-rach, pratiquement dans tous les quartiers populaires, les affiches du candidat Boumedienne ont été arrachées en l'espace de 2 jours. Certains panneaux en bois ont été littéralement fracassés. Sur quelques affiches, les gens ont inscrit NON sur le front de Boumedienne. Ce qui a obligé les autorités à les arracher. C'est pour cette raison que les commerçants ont été contraints de coller les affiches derrière leurs vitrines.

PENURIES ET HAUSSE DES PRIX : qui en profite ?

Les pénuries alimentaires sont devenues le problème numéro un dans notre pays. Les queues, les bousculades, les quêtes interminables de magasin en magasin, le rationnement généralisé des produits font de l'approvisionnement quotidien un problème insoluble, une angoisse permanente qui ronge l'existence de millions d'Algériens. Mais par delà l'ampleur des pénuries, que tout le monde constate, la situation est plus grave qu'on ne le pense. Car dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres notre pays détient hélas de tristes records :

- Sait-on que la ration alimentaire quotidienne d'un algérien du peuple est, d'après les statistiques officielles de la FAO, à la limite de la survie ? (voir El Jarida no 18)

- Sait-on que la production alimentaire algérienne qui fournit précisément les moyens de subsistance est en régression et ceci au rythme moyen annuel de 0,8 o/o (le plus fort dans le

monde) tandis que les besoins de la population croissent de 3,4 o/o chaque année (rapport de la FAO, Rome 1975) ? Cela signifie que l'écart entre les ressources et les besoins s'accroît de 4,2 o/o par an.

- Sait-on que la sous-alimentation a des conséquences dramatiques sur le développement physique et mental des Algériens ? qu'elle condamne irréversiblement notre jeunesse à une vie diminuée, qu'elle brise sa vitalité et sa résistance en développant l'apathie et le fatalisme ?

On peut alors se poser la question de savoir si ce qui peut passer pour une carence du pouvoir n'est pas une politique délibérée tendant à briser la combativité des masses d'une part en les affamant, d'autre part en leur créant de multiples problèmes quotidiens qui les empêchent de penser à leur avenir et à celui du pays.

LES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE SONT DE PLUS EN PLUS RARES

La pénurie des denrées alimentaires les plus nécessaires (céréales, lait, viande, légumes, fruits, etc...) s'est considérablement aggravée ces derniers mois : en pleine saison les tomates, les pommes de terre et les légumes secs manquent ; quand ils ne sont pas vides, les étalages ne présentent que des quantités insuffisantes de produits de qualité médiocre d'ailleurs.

Les pénuries ont pris le caractère d'un manque permanent et général qui se fait sentir même dans les campagnes où la production alimentaire locale ne couvre même plus les besoins de l'autoconsommation. Dans les centres urbains l'approvisionnement des détaillants est de plus en plus incertain.

LE NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES BAISSE DANGEREUSEMENT

La raréfaction des produits est accompagnée d'une hausse vertigineuse des prix : la viande dépasse 45 DA le kg ; les haricots verts atteignent 16 DA le kg ; on s'arrache la pomme de terre à 2 DA le kilo, tandis que la tomate est introuvable à 5 DA le kg ; la semoule, denrée de base, dépasse 140 DA le quintal... La hausse touche tous les biens de consommation mais surtout les produits alimentaires, qui de 1967 à 1972 ont vu leur prix croître deux fois plus vite que les autres produits. Les hausses les plus fortes affectent les produits de base comme la viande, les légumes verts et aussi les céréales (1) qui constituent l'essentiel de l'alimentation des larges masses (60 % du

salairé d'un ouvrier de l'autogestion, par exemple, est consacré aux céréales). Officiellement (1) la hausse atteint 18 % pour la période de 1967-1972 et 17 % entre septembre 1972 et septembre 1973. D'après les prix d'une cinquantaine de produits relevés sur les marchés du Grand Alger, on peut estimer l'augmentation à 22 % entre l'été 1973 et l'été 1974 et à 38 % entre septembre 1974 et septembre 1975. Sur la base de ces estimations les prix ont été multipliés par 2,33 depuis 1967 (hausse de 133 %).

Cette hausse provoque une détérioration rapide et dangereuse du **pouvoir d'achat des masses**. Durant la même période le SMIG (salaire minimum garanti) n'a été augmenté que de 44 % (20 % en 1972 et 20 % en 1974). La majorité des travailleurs algériens ont vu leur pouvoir d'achat décroître de plus d'un tiers (39 %).

C'est ce que confirme une étude de l'U.G.T.A. : « Calcul des dépenses minimum nécessaires à une famille de six personnes selon le niveau des prix moyens pratiqués **durant le 1^{er} semestre 1974** ». Ces dépenses estimées au plus juste s'élèvent à 1040 DA par mois alors que le salaire mensuel moyen (allocations familiales comprises) n'atteint que 446 DA, soit un déficit de 594 DA. **Il faut signaler de plus que le salaire mensuel ne couvre même pas les seules dépenses alimentaires estimées à 524 DA.** Depuis, la situation s'est encore aggravée ; sur la base des prix pratiqués en 1976 le même calcul donnerait pour les dépenses minimum nécessaires 1660 DA, dont 830 DA pour les seules dépenses alimentaires.

Cette baisse du pouvoir d'achat est d'autant plus inquiétante qu'elle affecte des revenus très bas, en tout cas incapables

de satisfaire les besoins minimum : il est reconnu officiellement que près de la moitié des Algériens disposent d'un revenu mensuel par tête inférieur à 75 DA (450 DA pour une famille de 6 personnes), environ 4 millions n'atteignent pas 37 DA (222 DA par famille) et 2,5 millions perçoivent moins de 25 DA (150 DA par famille). La situation est encore plus dramatique pour les plus démunis, ceux qui n'ont pas de revenus, pas même un parent émigré pour envoyer le mandat salulaire.

Pour expliquer la situation, les dirigeants ont recours au mensonge. Si l'on croit la presse aux ordres, « les Algériens consomment trop ». Les responsables sont les ménagères qui stockent les produits. Mais c'est peine perdue car il est de plus en plus difficile de masquer la responsabilité du pouvoir dans ce domaine. Le manque de produits et la baisse du niveau de vie des masses sont le résultat d'une politique qui a délibérément sacrifié les intérêts du peuple aux appétits des classes dominantes.

LA VERITABLE CAUSE : UNE POLITIQUE AGRICOLE IRRRESPONSABLE

L'agriculture d'où les Algériens tirent leurs moyens de subsistance est systématiquement vidée de ses revenus qui sont détournés vers des activités de pillage (pétrole, gaz) de sorte que ce secteur est de moins en moins capable de répondre aux besoins de la consommation interne.

Cette politique se traduit par une destruction des capacités productives de l'agriculture au profit des autres secteurs par :

— le pillage systématique et organisé de l'autogestion par une multitude d'orga-

nismes bureaucratiques qui ont saigné à blanc les domaines. Ceux-ci ne travaillent plus que pour rembourser leurs dettes à l'Etat qui s'enrichit de leur déficit (sur les 20 domaines de la daïra de Tiaret, par exemple, 19 sont déficitaires). Ce pillage se fait par l'exploitation féroce des travailleurs agricoles : les salaires distribués dans le secteur autogéré sont en baisse (de 425,9 millions de DA en 1968-69 à 266,5 millions de DA en 1971-72 (2)). Le secteur de la « révolution agraire » connaît une situation encore plus catastrophique qui pousse les travailleurs à fuir les coopératives. Le résultat est d'une part la baisse des effectifs agricoles (l'autogestion perd annuellement 5 % de ses travailleurs permanents) d'autre part, le développement de la résistance des travailleurs qui s'exprime par l'indifférence à l'égard de la production.

— le pompage du secteur privé pauvre par les impôts et le système étatique des prix qui ruine la grande masse des Algériens. Ce pompage et le manque de moyens (prêts, semences) ont forcé nombre d'entre eux à l'exode, abandonnant la terre qui devient improductive.

— une exploitation forcenée de la terre. La rentabilisation capitaliste des cultures, par le recours systématique (et souvent inutile) à des procédés intensifs et destructeurs (mécanisation abusive, cultures d'exportation, etc...) aboutit à un appauvrissement régulier et de plus en plus rapide des meilleures terres de l'agriculture algérienne. Cet appauvrissement se manifeste d'une part par la baisse générale des rendements : celui des céréales tombe de 6,5 qx/ha en 1969 à 4,8 qx/ha en 1973 ; celui des cultures maraîchères est tombé de moitié en l'espace de trois campagnes (1 ha de pommes de terre ne produit plus que 62,5 qx en 1970 au lieu de 126 qx en 1968), d'autre part par la réduction des surfaces agricoles déjà insuffisantes. Les céréales ont vu leur superficie baisser de 419 000 ha en 1973 et de 124 000 ha en 1974 alors que le deuxième plan quadriennal prévoit une réduction de 10 % de ces surfaces. Les terres jugées non rentables sont abandonnées à l'érosion qui emporte chaque année l'équivalent de 40 000 ha de terre. De tous ces facteurs il résulte une **baisse absolue, générale et de plus en plus grave** de la production agricole.

D'après la FAO (3), la production céréalière baisse au rythme moyen annuel de 1,3 %. Elle a chuté de près de la moitié entre 1968 (21 millions de quintaux) et 1973 (11,2 millions de quintaux), et la récolte de 1976 qui a pourtant bénéficié de conditions climatiques favorables a été en grande partie compromise par la carence et l'insouciance des organismes étatiques chargés de réceptionner la production.

La production maraîchère a également baissé passant de 7,5 millions de quintaux en 1970 à 6,2 millions de quintaux en 1973 (3).

D'une façon générale, jusqu'en 1968 la production agricole régresse en termes absolus au rythme annuel moyen de 1,6 % (4). Si l'on tient compte de l'accroissement de la population, on atteint le rythme de 4,5 % par an, ce qui est certainement l'un des plus élevés dans le monde. Cette baisse s'est encore accentuée pendant le premier plan quadriennal. La valeur en dinars courants de la production qui était de 2 600 millions en 1968 est passée à 2 552 millions (— 1,8 %) en 1970 puis

à 2 050 millions (— 20 %) en 1973 et ceci malgré la forte hausse des produits agricoles. Il en résulte un recul de la part de l'agriculture dans la production nationale : de 19,9 % de la PIB (Production Intérieure Brute) en 1968 on passe à 15,6 % en 1970 puis à 7,6 % en 1973 (4).

Ces chiffres montrent bien que les explications officielles sont fallacieuses : « El Moudjahid » est bien mal inspiré de « dévoiler » à grand fracas la destruction de quelques tonnes de produits par tel ou tel organisme, car s'il existe un gaspillage dû à l'incompétence, à l'irresponsabilité et à la veulerie de certains bureaucrates, le plus grand gaspillage est celui organisé consciemment par les dirigeants au sommet qui par leur choix politique **détruisent sur une grande échelle les capacités de production de notre pays**. A ce titre, ils sont les véritables responsables de la pénurie.

UNE DEPENDANCE ALIMENTAIRE DE PLUS EN PLUS GRAVE

La baisse de la production se traduit par une augmentation du déficit en produits alimentaires qui impose le recours aux importations. Pour les produits céréaliers le déficit a pratiquement doublé entre 1972 (7 millions de quintaux) et 1973, année pour laquelle, il a atteint plus de la moitié des besoins (selon les chiffres officiels sous-estimés, 13 millions pour des besoins fixés à 25 millions). C'est ainsi que 8 millions de quintaux ont été importés en 1973, 15 millions en 1974 et plus de 18 millions en 1975 (surtout des Etats-Unis) qui ne couvrent pas les besoins.

Se sont également accrues les importations de sucre (23 000 tonnes en 1971 - 78 000 tonnes en 1973), légumes secs (60 000 quintaux en 1972 - 380 000 quintaux prévus pour 1975), de lait (près des deux tiers de la consommation ont été importés en 1975), etc... Au total, l'accroissement des importations de biens alimentaires est de 12 % entre 1972 et 1973 et de 118 % entre les neuf premiers mois de 1973 et ceux de 1974 (5).

Bien que le pouvoir tente de réduire les importations en imposant aux masses une austérité plus rigoureuse, le déficit en **produits alimentaires** met notre pays à la merci des puissances contrôlant le commerce de ces produits et principalement les Etats-Unis (céréales), ce qui compromet gravement notre indépendance.

UNE DEPENDANCE QUI PROFITE A L'IMPERIALISME

Cette dépendance alimentaire a un caractère politique évident car elle constitue à notre époque un facteur essentiel de la stratégie de domination impérialiste sur les pays sous-développés. L'Américain Humphrey expliquait en 1973 : « Les ressources alimentaires sont une nouvelle forme de puissance. Elles sont la richesse. Elles sont un nouvel atout dans notre diplomatie ». Cette stratégie s'appuie sur la liquidation des capacités agricoles (qui s'accompagne d'une idéologie « industrialiste » et de mépris à l'égard du travail de la terre) des pays dominés grâce à la complaisance des bourgeoisies locales corrompues et sur la constitution et la maîtrise d'un marché mondial des produits alimentaires. A coup

de hausse des prix, chantage à la famine, manipulation de la production, quelques puissances capitalistes (ayant à leur tête les U.S.A.) imposent leur loi à des pays qui étaient considérés hier encore comme des producteurs de produits alimentaires. Ainsi la hausse des prix (sucre : + 70 %, blé : + 300 %, engrais : + 500 % entre 1973 et 1974) permettent aux pays dominants de drainer une part croissante des ressources financières des pays dominés.

En Algérie, la politique de soutien des prix de certains produits de base (blé, sucre, farine) que le pouvoir présente démagogiquement comme une faveur accordée aux masses et dont le résultat est de développer chez elles une mentalité d'assistées est en fait une subvention versée à l'impérialisme pour la surévaluation des produits qu'il fournit.

Le pouvoir fait ainsi payer aux masses populaires les frais de sa politique ; à une époque où les produits agricoles coûtaient moins chers sur le marché mondial qu'à l'intérieur du pays, les dirigeants avaient délibérément sacrifié le développement de la production locale au profit de certaines importations (blé américain acheté à 30 DA le quintal vendu à 65) susceptibles de dégager des profits sur le marché intérieur.

L'approvisionnement en nourriture des Algériens se trouve donc étroitement lié aux capacités de financement extérieur de l'Etat et la pénurie des produits, désormais chronique, se trouve brutalement aggravée par les crises financières que connaît périodiquement le régime. Ce fut le cas en 1971, lorsqu'ont brutalement chuté les rentrées pétrolières. C'est également le cas depuis 1976 puisqu'au répit apporté par l'accroissement des revenus pétroliers de 1972 à 1975 (plus d'un tiers étaient consacrés aux importations de biens alimentaires en 1975) a succédé une crise financière grave dont le résultat est un renforcement de l'austérité pour les masses.

Pour réduire les dépenses alimentaires le pouvoir est en effet obligé ;

- soit de supprimer progressivement les subventions accordées au soutien des prix des denrées de base comme il l'a fait en réduisant de 40 pour cent le montant de cette subvention par rapport à celle de 1976 ; mais cette mesure n'est possible que si les prix des denrées importées baissent sur le marché mondial car sinon elle conduirait à de nouvelles hausses des prix sur le marché intérieur qui risquent de provoquer une violente réaction des masses ;

- soit de comprimer artificiellement la consommation en développant encore plus de pénuries. C'est précisément ce qui se passe actuellement pour le sucre, le café et même le pain. Ces produits ont vu leurs prix tripler sur le marché mondial et le pouvoir débourse de fortes subventions à ses fournisseurs étrangers (17 DA par kg de café importé). Aussi la presse a-t-elle été mobilisée pour préparer l'opinion algérienne, sous prétexte de gaspillage ou de « mauvaises habitudes de consommation » à serrer encore plus la ceinture pour ces produits qui deviennent de plus en plus rares en Algérie.

LA BOURGEOISIE ALGERIENNE PROFITE DE CETTE POLITIQUE

Cette mentalité de spéculation et de recherche des profits a conduit la bourgeoisie d'Etat à s'intéresser de près au secteur de la commercialisation. Le contrôle étatique des circuits de distribution com-

AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE A L'ALGERIE

LA F.A.O. accorde une aide alimentaire d'urgence à quatre pays. — La direction générale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a approuvé le 6 janvier, à Rome, le principe du versement d'une aide alimentaire d'un montant de 2 460 800 dollars à la Turquie, à l'Algérie, à l'Ouganda et au Rwanda.

Le secours le plus important de 1 451 600 dollars servira au ravitaillement des survivants du récent tremblement de terre en Turquie.

"Le Monde" du 11 janvier 1977

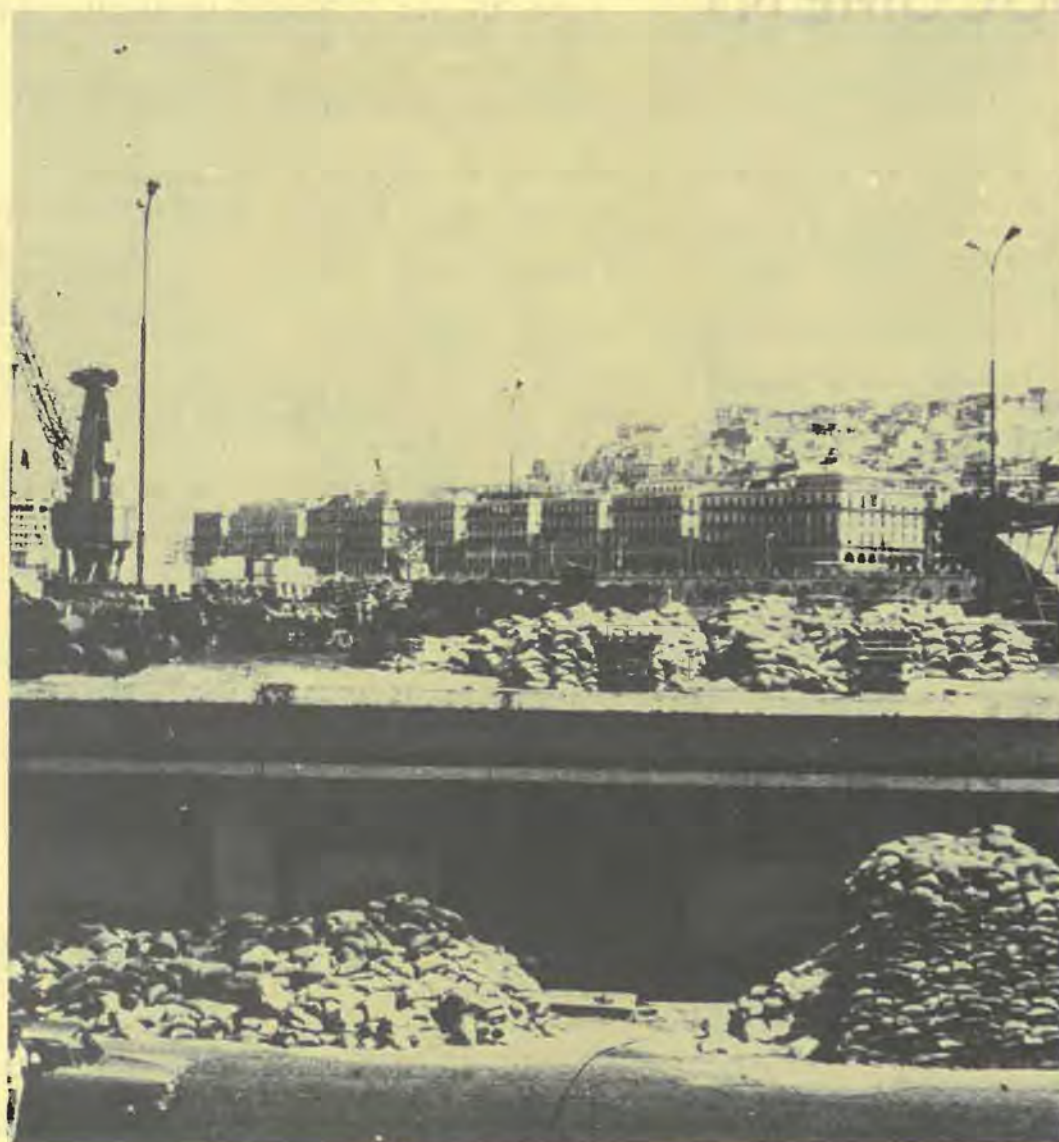
plète le monopole de l'Etat dans la fixation des prix agricoles : bas prix imposés aux producteurs (domaines autogérés, coopératives de la révolution agraire, petits exploitants privés) et hausse constante des prix au niveau des consommateurs ont pour effet de drainer vers la bourgeoisie d'Etat d'importants profits (la COFEL d'Alger a ainsi réalisé près d'un milliard de bénéfices). La hausse des prix devient ainsi un moyen d'enrichissement. Par ailleurs, l'intervention des organismes bureaucratiques (OFLA, COFEL, CAPCS...) se traduit par la désorganisation des circuits commerciaux et un gaspillage insensé de produits rares. Ceci ouvre la voie à d'autres bourgeois spéculateurs de tout poil, petits (que la presse aux ordres se plaît à dénoncer) et plus gros (protégés par leurs amis au sein du pouvoir quand ils n'en font pas eux-mêmes partie) qui, implantés dans les circuits de distribution, profitent de la situation pour accroître leur fortune.

La désorganisation des circuits commerciaux est également mise à profit pour renforcer et étendre le contrôle étatique au commerce de détail depuis longtemps convoité par la bourgeoisie d'Etat. Nous dirons un mot ici de l'agression systématique dont est victime la couche des petits commerçants algériens. Depuis longtemps les petits commerçants connaissent une situation difficile sous la pression des impôts démesurés et les contraintes bureaucratiques établies sur les prix et les marges bénéficiaires par le ministère du commerce. Mais cet arsenal qui a déjà provoqué la ruine de nombre d'entre eux est complété depuis 1974 par un réseau de contraintes encore plus serré destiné à étouffer complètement ce secteur. Citons :

- la dépendance dans laquelle les détaillants se trouvent maintenant placés pour leur approvisionnement à l'égard des organismes d'Etat (CAPCS, COFEL, OFLA) lesquels pratiquent un véritable chantage en imposant à leur gré les produits, les quantités et même les prix ;

- la concurrence que ces organismes font directement aux détaillants en créant leurs propres magasins ou étals obligeant ces derniers à fermer boutique ;

- le renforcement d'un corps de contrôleurs des prix chargés de mener une répression systématique et sans merci contre les détaillants, obligés pour survivre de transgresser les prix officiels, s'exposant ainsi à des procès qui leur sont la plupart du temps fatals.



Il existe plus de dix organismes habilités à dresser les procès que la presse aux ordres se plaît à voir se multiplier.

Parallèlement à la répression et pour se disculper, le pouvoir entretient de vastes campagnes de presse désignant les petits commerçants comme cibles au mécontentement populaire. Pourtant le sort de cette couche d'Algériens est étroitement lié à celui des masses aux côtés desquelles les petits commerçants doivent mener le combat pour un changement de la situation. Pour notre part, nous nous sommes déjà prononcé dans le cadre de propositions pour un programme minimum transitoire pour la "suppression des monopoles d'Etat sur le commerce intérieur, générateurs de pénuries, de spéculation et de hausse des prix. Développer le marché intérieur en facilitant les échanges, en garantissant la liberté de commercialisation, en instaurant la liberté de circulation de produits et des personnes, en libérant les initiatives des petits transporteurs, en protégeant les détaillants contre les grossistes et l'Etat" (El Jarida numéro 17).

LES MASSES POPULAIRES SONT LES PRINCIPALES VICTIMES DE LA SITUATION

La baisse de la production, la hausse du coût de la vie se traduisent par l'accroissement de l'insuffisance alimentaire dont souffrent les masses algériennes. La consommation de céréales par exemple est en constante régression, de 100 kg par tête en 1971, elle passe à 74 kg en 1973. (La FAO estime à 141 kg par tête la consom-

mation moyenne des pays méditerranéens). Un indice concret de cette sous-alimentation est donné par la situation sanitaire déplorable que connaît notre peuple. De plus, la baisse continue du pouvoir d'achat des masses populaires accentue la division de l'Algérie en deux camps :

- celui de la bourgeoisie et de ses valets qui concentrent une part de plus en plus grande de la consommation,

- celui du peuple, qui se trouve écarté de la consommation d'un nombre de plus en plus grand de produits (viande, légumes...).

Ainsi le régime de Boumedienne n'aura même pas assuré aux Algériens le minimum : le pain quotidien. Et si la situation continue de se dégrader au même rythme nous allons vers la famine. Dans ce domaine, comme dans tant d'autres, le pouvoir actuel devient dangereux pour l'existence des masses. Il est temps pour elles de prendre leur sort en main pour échapper à la domination et à la mort lente.

NOTES

(1) Rapport spécial sur l'inflation et la croissance dans l'économie algérienne, Janvier 1974.

(2) Revue des Sciences juridiques, économiques et politiques : Décembre 1975.

(3) FAO : Rapport annuel 1975.

(4) FAO : Production Yearbook 1969.

(5) Eléments d'informations économiques sur l'Algérie juillet 1973 - juillet 1974. Caisse centrale de coopération économique.

CALCUL DES DEPENSES MINIMUM NECESSAIRES A UNE FAMILLE DE SIX PERSONNES EN MILIEU URBAIN (PERE, MERE, 2 GARCONS ET 2 FILLES DE MOINS DE 16 ANS ET DE PLUS DE 5 ANS) SELON LE NIVEAU DES PRIX MOYENS PRATIQUES DURANT LE 1ER SEMESTRE 1974

Sous ce titre, le "département des affaires économiques et de la planification" de l'U.G.T.A. a entrepris un calcul dont nous donnons ci-après les conclusions et à titre d'illustration le tableau des dépenses alimentaires qui appellent les remarques suivantes :

les rations sont réduites au strict minimum : ainsi la

Le budget mensuel minimum dans le cadre des hypothèses de travail serait de l'ordre de 1.040,00 DA.

Nourriture	523,82 DA	(50,30 o/o)
Habillement	181,44 DA	(17,20 o/o)
Entretien, éclairage	73,17 DA	(7 o/o)
Equipeement domestique	25,13 DA	(2,40 o/o)
Loyer	150,00 DA	(14,40 o/o)
Divers	89,50 DA	(8,60 o/o)
Dépenses mensuelles	1.043,06 DA	(100 o/o)
Arrondies à '.	1.040,00 DA	

Le poste "Habillement" est réduit à sa plus simple expression. Il ne comporte ni vêtements de pluie, ni pyjama, ni tabliers d'écoliers, ni même les vêtements achetés à l'occasion des fêtes religieuses, ce poste s'élève à 181,44 DA.

L'entretien et toilette prévoit un crédit global de 73,17 DA.

Il inclut des sommes forfaitaires mensuelles avancées pour l'eau (15,00 DA) et l'électricité (20,00DA).

Le poste "mobilier et équipement domestique" n'enregistre que 25,13 DA.

L'intitulé "divers" porte sur un montant mensuel de 89,50 DA.

Sa décontraction montre que : 17,53 DA sont réservés à l'achat des cigarettes (3 paquets par semaine) - 45,31 DA aux dépenses de toilettes (bain maure et coiffeur), - 6,66 DA pour frais scolaires mensuels (forfait 80 DA / an pour 2 enfants scolarisés). Enfin il a été prévu pour l'ensemble "culture, loisirs", un forfait de 20,00 DA par mois. Par ailleurs l'hypothèse de travail a pris en compte la gratuité des soins et du transport. Il n'a pas été prévu de dépenses pour d'éventuels déplacements ou de frais exceptionnels.

Le loyer porté à 150,00 DA - c'est une moyenne compte-tenu des loyers "anciens inférieurs à ce taux" et des taux actuels bien

consommation de viande est-elle évaluée sur la base de 100 grammes par repas pour trois repas de la semaine.

le niveau des prix est celui du début 74. Avec la hausse que tout le monde constate, le calcul qui est à refaire montrerait un déséquilibre encore plus grand entre les ressources et les besoins.

supérieurs.

Enfin le montant de la dépense alimentation absorbe à lui seul les 50,3 pour 100 du budget malgré le strict minimum des besoins alimentaires prévus par le corps humain.

Aux taux actuels du SMIG (2,08 DA de l'heure) et pour un maximum de 200 heures de travail, le chef de famille dispose d'un revenu total de 446,00 DA (allocations familiales pour 4 enfants comprises).

La famille subit nécessairement des privations appréhendées à travers la différence : 1 040,00 - 446,00 égal 594,00 DA, qui dépasse le revenu mensuel perçu.

L'éventuelle augmentation du point indiciaire prévu à 516 DA mensuelle, à laquelle s'ajoutent les allocations familiales, porterait le revenu mensuel du travailleur à 612 DA par mois.

Il n'en demeure pas moins qu'un déficit de 1 040,00 DA - 612,00 DA égal 430,00 DA subsiste ...

NATURE DES PRODUITS	QUANTITES			Prix unitaire moyen 74	Dépense mensuelle moyenne 74	OBSERVATIONS
	par jour	par semaine	par mois de 30 j			
Pain	3 unités		90 u.	0,70	63,00	1 mois égal 30 jours 4,33 semaines
Lait	1 litre		30 l.	1,00	30,00	
Semoule et farine		2 kgs	8,66 kgs	1,05	9,09	Prix moyen 1,00 DA le kg 8 kgs par semaine prix moyen
Pommes de terre		5 kgs	21,65 kgs	1,20	25,00	
Légumes verts divers		5 kgs	21,65 kgs	1,50	32,47	
Pâtes alimentaires		2 kgs	8,66 kgs	1,70	14,72	
Légumes secs		2 kgs	8,66 kgs	3,00	25,98	3 jours à 600 gr. soit 1,8 kg 1 fois / semaine 1 jour par semaine : oeufs 500 grs par mois
Fruits		5 kgs	21,65 kgs	2,00	43,30	
Viande 2ème choix		1,8 kgs	7,80 kgs	15,00	116,85	
Poulet		1 kg	4,33 kgs	11,00	47,63	
Oeufs		12 u.	52 u.	0,40	20,80	Paquet de 250 grammes (ou de tournesol) 1,5 l.
Beurre			500 grs.	12,00	6,00	
Lait en conserve		2 b.	8,66 b.	1,20	10,39	
Sucre		1 kg 1/2	6,5 kgs.	1,70	11,05	
Café		1 p. 1/2 /s.		2,00	13,00	Somme forfaitaire Crème de gruyère boîte de 8 portions Contenance 1/2 kgs.
Thé			250 grs.	10,00	2,50	
Huile de colza		1,5 l.	6,50 l.	2,30	14,95	
Sel de table		500 grs	0,50	0,25		
Epices		Forfait	1,00	1,00	1,00	
Vinaigre		1 litre	1,00	1,00		
Fromage		1 boîte	4,33 b.	2,20	9,52	
Sardines fraîches		2 kgs.	8,66 kgs	2,00	17,32	
Concentré de tomates			2 boîtes	4,00	8,00	
					523,82	

**"IL VAUT MIEUX
MOURIR PAR BALLES
QUE DE FAIM"**



Pendant deux jours, les 18 et 19 janvier derniers, de violentes émeutes ont éclaté dans les principales villes égyptiennes pour protester contre la décision gouvernementale de supprimer les subventions accordées aux prix de certains produits de première nécessité (pain, sucre, riz, farine, gaz butane...), laissant prévoir une hausse de ces prix variant de 25 à 50 pour cent.

UN PUISSANT MOUVEMENT DE MASSE.

De puissantes manifestations rassemblant toutes les couches du peuple ; ouvriers, chômeurs, employés, écoliers, étudiants et paysans ont embrasé tout le pays. Parti du Caire et d'Alexandrie, le mouvement de révolte s'est rapidement étendu aux autres villes (Suez, Mansourah dans le delta du Nil, Kena, Assouan en haute Egypte) et à de nombreux villages dans les campagnes. Les manifestants scandaient des slogans hostiles au régime : "A bas Sadate" "Nous voulons du pain", "De toute façon nous mourrons de faim, alors Sadate, tue-nous avec des balles", et s'en sont pris à tout ce qui symbolise l'autorité de l'Etat (commissariats, locaux du parti unique, journaux du régime, ministères et même la résidence de Sadate) et l'opulence de la bourgeoisie (nights clubs, grands hôtels, voitures américaines etc...).

Devant l'ampleur et la vigueur de la colère populaire, le pouvoir, effrayé, a utilisé l'armée qui avait reçu l'ordre de tirer, faisant officiellement 80 morts et plus de 700 blessés parmi les manifestants. Malgré cette répression sauvage, les manifestations se sont poursuivies obligeant le gouvernement à revenir immédiatement sur les mesures prises, Sadate ayant lui-même annoncé l'annulation des hausses de prix et le maintien des subventions des produits de base.

LE POUVOIR A RECULE

Pour apaiser le mécontentement populaire de nouvelles mesures sont prises quelques jours plus tard par le Conseil des ministres : augmentation de 10 pour cent des pensions et retraites, tous les salaires du secteur public rece-

ront une prime, un plan pour assurer un ravitaillement suffisant de la population en denrées essentielles devrait être mis sur pied rapidement. Dans son discours du 3 février 1977, Sadate annonce que les petits exploitants et les contribuables ayant un revenu annuel inférieur à l'équivalent de 5.000 DA ne paieront plus d'impôts. Mais en même temps, pour prévenir de nouvelles révoltes populaires il annonce une série de mesures répressives condamnant tout égyptien participant à des "grèves, manifestations, destructions ou occupations de biens" ou appartenant à des "organisations secrètes" aux travaux forcés à perpétuité.

Pour faire admettre ces mesures, le pouvoir organise en l'espace d'une semaine un référendum préfabriqué qui donne plus de 99 pour cent à Sadate. On peut juger de la valeur de ce pourcentage en se référant aux scrutins analogues qui ont été organisés en Algérie.

UNE POLITIQUE ANTI-POPULAIRE

Pour le pouvoir égyptien, la révolte populaire serait provoquée par des "communistes" qui auraient organisé un complot contre le régime. Cette explication cache les véritables causes qui résultent de la politique du gouvernement qui a abouti à une dégradation rapide et continue de la situation des masses. Depuis la guerre des "six jours", les salaires des travailleurs sont bloqués alors que les prix des produits alimentaires ont triplé et les loyers quadruplé. Le niveau de vie demeure très bas : le salaire minimum d'un ouvrier d'Etat est de 12 livres (120 DA) tandis qu'un kilogramme de viande coûte 2 livres.

L'agriculture égyptienne, basée sur la monoculture du coton, ne parvient pas à nourrir la population. La production de blé par exemple ne dépasse pas la moitié de la consommation, ce qui oblige le gouvernement à en importer. Le peuple égyptien dépend de plus en plus de l'étranger pour une grande partie de son approvisionnement en produits alimentaires. D'autre part, en plus des ressources agricoles et d'exportation qui sont détournées vers le financement d'inutiles et coûteux projets industriels (usines, bar-

rages...) et l'équipement de son armée, le gouvernement fait massivement appel au capital international ce qui a pour conséquence un endettement très lourd pour le pays. A la fin de 1975, la dette militaire de l'Egypte à l'égard de l'U.R.S.S. se montait à 7 milliards de dollars et l'endettement civil était évalué à 8 milliards de dollars. Le remboursement de la dette absorbe chaque année 32 pour cent des recettes à l'exportation du pays.

Cette double dépendance, alimentaire et financière, permet aux bailleurs de fonds internationaux d'imposer leur volonté au régime, comme cela est arrivé en janvier lorsqu'ils ont exigé du gouvernement qu'il "assainisse" la situation économique en supprimant les subventions accordées aux produits nécessaires à la population. Mais cette politique a permis d'enrichir les couches dirigeantes et les affairistes qui ont réussi à amasser des fortunes colossales en profitant des investissements de l'Etat et des capitalistes étrangers. Une classe opulente s'est ainsi développée étalant ostensiblement son luxe face à la misère criante des masses.

C'est contre cette politique que les masses égyptiennes se sont révoltées.

Malgré la version défavorable qui en a été faite par les organes d'information d'Alger, cette révolte a rencontré un écho favorable au sein des masses algériennes qui se sont senties concernées. La politique du régime algérien a conduit à la même situation catastrophique. Mais à la différence de l'Egypte, les revenus pétroliers et les rentrées de l'émigration ont pu jusqu'à présent contenir la pression populaire en finançant les importations de produits de première nécessité. Mais cette situation ne peut se perpétuer. Déjà le pouvoir veut renforcer l'austérité en réduisant sa participation au soutien des prix des denrées de base (loi des finances 1977) préparant l'opinion à de nouvelles mesures de restrictions et à de nouvelles augmentations des prix (pain, café, etc...). Mais face à ces menaces, seul le refus des masses algériennes et leurs luttes sauront, comme en Egypte, faire reculer le pouvoir et l'empêcher d'aggraver une situation déjà intenable.

les luttes populaires

Dans notre précédent numéro nous avons montré comment la montée des luttes populaires répondait à la politique d'exploitation et de répression du pouvoir. Voilà encore quelques témoignages sur ces mouvements qui n'ont cessé de se multiplier provoquant une levée de boucliers des valets du régime. Mais quels que soient les efforts des plumitifs à la solde et de leurs supporters étrangers, il y a une réalité qu'ils ne peuvent plus cacher : la société algérienne est une société de classes dans laquelle la lutte des classes exploitées se développe de plus en plus. En formulant des revendications, en précisant leurs exigences, en menant des actions collectives en dehors du cadre de l'UGTA ou de la GSE, les travailleurs algériens jettent les bases de leur organisation autonome. Toutes les forces qui cherchent à nier cette réalité, que ce soit au nom d'un certain "socialisme spécifique" ou d'un djihad contre le socialisme n'ont qu'un objectif : empêcher que ces luttes par leur développement ne permettent l'émergence sur la scène politique des travailleurs organisés. Quant aux petits-bourgeois qui, sous prétexte de barrer la route à la "réaction", discréditent les luttes des masses et se déclarent partisans d'un syndicalisme musclé "qui collaborerait sans arrière-pensée avec la direction", ils ne font qu'ouvrir la voie aux manoeuvres de la droite qui souhaite une fascisation du régime et la mise au pas des travailleurs. La seule riposte efficace aux bourgeois de tous bords n'est pas dans la lutte d'appareils ou les combines en dehors des masses, elle est dans le développement de la lutte des exploités pour la satisfaction de leurs revendications et la

reconnaissance de leurs droits et de leur dignité.

Le P.R.S. estime que la tâche des révolutionnaires est de soutenir sans réserve les luttes et d'oeuvrer dans l'immédiat pour imposer un cadre politique permettant leur développement au grand jour en exigeant :

- *le respect des libertés individuelles contre l'arbitraire et la répression.*
- *la liberté d'expression et de publication pour en finir avec le monopole étatique de l'information, l'indigence et la malhonnêteté de la presse aux ordres.*
- *la liberté de réunion, d'organisation et de constitution de partis politiques pour briser le monopole exercé dans ce domaine par les forces bourgeoises et permettre l'expression autonome sur la scène politique du mouvement révolutionnaire.*
- *la reconnaissance sans limite de la liberté et de l'autonomie syndicale ainsi que du droit de grève pour faire face aux appétits démesurés des patrons et de l'Etat.*

Le P.R.S. renouvelle son appel aux militants socialistes, aux ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, aux ouvriers émigrés, aux paysans pauvres, aux jeunes chômeurs, aux étudiants, aux lycéens, aux jeunes soldats, à tous les vrais démocrates et patriotes pour que, sur la base d'un programme minimum rassemblant leurs revendications légitimes, s'opère un vaste regroupement des forces populaires, seul capable d'imposer une issue démocratique et conforme aux intérêts des masses à la situation dramatique que connaît notre pays.

Grève à la SONATIBA

Le 21 juin 1976, 2000 ouvriers des cinq chantiers de la SONATIBA situés dans la commune de Constantine se sont réunis tôt le matin devant les bureaux de la direction. Tous les employés ont été empêchés de rejoindre leurs postes, les bureaux ayant été fermés. Le directeur, arrivé plus tard, s'est vu retirer les clés de la voiture de service et prié de se mettre à la disposition des travailleurs, les autres responsables administratifs membres de "l'assemblée des travailleurs" ont subi le même traitement.

Représentés par 6 des leurs, élus en comité de grève, les ouvriers exigeaient :

- l'application de la nouvelle grille des salaires ;
- le licenciement de 5 membres de la direction dont le directeur ; sans quoi la grève serait poursuivie de façon indéterminée.

Déjà depuis 15 jours, on sentait, selon plusieurs témoignages, une grande agitation parmi les ouvriers. Le mécontentement avait atteint son

comble et se manifestait par une baisse sans précédent de la productivité ; les ouvriers refusaient de travailler, leur mauvaise humeur explosait à tout propos ; les ordres des chefs n'étaient pas exécutés... sentant la situation lui échapper, la direction a procédé en toute hâte à l'installation de l'assemblée des travailleurs désignée pourtant depuis plus de deux mois. Cet organisme est en effet conçu comme une institution tampon entre les ouvriers et la direction. Sa mise en place correspond à la volonté de désamorcer le mécontentement des ouvriers. Mais cette tentative fut vaine car les ouvriers ont élu leurs propres représentants indépendamment de l'A.T. et ont créé leur propre organisation : le comité de grève. Ces actes montrent leur défiance profonde à l'égard d'institutions parachutées telles que l'U.G.T.A. ou l'A.T..

Le jour de la grève les ouvriers ont refusé de discuter avec la direction. Alertées, les autorités représentant la willaya, le ministère du travail, le FLN etc... sont venues de-

mander aux travailleurs de "revenir à la raison". En présence de tout ce beau monde, les représentants des ouvriers hissés sur les camions ont pris la parole, pour expliquer le contenu des revendications, interrompus à plusieurs reprises par les applaudissements de leurs camarades.

Devant la détermination des travailleurs, les représentants de l'Etat ont capitulé. Promesse fut faite aux grévistes que la grille des salaires serait appliquée immédiatement, quant au licenciement des membres de la direction une enquête devait être ouverte. Le travail a repris dans l'après-midi.

Durant 3 jours et 3 nuits, membres de l'A.T., du syndicat et de la direction se sont réunis pour mettre au point les modalités d'application de la nouvelle grille des salaires. Tous les ouvriers ont vu leur salaire augmenté d'au moins 25 pour cent, le directeur n'a pas été inquiété, mais pour les travailleurs cette grève a été une victoire.



R.S.T.A.

une grève prolongée et exemplaire

Un mouvement de grève des travailleurs de la R.S.T.A. a paralysé les transports à Alger depuis la fête de l'Aïd-el-Fitr. Ce n'est pas la première fois que ces travailleurs se mettent en grève. Mais à la différence des précédents débrayages qui ne duraient que quelques heures à cause de la répression immédiate, passant ainsi presque inaperçus, ce mouvement s'est traduit par une grève tournante désorganisant complètement le service. Tirant les leçons de leurs précédentes luttes, les travailleurs ont déclenché une véritable guérilla où arrêts de travail des différentes catégories de personnel et pannes multiples se combinent pour donner un mouvement d'ensemble vaste et prolongé. Cette action était prévisible (sauf, semble-t-il, pour les autorités) car, par suite d'une politique désastreuse et irresponsable, la situation des transports dans la capitale était devenue intolérable, aussi bien pour les usagers que pour le personnel.

Pour les usagers : longues files d'attente, bousculades, rixes fréquentes, insécurité (vitres cassées, portières fermant mal, etc...), lenteur (jusqu'à trois heures pour aller du centre à El-Harrach), transformant en cauchemar le moindre déplacement pour tous ceux qui

n'ont pas d'autre moyen de locomotion que le bus.

Pour le personnel : mauvaises conditions de travail, matériel vétuste (non renouvelé malgré les promesses et les articles dans la presse), véhicules mal entretenus et dangereux (pneus lisses, freins défectueux, horaires élastiques et surcharge de travail, fatigue nerveuse des chauffeurs et receveurs injustement en butte à la colère légitime des usagers, embouteillages provoqués par la prolifération des voitures de cadres et de service, insuffisance de personnels et bas salaires.

Ces conditions ont été aggravées par les manœuvres du directeur, Tahrat, qui s'est donné complaisamment pour devise "ordre et discipline" : mise à la retraite anticipée de chauffeurs et de contrôleurs, répression contre les syndicalistes combattifs (dans un corps de métier qui a toujours eu de solides traditions de lutte), tentative de parachuter du personnel lié à la direction. A cela s'ajoute une rumeur sur l'existence d'un projet d'éclatement de la Régie en organismes décentralisés dépendant de chaque commune de l'Algérois.

Tout a été fait pour réduire le mouvement : réquisition de chauffeurs de la S.N.T.V., utilisation du

personnel d'encadrement pour conduire et réparer les bus. En même temps, une campagne était déclenchée par la presse, la radio et la télévision pour dégager la responsabilité du pouvoir et monter l'opinion contre la lutte des travailleurs. Un certain Cherbal Abdelmadjid dans "El Moudjahid" du 3 octobre va jusqu'à traiter les travailleurs de "brebis galeuses", tandis qu'il ne tarit pas d'éloges pour le directeur "dynamique et volontaire".

Voilà un bien curieux socialisme qui félicite les patrons et insulte les travailleurs, les accusant de sabotage à la solde d'on ne sait quelle réaction.

Si du matériel est dégradé, la faute en incombe entièrement au pouvoir qui, par la pratique de l'intimidation et du terrorisme politique bloquant toute expression démocratique, par l'interdiction de la grève, par la caporalisation du syndicat, oblige les travailleurs à des formes de luttes camouflées.

En tout cas, la population algéroise ne s'est pas laissée abuser et refuse de prendre pour cible les travailleurs, si l'on en juge par les slogans hostiles au pouvoir et à la direction de la R.S.T.A. lancés par les usagers, mécontents place Audin et Place des Martyrs.

Grèves... en bref

★ grève de 7 jours à la SOGEDIA pour protester contre la faible part (350 à 400 DA) accordée aux ouvriers lors de la "distribution des bénéfices".

★ grève étouffée le 22 septembre à la SONACOME de Rouiba. Les travailleurs protestaient contre le travail le jeudi, (pendant le ramadhan le travail du samedi avait été supprimé).

★ de même, grève à la SN SEM-PAC pour exiger la participation aux bénéfices. Après une heure, l'UGTA, la police et le FLN sont intervenus pour dire que la société était déficitaire. Une précédente grève d'une demi-journée avait été déclenchée pour exiger le paiement entier de la prime de l'Aïd.

★ grève à la société ALFOR pour protester contre le licenciement de 61 personnes.

★ grève des ouvriers de la SNTA à Constantine pour exiger l'application de la grille des salaires et le licenciement du directeur. Au bout de 2 jours le directeur a été muté et les salaires ont été remaniés.

★ grève sur un chantier de l'ECO-TEC pour exiger le paiement de deux mois de salaire en retard.

★ arrêts de travail des conducteurs de la SNCFA pour protester contre l'amputation de leurs congés annuels. (La direction emploie ce procédé pour suppléer au manque de conducteurs). Les grévistes ont obtenu satisfaction et une augmentation de salaire.

★ Début novembre, les stagiaires de la SONATRACH à Béni Méréd (Blida) ont déclenché une grève pour protester contre la substitution d'un casse-croûte à leur repas de midi et pour exiger des moyens de transport convenables.

★ Une note du ministère de l'industrie aux sociétés nationales leur demande de ne pas donner du travail, ni temporaire, ni permanent à 60 travailleurs de "ALFOR" licenciés pour fait de grève au cours de l'été 1975. Une note analogue émanant du ministère des P.T.T. vise 20 travailleurs de la SONATITE.

Il faut signaler enfin qu'un mouvement général de protestation s'est développé dans les Sociétés Nationales, en dehors de l'organisation syndicale pour protester contre les conditions dans lesquelles s'est déroulée la distribution des bénéfices, en particulier critiques à l'égard des directeurs et des cadres qui utilisent le patrimoine des sociétés à des fins personnelles.

Voici le texte d'une note diffusée par la section syndicale de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Alger.

" Alger, le 24 janvier 1977
Note n° 014 / FS

Chers frères et soeurs syndiqués des Centres et Nawadi.

- Il est porté à la connaissance des frères syndiqués qu'aucune grève ne sera tolérée.

- La section syndicale décline toute responsabilité et ne soutiendra en aucune manière les partisans d'une éventuelle grève.

- Par ailleurs nous vous informons que la section syndicale a pris bonne note de vos doléances et suggestions proposées en ce qui concerne les congés d'une façon générale. Elle ne manquera pas de vous mettre au courant des suites qui seront données à cet effet.

La section syndicale de la
D.J.S.W.A."

Les faits sont les suivants :
Après avoir voulu supprimer les congés scolaires aux établissements de la jeunesse, le ministre de la jeunesse et des sports a été obligé de revenir en arrière et par une note signée le 10 décembre 1976 d'accorder deux périodes de congé du 18 au 30 décembre et du 18 au 30 mars. Mais la note n'est arrivée aux établissements que vers le 10 janvier 1977. Ce retard a provoqué le mécontentement du personnel d'autant plus que la Direction de la Jeunesse refuse de compenser la semaine de congé perdue en décembre et une grève a été envisagée dans certains centres.

Ce qui explique la réaction violente de l'U.G.T.A. qui joue ainsi pleinement son rôle de chien de garde de la bourgeoisie.

SEULE LA LUTTE PAIE

La section syndicale de l'Université d'Alger, qui avait été suspendue à la suite de la grève du printemps 1976, vient d'être dissoute «clandestinement» par les instances syndicales et le F.L.N.. Elle était à un mois de la fin de son mandat. Le 3 janvier 1977 un rassemblement de plusieurs centaines de travailleurs (Lettres, Sciences, Bibliothèque) se tient devant la Faculté des Sciences pour étudier la situation. Des prises de parole ont eu lieu réclamant l'annulation de la décision des autorités, appelant les travailleurs à renforcer leur unité pour faire aboutir leurs revendications :

- retards dans les salaires,
- reclassements, titularisations,
- élections démocratiques de la prochaine section syndicale.

Devant cette réaction des travailleurs, le ministère aurait ordonné le paiement des salaires en retard.

A L'INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGRICOLE DE MOSTAGANEM

L'I.T.A. de Mostaganem vient d'être fermé après que le millier d'étudiants qui le fréquentaient ait été délogé par la police et cela à la suite d'une grève d'une semaine portant sur les revendications suivantes :

- suppression des retards de 3 à 4 mois qui affectent le paiement des indemnités de stage (les classes de 3ème et 4ème année reçoivent en principe 6 DA/jour de frais de déplacement).

- protestation contre le pointage administratif qui sanctionne les retards par des retenues sur les présalaires.

- institution d'un ticket de cantine comme dans les restaurants universitaires (actuellement les élèves paient au mois et sont ainsi obligés de se contenter de la nourriture qui est souvent de mauvaise qualité).

Avant la fermeture une délégation d'élèves avait pourtant été re-

cue par Messaadia qui leur avait prodigué de bonnes paroles pour les démobiliser et préparer le terrain à la répression.

A L'INSTITUT NATIONAL DES HYDROCARBURES

Les étudiants de l'INH sont en grève depuis le 20 novembre pour protester contre la transformation de leurs contrats civils (avec le ministère de l'industrie) en "contrats militaires" avec la DFM (Direction des Fabrications Militaires). Ce dernier organisme a en effet de grosses difficultés pour recruter des cadres ou des bacheliers à former. Il pratique pourtant le terrorisme accusant les étudiants qui refusent ses contrats de ne pas "aimer l'armée" pour les amener à signer.

Les étudiants de l'Institut se sont mis en grève pour demander des assurances écrites leur garantissant de ne pas être "vendus" à l'armée. La mobilisation est très forte et bien organisée : comités de grève, assemblées générales pour prendre des décisions etc...

POUR LE LOGEMENT

A Alger à la suite de la décision du COUS (Oeuvres universitaires) de régler le problème du logement en procédant à l'installation d'un 3ème lit dans les résidences universitaires, les étudiants se sont opposés à une telle mesure notamment en se débarrassant des lits supplémentaires.

Ce problème n'est pas le seul et la rentrée universitaire a été marquée par de grosses difficultés pour les étudiants : manque d'infrastructures, (selon El Moudjahid du 28 octobre 2000 étudiants sont sans logement à Constantine et 3200 à Alger.) manque de moyens de transport, cherté des fournitures, manque d'enseignants... A tel point qu'à Alger l'U.N.J.A. a repris à son compte certaines revendications des étudiants en apposant des affiches (réclamant 4000 places supplémentaires en résidence universitaire) que la police a dû enlever.

Les étudiants en lutte en Algérie

grève des étudiants en sociologie d'Alger

La rentrée universitaire 76 - 77 s'est déroulée d'une façon catastrophique empêchant la plupart des étudiants de poursuivre normalement leurs études. Les conditions ont été particulièrement désastreuses dans le département de sociologie où cela a tourné à la débâcle provoquant la réaction massive des étudiants. Comme la plupart des autres étudiants, les étudiants en sociologie (surtout les nouveaux) se sont heurtés à des problèmes insolubles, d'ordre matériels et pédagogiques. Faute de logement des étudiants couchaient DEHORS, d'autres occupaient à 10 une chambre, beaucoup habitant en des lieux éloignés subissaient (comme de nombreux citoyens) la grave crise des transports avec les trajets pénibles, les longues files d'attente. Enfin, pour clore ce chapitre les conditions de restauration franchement lamentables, restaurants universitaires bondés, insuffisance d'une nourriture de mauvaise qualité.

Ajoutons à cela le manque de salles de cours (les groupes d'étudiants cherchent pendant une demi-heure une salle pour faire le cours), d'amphis, l'insuffisance et le bas niveau des enseignants. C'est ainsi que plusieurs enseignements obligatoires n'étaient pas assurés faute d'enseignants surtout en arabe.

Des filières telles que Démographie, bien que promises ne sont pas ouvertes...

A ce sombre tableau, il faudrait ajouter le manque d'ouvrages, de photocopies, la pénurie de matériel scolaire.

En sociologie, les anciens firent de leur mieux pour aider les nouveaux à résoudre leurs problèmes, mais l'administration opposa aux étudiants une attitude répressive et vexatoire.

Le 5 décembre 1976 une A.G. s'est tenue malgré l'interdiction de l'administration. Les étudiants demandaient notamment:

- le droit de tenir des A.G. où et quand ils

le voulaient,

- la gratuité des photocopies,
- l'obtention d'office des modules pour lesquels l'administration n'a pas trouvé de professeurs,
- l'obtention de la licence en 4 années et non en 5, 6 ou 7,
- le droit pour les étudiants de passer les modules en retard (dettes),
- la solution du problème des salles de cours, d'enseignants... Les étudiants tenant compte de la proximité des «élections présidentielles» et ne désirant pas politiser leur action ne proposaient pas de grève.

Ce qui n'empêcha pas le directeur de l'Institut de prendre des sanctions contre cinq étudiants qualifiés de «meneurs» de «perturbateurs» ayant causé des dégâts matériels (micro) et ayant troublé le bon fonctionnement du cours de Mr HAKIKI directeur du département. En fait le micro de l'amphi des S1 était cassé depuis 2 mois et les 5 étudiants sanctionnés avaient demandé l'autorisation de prendre la parole à Mr HAKIKI qui leur avait accordé 5 à 10 minutes. Ce n'est que lorsqu'il sentit le danger (appel à une assemblée générale des étudiants pour poser leurs problèmes) qu'il leur a ordonné de quitter la salle. Ce qu'ils ont fait d'ailleurs.

S'élevant contre les sanctions les étudiants de sociologie ont essayé de dialoguer avec l'administration y compris au niveau du ministre lui-même Benyahia. Rien n'y fit, ils ne rencontrèrent qu'indifférence à leurs problèmes et refus catégorique de revenir sur les sanctions.

Le lundi 27 décembre 1976 à 14 heures les étudiants déclenchaient une grève illimitée qui mobilisa la totalité des étudiants de sociologie et bénéficia de l'appui des étudiants de psychologie, de sciences de l'éducation, de polytechnique, au total 4 000 étudiants en grève. Des motions de soutien furent envoyées par les étudiants de sciences économiques, de droit de l'université d'Oran. Un appel à la grève générale n'a cependant pas été suivi.

La liste des revendications était la suivante :

- 1) Levée immédiate des sanctions, avertissements encourus par les étudiants,
- 2) Problèmes spécifiques à chaque semestre :

S1 : les modules de langues (arabe - anglais) doivent être considérés comme acquis,

S3 : acceptation par l'administration des propositions faites concernant la circulaire n - 199,

S5 : ouverture de la filière démographie en février 1977

considérés comme acquis les modules de psycho - social (arabophones)

S7 : inscription au S8 plus 3 modules,

3) Droit de tenir des A.G. sans conditions (souveraineté des A.G.),

4) Session de rattrapage au début de chaque semestre, assurer tous les répétitifs,

5) Gratuité des photocopies.

Les cours ne reprendront qu'à la satisfaction intégrale de toutes les revendications et sans conditions.

soutenons les justes revendications des étudiants

Depuis onze jours les étudiants en sociologie sont en grève pour faire valoir leurs droits et mettre un terme à l'arbitraire de l'administration.

Cette grève est largement suivie par les étudiants : arrêt des cours avec occupation des locaux et installation de piquets de grève.

Par ce mouvement les étudiants réclament :

- La levée des sanctions qui frappent cinq de leurs camarades.

- Le droit de tenir librement des assemblées générales.

- La résolution globale et immédiate de leurs problèmes : insuffisances de l'encadrement (professeurs, assistants), gratuité des photocopies...

Face à ces revendications légitimes l'administration réagit en fermant l'institut et en proférant des menaces à l'encontre d'une vingtaine d'étudiants qu'elle taxe gratuitement d'éléments perturbateurs. Dans ses manœuvres d'intimidations pour liquider la grève, l'administration utilise l'UNJA et ses alliés parmi les inconditionnels des CUV (tentatives de division des étudiants, incitation à la reprise des cours...).

Dans cette lutte le P.R.S. est totalement solidaire des étudiants et dénonce vigoureusement l'irresponsabilité et l'au-

toritarisme d'une administration trop habituée à agir à sa guise.

Cette grève vient s'ajouter aux autres luttes menées actuellement dans notre pays, en particulier dans le milieu étudiant (polytechnique, INH, ITA) pour imposer une solution démocratique et de gauche aux différents problèmes que connaît l'Algérie. C'est en ce sens que nous disons :

- OUI à la grève ! pour en finir avec les sanctions qui mettent l'avenir de chaque étudiant à la merci de l'administration.

- OUI à la grève ! pour briser le règne de l'arbitraire, du mépris et de l'autoritarisme d'une administration aux pouvoirs sans limites.

- OUI à la grève ! pour arracher le droit de tenir librement des assemblées générales, seul moyen permettant aux étudiants de poser et de discuter leurs problèmes, de s'organiser pour les résoudre.

- OUI à la grève ! pour imposer la résolution globale et immédiate de tous les problèmes que rencontrent les étudiants dans la poursuite de leurs études.

SEULE LA LUTTE PAIE

Alger le 26 janvier 1977

A l'entrée de la Fac, des attroupements d'étudiants et des affiches attiraient l'attention des algérois de passage. Elles portaient les inscriptions suivantes :

- 1 - Halte aux tentatives de division des étudiants
- 2 - Nous ne voulons pas que la licence dure plus de 4 ans.
- 3 - Droit aux Ag (s)
- 4 - Exigeons la résolution immédiate de nos problèmes

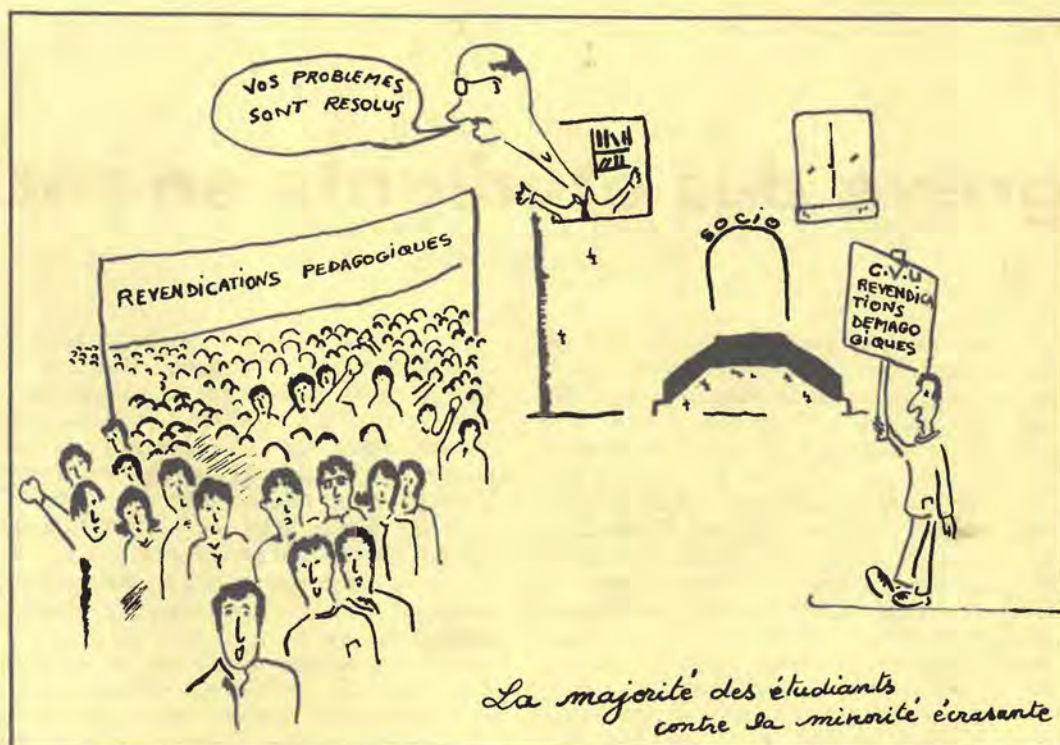
Dès le premier jour des divergences profondes se manifestèrent entre étudiants «volontaires» et non «volontaires» : Les premiers voulant à tout prix faire intervenir l'U.N.J.A., le C.N.P. pour entreprendre des démarches auprès du ministère. Ce qui fut refusé par la majorité des grévistes. Des accrochages violents eurent lieu à cette occasion. Se voyant minoritaires les «volontaires» se rallièrent à la grève.

Une délégation composée d'étudiants de sociologie «volontaires» et non «volontaires» se rendit tout de même voir les «autorités compétentes» en présence de HAKIKI et MARIEN. Le résultat fut décevant. Aller jusqu'au ministère pour ne voir résolu que le problème des photocopies frappa les étudiants comme un coup de fouet, car ils sentirent à cette occasion à quel point les autorités les méprisaient. Le mouvement en sortit renforcé. Dans les débats qui eurent lieu par la suite l'accent fut mis sur 2 points principaux : Droit aux A.G. - Levée des sanctions.

Le dimanche 2 janvier, une nouvelle réunion se tint avec HAKIKI et MARIEN. Sans aucun résultat. L'administration maintenant ses positions. C'est à partir de ce moment que la scission entre étudiants «volontaires» (C.V.U.) et les autres grévistes devint totale. Au cours de cette entrevue les «volontaires» s'attaquèrent exclusivement à MARIEN dont ils voulaient obtenir le départ. Les grévistes non «volontaires» (G.N.V.) eux, mettaient en cause l'administration dans son ensemble. Les G.N.V. prirent la décision d'occuper les locaux de l'administration tandis qu'une délégation irait au ministère pour lui demander de clarifier sa position.

Le matin du 3, à partir de 9 heures une soixantaine d'étudiants étaient devant le ministère réclamant une entrevue. Au même moment, à la Faculté, les «volontaires» constituaient deux délégations l'une pour l'U.N.J.A., l'autre pour le C.N.P. Leur tactique était claire : il s'agissait de diviser le mouvement, de le mettre à la remorque des institutions contrôlées par eux et de s'attribuer les mérites de toute solution éventuelle. A midi, un rendez-vous était obtenu pour 15 heures. L'après-midi la délégation repartait pour le ministère tandis que les étudiants (G.N.V. et «volontaires») tenaient une réunion dans un amphithéâtre occupé sans l'autorisation de l'administration. Les «volontaires» essayèrent de donner une signification politique à la grève. Prétendant que les G.N.V. étaient «manipulés» et essayant de les intimider, ils allèrent jusqu'à affirmer «cette grève est le fruit de 20 étudiants. C'est une affaire entre 20 bonhommes et l'Etat». La confusion devint totale lorsqu'un étudiant déclara que les manipulateurs étaient les «volontaires» «serviteurs du P.A.G.S» pour le compte de qui ils tentaient d'accaparer le mouvement. La proposition d'occuper les locaux en cas d'échec de la délégation fut rejetée. La réponse du ministre parvint le lendemain. «Pour le moment je suis très très occupé. Je ne peux étudier votre problème. Je vous téléphonerai».

La décision de la veille ne fut pas respectée. Les bureaux, les salles de cours furent occupés. HAKIKI s'enfuit comme un rat à la vue du chat, tandis que les «volontaires» saisissaient



l'occasion pour tenter de frapper MARIEN. Des éléments étrangers à la Faculté avaient été ramenés par les «volontaires» en vue de renverser le rapport de forces...

Le 5 janvier 1977 l'administration estimant que le conflit n'était pas pédagogique mais politique annonçait la décision d'expulser une vingtaine d'agitateurs, décision non appliquée mais dont le sens était clair.

Le 6 janvier 1977 on parla de fermer l'institut et de ne pas valider le 1er semestre. Le mouvement commençait à piétiner. La solidarité des autres étudiants en restait au stade des motions. La proximité des examens n'arrangeait pas les choses. Beaucoup d'étudiants grévistes préférant rester chez eux pour travailler.

Le 8 janvier 1977 le mouvement prit fin après 13 jours sur de vagues promesses et sans que les problèmes ne soient résolus.

Ici il faut nous arrêter un instant sur les mobiles de cet arrêt de la grève et en tirer quelques leçons.

Tout d'abord, il nous faut revenir sur les pratiques des étudiants dits volontaires dont l'organisation (C.V.U.) sert de couverture aux éléments appartenant à la fraction de la petite-bourgeoisie bureaucratique pro-soviétique. Sous couvert de marxisme, de socialisme, de révolution, de classe ouvrière, ces éléments dont Boumedienne a dit qu'ils étaient ses «chiens de chasse» jouent à merveille le rôle qui leur est attribué : pénétrer le mouvement des luttes des travailleurs et des étudiants pour le détruire et empêcher son développement.

Par une politique d'entrisme dans certains organes du pouvoir (U.G.T.A., C.V.U., Révolution Agraire, G.S.E., Presse...) ils tentent de contrôler certains appareils afin de s'en servir pour manipuler ou réprimer le mouvement des masses. Utilisant la provocation, l'intimidation, la délation ils poursuivent un double objectif :

- empêcher le développement et la politisation des luttes (terrorisme politique, division) et l'organisation autonome des ouvriers, des paysans, des jeunes, des lycéens et des étudiants,
- canaliser les luttes, les utiliser pour renforcer leur position au sein de l'alliance de classes du régime et se rendre «indispensables» à la bourgeoisie d'Etat.

Si pendant une longue période (trop longue) ce jeu a été fructueux, aujourd'hui ils sont démasqués et leur audience a largement diminué. Spéculant sur l'opportunisme, le carriérisme, la peur, ils ont brisé les mouvements de grève, fourvoyé les étudiants dans la voie de la collaboration les plaçant dans une situation dramatique.

L'analyse de la grève de sociologie illustre bien les pratiques de ce mouvement. Hostiles au déclenchement de la grève, bien qu'ils connaissent les problèmes des étudiants, ils rejoignent le mouvement avec comme objectifs :

- 1 - de le faire passer sous contrôle de l'U.N.J.A. et du C.N.P.

A quoi les étudiants de sociologie répondirent par le mot d'ordre «les étudiants n'ont pas besoin de tutelle pour régler leurs problèmes».

2 - de démobiliser le mouvement en propageant des fausses nouvelles, en organisant des provocations (affaire Marien), en accusant les étudiants les plus décidés à se battre d'être des agitateurs «gauchistes», des alliés de la réaction comme en témoignent leurs affiches «non à la réaction et l'aventurisme qui veulent empêcher la résolution de nos problèmes, non à la grève pour la grève».

Comme si ces milliers d'étudiants s'étaient mis en grève pour le plaisir !

Au cours de l'A.G. du 5 janvier 1977 tenue à 18 heures dans le hall d'entrée, l'U.N.J.A. conseilla aux étudiants «d'arrêter le mouvement vu que l'administration acceptait leurs revendications et qu'elle s'engageait à résoudre tous leurs problèmes pédagogiques» ce qui était archifaux. Les étudiants répondaient d'ailleurs avec leurs affiches «nous dénonçons l'alliance de certains étudiants avec l'administration». La majorité des étudiants refusait d'arrêter le mouvement avant la levée des sanctions. Les «volontaires» se voyant minoritaires demandaient la convocation d'une nouvelle A.G. pour décider de la poursuite du mouvement. Ils proposaient des réunions par semestre pour diviser les étudiants (montrant par là leur maîtrise des techniques pour briser les luttes). Enfin en dénonçant une vingtaine d'étudiants et en appuyant l'administration ils se dévoilaient clairement aux yeux

de tous. L'un d'entre eux déclara publiquement qu'en accord avec le (C.V.U.) le recteur allait renvoyer 20 individus qui n'ont pas leur place à la Faculté et qui sont des agitateurs (sic).

A quoi les autres étudiants répondirent par une affiche : « l'administration menace d'exclure 20 étudiants. Si elle arrive à le faire, ensuite c'est par centaines qu'elle exclura. Droit à la parole ».

Le P.R.S. ne pouvait rester insensible à cette situation.

Le 6 janvier, un tract de soutien à la grève de sociologie était diffusé à Alger. Il fut bien accueilli par beaucoup d'étudiants grévistes qui sentirent ainsi qu'ils n'étaient pas isolés dans leur combat.

Affolés par cette initiative qui démasquait leur jeu, les « volontaires » répondaient par un tract daté du 8 janvier 1977 et signé de la « coordination universitaire » et à travers lequel ils essayaient de corriger leurs positions antérieures et de récupérer le mouvement. On pouvait y lire :

« En sociologie... les étudiants n'ont pas trouvé de réponse à leurs problèmes concrets... Mais unilatéralement l'administration rejeta ces propositions, provoquant chez les étudiants un profond mécontentement. Bien plus dès cet instant, l'administration refuse tout dialogue. Malgré cela les étudiants et leurs représentants (sic) ont poursuivi avec fermeté leur action pour trouver des solutions avec tous les responsables de l'Institut, du rectorat, du ministère.

Ils ont reçu le concours de l'U.N.J.A. et du C.N.P. du F.L.N. d'Alger... » et en conclusion « la coordination universitaire se prononce contre toute sanction liée aux actions autour des problèmes réels des étudiants ».

Ce revirement soudain et cette attitude conciliante ne peuvent se comprendre que si l'on tient compte du tract du P.R.S.. Il devenait essentiel pour les « volontaires » d'apparaître aux yeux de la masse des étudiants comme leurs défenseurs « naturels », reconnus par les autorités. C'est en ce sens qu'ils essayèrent de relancer le

mouvement. C'est ce qu'ont parfaitement compris les étudiants qui décidèrent de reprendre les cours.

Depuis la reprise, des sanctions sont tombées sous la forme d'avertissements. Beaucoup d'étudiants s'attendent à être réprimés non ouvertement mais bureaucratiquement au niveau des examens, des « dettes », etc...

Si, sur certaines questions pédagogiques les étudiants ont obtenu gain de cause, le fond du problème est loin d'être réglé : il s'agit de la conception même de l'enseignement supérieur, du caractère autoritaire de l'administration, de l'absence d'autonomie et de démocratie au niveau des enseignants et des étudiants.

La grève de sociologie aura eu le mérite de sensibiliser les étudiants à la situation, de leur faire vivre une expérience enrichissante pour les combats futurs.

Pour terminer nous dirons un mot pour expliquer la position du P.R.S.. Certains éléments « oppositionnels » connus pour leur hostilité à notre mouvement n'ont pas manqué d'interpréter tendancieusement la diffusion de notre tract. Considérant sans doute les luttes universitaires comme leur chasse gardée. Ils sont dérangés par les prises de position de notre parti, dans la mesure où « cela politise la lutte ». Ces éléments font une grossière erreur d'appréciation quand ils pensent qu'ils peuvent limiter le mouvement aux seuls problèmes quotidiens des étudiants (rejoignant ainsi les révisionnistes sur le même terrain : celui d'un apolitisme formel et de la manipulation des masses). Les problèmes des étudiants font partie des problèmes de l'ensemble des masses populaires. Ils sont la conséquence d'une seule et même politique : celle du pouvoir qui sévit chez nous. Comment peut-on dès lors feindre d'approuver la « Révolution Agraire », la « charte », la « G.S.E. », la « démocratie du pouvoir » et en même temps lutter pour améliorer la condition des étudiants ! Il y a là une contradiction pour le moins gênante.

Aujourd'hui, la LUTTE DES CLASSES a

atteint un tel niveau qu'il n'est plus possible d'ignorer l'existence de 2 camps :

- celui de la bourgeoisie (dans toutes ses nuances) et d'une fraction de la petite - bourgeoisie bureaucratique qui profitent - à des degrés divers - de la situation actuelle,

- celui des masses populaires exploitées, opprimées, réprimées et qui luttent de plus en plus ouvertement pour changer leur situation qui se dégrade chaque jour davantage.

Etre « révolutionnaire » dans ce contexte, ce n'est pas pratiquer la lutte d'appareils, mais s'engager résolument dans le combat auprès des masses. C'est contribuer à développer la conscience politique, à renforcer le camp populaire.

Ceux qui ont peur du soutien politique et qui se réfugient derrière un apolitisme hypocrite (tout en se référant à Lénine, Mao...) ne font que le jeu du pouvoir et sèment la confusion dans les esprits en ouvrant la voie à l'opportunisme. Ces attitudes expriment le désarroi de certaines couches intellectuelles devant le développement de la lutte de classes. D'un côté ils constatent que le régime est de plus en plus étouffant et répressif ; de l'autre ils ne sont pas décidés à se démarquer complètement et à lutter de façon déterminée pour le changement.

Le P.R.S. réaffirme sa position de principe. Il apportera son soutien total à tous ceux qui oseront penser, oseront parler, oseront agir. La popularisation des luttes est le meilleur moyen de les développer et de les consolider. Ce faisant, le P.R.S. n'entend pas se substituer aux intéressés, ni les conseiller, ni les diriger. Il s'agit, bien au contraire, de lutter contre la passivité, la démission, la mentalité bureaucratique pour amener les ouvriers, les paysans, les jeunes, les étudiants et tous ceux qui veulent lutter à compter d'abord SUR LEURS PROPRES FORCES. Seule la lutte leur permettra de résoudre leurs problèmes. Cette ligne s'oppose au réformisme et à l'opportunisme. Aujourd'hui il n'y a plus de place pour une 3ème force entre le camp du changement démocratique de gauche et celui de la bourgeoisie et du pouvoir.

« CHARTE NATIONALE »

(Suite de la page 10)

Tout le reste n'est que faux - fuyants (selon certains la revendication démocratique est dangereuse parce qu'elle fait le jeu du privé, pour d'autres, la liberté d'expression doit être rejetée pour ne « pas permettre à la bourgeoisie de l'utiliser ») et tergiversations qui sont un soutien déguisé à la bourgeoisie d'Etat. L'opposition radicale à la démocratie c'est, en dernière analyse, l'opposition à la prise de conscience des masses et à leur émergence en tant que force organisée et autonome sur la scène politique.

LA FEMME

UNE EPOUSE ET UNE MERE

Les chapitres concernant la femme algérienne (une page et demi sur 190) évacuent complètement l'analyse des causes profondes du statut inférieur qui est fait à la moitié de la population algérienne. Dire un peu rapidement que les femmes sont parfois exploitées par « une ca-

tégorie d'éléments anti - sociaux » permet de ne pas parler du rapport qui existe entre l'asservissement de la femme et le modèle de société que l'on nous propose où la soumission à l'autorité (L'Etat) est considérée comme une vertu. Autorité absolue de l'Etat, du Parti unique, du Syndicat unique, de la société hiérarchisée, bureaucratique et totalitaire vont de pair avec toutes les formes d'oppression. Les rédacteurs de la « charte » l'ont d'ailleurs bien senti puisque pour eux la femme doit seulement accéder « à l'exercice de ses droits reconnus d'épouse et de mère, et à sa sécurité matérielle et morale ». Il n'est pas question de parler de ses droits de citoyenne et à titre de garde fou il est précisé qu'« Elle doit être consciente que l'émancipation de la femme n'implique pas l'abandon de l'éthique dont notre peuple est profondément imprégné ».

De quelle éthique s'agit - il ? Sans doute celle que le pouvoir veut inculquer aux masses. Voilà en tous cas de quoi justifier toutes les oppressions.

EN GUISE DE CONCLUSION

« Nous, fils de chahid, nos pères sont morts pour une liberté dont nous sommes les premiers privés.

Pour quel idéal est mort mon père, si ma mère, mes frères et moi, nous vivons plus misérablement qu'avant ».

Un fils de chahid dans le « débat ».

Démobiliser les masses c'est laisser les mains libres à la bourgeoisie

Après le licenciement d'employés de la RTA (dont celui d'un membre du conseil syndical le 1 juillet 1976) un tract de la section UGTA donne un exemple typique de la façon dont cette organisation entend la démobilisation des travailleurs.

Bien que victime de la politique de répression de la direction la section semble surtout vouloir éviter la radicalisation du conflit sous le fal-

acieux prétexte de ne pas faire le jeu de "la réaction et ses alliés". Face à la détermination de la direction, l'UGTA tout en se lamentant prône une attitude conciliatrice.

"Les travailleurs de la RTA l'ont bien compris et c'est pourquoi tout en exprimant... leur volonté inébranlable de réparer ce préjudice... ils demeurent vigilants et combattent avec responsabilité et esprit de conséquence tout signe d'énervement ou d'impatience, ainsi que tout signe de découragement qui pourrait hypothéquer l'avenir de la section syndicale.

C'est pourquoi tout en demeurant fermes sur leur position de principe, ils se prononcent pour une plus grande unité des travailleurs et pour la poursuite des efforts que le conseil syndical n'a pas cessé de développer pour renouer un dialogue constructif, positif et unitaire avec la direction, dans le sens de l'intérêt des travailleurs, de la RTA et du pays intimement liés, et cela malgré que ces efforts se soient constamment heurtés à l'incompréhension de la direction, à sa méfiance injustifiée et à des préjugés qui se sont traduits par son refus délibéré de poursuivre le dialogue et récemment par le licenciement d'un membre du bureau syndical".

Le tract se termine par ce mot d'ordre :

"Vigilance, calme et sérénité contre l'impérialisme et la réaction".

La direction a désormais les mains libres. La section syndicale est là pour empêcher toute explosion de colère des travailleurs.

A propos d'une grève

La grève entamée le 17 octobre par les étudiants du département de droit (arabisé) de l'université de Constantine, s'est poursuivie jusqu'au 4 novembre, s'étendant par moments à d'autres départements arabisants tels que celui de biologie.

Les sections francisées n'ont pas participé au mouvement. Le département de droit compte beaucoup de fonctionnaires, petits employés, plantons, éléments du FLN ou de la police, pour la plupart entrés à l'université à un âge avancé par le biais de l'examen spécial ouvert aux non-bacheliers. A la tête du mouvement se trouvent des éléments connus pour leurs liens avec les responsables du FLN et leurs positions profondément "anti-communistes" lors des débats sur la charte ce qui leur a valu l'étiquette de "frères musulmans".

Dans leur ensemble les étudiants du département droit se sont déjà manifesté par des actions d'éclat, notamment au cours de l'année passée en refusant de recevoir les cours de certains enseignants irakiens taxés de "marxistes" pour avoir affiché leur sympathie à l'égard du "régime soviétique". Autre visage de ces étudiants, le recours presque systématique à l'intimidation et à la violence pour imposer leurs points de vue.

Les revendications des grévistes portent sur la création d'une "section d'études supérieures" et la fermeture de la section francisée qui à leur sens n'a pas de raison d'être. De même la section de biologie est un véritable cul-de-sac: à partir de la 2ème année les études scientifi-

ques se déroulent entièrement en français. Par contre aucune allusion n'est faite aux conditions difficiles des étudiants (qu'ils soient arabisants ou francisants).

En fait selon certains témoignages les raisons de la grève dépassent le cadre uniquement universitaire et s'inscrivent dans le cadre de la lutte que se mènent les fractions au sein du pouvoir (en prenant pour prétexte "l'arabisation", "l'Islam" ou le "socialisme"). Les grévistes auraient scandé des mots d'ordre tels que "A bas Ben Yahia" lequel passe pour un chef de file de la fraction étatiste du pouvoir.

D'autre part la police n'est pas intervenue directement (quelques inspecteurs en civil surveillent discrètement) ce qui tend à prouver qu'une partie des autorités soutient le mouvement.

Le 19 octobre les grévistes ont organisé une marche silencieuse dans l'enceinte de l'université après en avoir exclu par la force les employés, étudiants et enseignants non grévistes. Le défilé durera 2 heures, les manifestants scandant des slogans favorables à l'arabisation et se figeant dans un silence imposant lorsqu'a retenti l'appel à la prière du muezzin.

Le 30 octobre une autre manifestation est organisée au cours de laquelle des bagarres ont opposé les étudiants aux employés qui voulaient rejoindre leurs postes de travail.

Enfin le mercredi 3 novembre après un blocus des portes de l'université de 14 heures et 16 heures, la tension se relâche et les cours reprennent.

Dans l'ensemble le principal résultat de ce mouvement semble d'avoir désamorcé le mécontentement légitime de la masse des étudiants face aux mauvaises conditions de la rentrée, en tentant (au moins pour les arabisants) de le canaliser sur des objectifs étrangers aux étudiants.

Il est à signaler que les mêmes manœuvres se déroulent à la faculté de droit de Ben Aknoun à Alger.

Ces exemples mettent l'accent sur la nécessité qu'il y a aujourd'hui d'ouvrir des perspectives pour qu'un mouvement de lutte se développe de façon autonome en dehors des manœuvres des fractions du pouvoir (animées chacune par des ministres et des responsables en place), qu'elles se réclament d'un certain socialisme spécifique, ou d'un djihad contre le socialisme. Car toutes ces fractions ont en commun leur attachement aux méthodes totalitaires et leur mépris des problèmes réels des masses.

LE LOGEMENT:

UNE QUESTION DE VOCABULAIRE

En vue du recensement général de la population prévu pour le mois de novembre, les "instructions aux recenseurs" donnent la définition d'une construction en précisant : "Cette définition inclut aussi des éléments comme baraques, tentes, bateaux, des abris naturels plus ou moins aménagés par l'homme comme grottes, cavités creusées dans le rocher (logements troglodytes)". Avec une telle extension nos technocrates risquent de considérer le problème du logement comme résolu ! C'est sans doute ce qui a amené El Moudjahid à inventer une nouvelle expression pour parler des difficultés de logement de 2000 étudiants à Constantine qui "seraient en proie aux affres de la non-domiliation".

Qui sont les réactionnaires bourgeois ?

Un conflit a éclaté à la COFEL de TLEMCEN à propos de l'augmentation des salaires. Pour appuyer leurs revendications les ouvriers observent de nombreux arrêts de travail. Ceci provoque l'intervention des membres de l'UGTA qui pour intimider les travailleurs n'ont rien trouvé de mieux que de les traiter de "fainéants" et de... "réactionnaires bourgeois" ! Décidément pour les agents du pouvoir l'ennemi principal est la classe ouvrière !





Rumeurs ...

Selon des rumeurs persistantes Boumedienne aurait été victime d'un attentat le jour de l'inauguration de la Foire d'Alger. Sa voiture aurait été mitraillée, son garde du corps tué et son chef du protocole Allahoum touché au bras. Quant à Boumedienne il s'en serait tiré avec une blessure à la main. S'il est difficile de vérifier l'exactitude de tels faits, on peut toutefois affirmer que de tels bruits repris et souvent amplifiés traduisent une volonté de changement. Il faut remarquer d'autre part que c'est la nature même du régime qui donne naissance à de tels espoirs. En l'absence d'une expression politique de la contestation, les solutions putschistes apparaissent comme les seules possibles pour certaines fractions de l'opinion. Les institutions qui sont actuellement imposées aux algériens, par le pouvoir illimité qu'elles semblent accorder au "président de la république" rendent encore plus possibles de telles voies, qui sans analyse plus approfondie présentent la suppression d'un individu comme une perspective de changement. Pour notre part nous rejetons catégoriquement ces points de vue. Nous pensons que la cause de la situation actuelle ne tient pas seulement à l'existence d'un "bouillon rouillé" qu'il suffirait d'enlever pour que tout s'éclaircisse. La cause de la situation, c'est la nature capitaliste et pro-impérialiste de l'Etat algérien. La cause c'est les rapports totalitaires entretenus avec les masses populaires : démagogie et mépris du peuple, terrorisme politique, monopole politique, caporalisation des masses, absence des libertés et des droits fondamentaux.

Cette cause-là, aucune révolution de palais ne peut en venir à bout. Seule l'action des masses, leur mobilisation peuvent amener un changement réel. Cela implique un travail d'explication et de développement de la prise de conscience des larges masses ; cela implique de lutter pour imposer le cadre démocratique dans lequel ce travail pourra être mené.

EMIGRATION

le pouvoir à la recherche de nouveaux débouchés.



A l'occasion de la journée de l'émigration, la presse du pouvoir a versé quelques larmes (de crocodile) sur le sort des émigrés mais en a surtout profité pour rappeler la stratégie du pouvoir en matière d'émigration et comment celui-ci entendait rationaliser le commerce de la marchandise humaine.

Ainsi, sous le titre "Un capital humain à consolider", "Révolution Africaine" (13/10/76) ne mâche pas ses mots :

"Les travailleurs émigrés - notamment ceux ayant une qualification

professionnelle - sont désormais appelés à participer à la croissance économique de leur pays... C'est de ce postulat que tient compte l'accord Algérie-RDA, lequel est un modèle typique du nouvel esprit devant marquer le mouvement de notre main-d'œuvre vers l'extérieur. En matière de stratégie commerciale, afin de se prémunir contre les dépendances contraignantes, on utilise l'arme défensive de la diversification : le travailleur est-il une marchandise qu'il faut diversifier ? Il semble que oui. En fait la méthode est excellente, tant que notre pays bien entendu

ne pourra résorber totalement le sous-emploi. Ainsi la réinsertion sera dans une première phase promotionnelle, donc organisée sous la forme d'actions ponctuelles".

On ne peut être plus clair sur les intentions. Pour la bourgeoisie il n'est pas question de renoncer au profit qu'elle tire de ce marché, mais plutôt de s'ouvrir de nouveaux débouchés. Les agents de l'Amicale (qui dépend du FLN) devraient lire "l'organe central" de leur parti, avant d'aller raconter des histoires aux émigrés sur la réinsertion !

LES EMIGRES EN R.D.A.

La situation des travailleurs algériens émigrés en RDA ; est des plus critiques comme en témoignent des informations sur le mécontentement qui s'est exprimé notamment par des refus de voter lors du scrutin organisé pour la charte. Autre témoignage, ces extraits d'une lettre envoyée par un groupe de travailleurs algériens en République Démocratique Allemande "au Président du Conseil de la révolution et du gouvernement".

"1) Les jeunes algériens fournis-

sant le même travail qu'un allemand ne reçoivent pas le même salaire, explication des allemands : les algériens n'ont pas de métier.

2) Les algériens sont répartis dans les secteurs économiques les plus durs et les plus difficiles, où ils n'apprennent pas de métier : mines de houille, port, etc...

3) Il n'y a aucun effort du côté des allemands pour aider ces jeunes à s'adapter à leur nouvel entourage et à leur nouvelle situation. Dans leur travail comme dans leur vie person-

nelle ils ne trouvent ni appui, ni compréhension dans ce pays combien froid et fermé à tout étranger. La seule issue est malheureusement l'alcool et ses conséquences.

4) Ils sont jugés, condamnés et expulsés comme criminels.

5) Ils n'habitent pas comme les jeunes hongrois ou polonais travaillant en RDA. Nos jeunes habitent dans des baraquements comme leurs frères en France, etc..."

Le texte de l'accord conclu entre le gouvernement algérien et la RDA en matière d'exportation de main-d'œuvre insiste pourtant démagogiquement sur l'acquisition par les travailleurs algériens en RDA "d'une expérience professionnelle", d'une formation et d'un perfectionnement dans leur travail ; et sur leur hébergement dans "des foyers ouvriers, dont l'équipement correspond à celui des foyers abritant les travailleurs de la République Démocratique Allemande".

Ainsi l'égalité entre les deux partenaires n'est vraie que sur le papier, dans la réalité il s'agit ni plus ni moins que d'un pillage de la main-d'œuvre de notre pays, au profit d'une puissance satellite du social-impérialisme russe.

La maladie chronique du révisionnisme : l'opportunisme

Dans un tract daté du 25 mars 1976, le prétendu "Parti de l'Avant-garde Socialiste" nous accuse de faire le jeu de la réaction nationale et internationale par "aveuglement sectaire et coupure des réalités". Depuis beaucoup de choses se sont passées et le "PAGS" fait grise mine. C'est qu'en effet sa politique de dé-mobilisation des masses, ses prises de position contre les tendances "aventuristes" et "ouvriéristes", son refus acharné de toute évolution démocratique ont conforté les éléments de

l'extrême droite du régime et leur ont donné l'occasion de se regrouper et de s'exprimer faisant évoluer en leur faveur le rapport de force au sein de l'alliance des classes bourgeoises qui détient le pouvoir. Et si le "PAGS" se sent menacé par ses alliés d'hier, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même et à sa politique opportuniste. Quant à l'étiquette de "gauchiste" qu'il nous attribue, venant de la part de ceux que Boumedienne appelle ses "chiens de chasse", nous la prenons comme un compliment !

"Nous allons nous enquerir à la réception de l'absence d'eau chaude. Un autre client nous a précédé ; il a osé se plaindre le maladroite ! Il se fait rabrouer : "estimez-vous heureux d'avoir de l'eau !" On pourrait, en effet, ne pas en avoir du tout, comme cela se produit assez souvent dans les établissements de la SONA-TOUR (...). Nous gagnons finalement le restaurant libre service pour le petit déjeuner. Les plateaux sentent l'aigre, les couverts sont sales, le pain est caoutchouteux ; le café froid restant sur les tables est remis dans le percolateur pour les clients suivants : indigeste et peu plaisant (...). C'est que le cuisinier, tout comme le reste du personnel n'est pas là pour vous faire plaisir : chacun semble s'acquitter d'une épouvantable corvée et les clients ont le sentiment d'être de trop (...). Les boules ont été perdues, les voiliers prennent l'eau, le hors bord est hors jeu et les pédalos sagement alignés à la "base nautique" attendent que quelqu'un veuille bien les remettre en état... "Ainsi s'ex-

prime Paul Balta dans "le Monde du Tourisme" où il rapporte ses mésaventures au "Centre touristique des Andalouses" près d'Oran. Le style est nouveau chez ce journaliste d'habitude si élogieux à l'égard des "réalisations" du pouvoir d'Alger. C'est que parler des projets en reproduisant la propagande gouvernementale ne peut remplacer l'expérience directe. Un séjour de trois semaines l'a ramené à une plus juste appréciation des réalités au point que ce pourfendeur de la "bourgeoisie libérale" en vient à faire l'éloge du privé où l'on peut trouver selon lui "un cadre agréable et un service normalement courtois". Et si notre bonhomme a "pris le parti de rire" de ses mésaventures, il comprendra que les milliers d'algériens - laissés pour compte de la politique du pouvoir - qui souffrent quotidiennement des pénuries d'eau, de produits alimentaires et de logements ne peuvent pas en faire autant. Peut être alors prendra-t-il pour cible de sa mauvaise humeur les véritables responsables et sera-t-il plus indulgent à l'égard des travailleurs qui n'ont vraiment aucune raison de "vous faire plaisir" et dont la résistance ne peut inspirer que le respect.

Mais un autre sujet de mécontentement allait être offert à notre journaliste par la loi des finances de 1977 qui annonce des hausses allant jusqu'à 400% sur les vins et alcools. Balta s'est fait alors un devoir de rapporter les doléances de ceux algériens ou européens habitués à ces boissons : "Ce n'était pas très drôle. La vie culturelle est pratiquement inexistante, les distractions sont réduites au minimum. Restent les joies de la nature...". Commentaires que le supplément d'EL-MOUDJAHID du 12-1-77 qualifie d'"imaginaire" et de "prouesses rédactionnelles" et dont le rédacteur (qui semble savoir de quoi il parle) note : "il est des esprits auxquels le whisky joue parfois de bien vilains tours et ceux des journalistes ne sont assurément pas les moins exposés". Et de faire la leçon au "correspondant d'un journal étranger" qui fait "preuve d'un mépris déconcertant pour le pays qui l'accueille, comme d'une méconnaissance souveraine de ce peuple". Voilà qui caractérise si bien le bonhomme qu'on se demande pourquoi "EL-MOUDJAHID" ne s'en était pas aperçu auparavant. A moins que la vraie raison de ce courroux soudain ne soit la publication de l'information sur l'aide alimentaire d'urgence accordée par la F.A.O. à l'Algérie (Le Monde du 11-1-77).

Et si le journaliste d'EL-MOUDJAHID menace ceux qui sont "en quête du soleil de l'ivresse" de les céder à d'autres horizons "qu'il commence par Balta !

"Premier en date à se définir, le fascisme italien constitue un modèle de base auquel l'analyse historique ne peut manquer de se référer. Créés à Milan le 23 mars 1919, les *Fasci italiani di combattimento* (Faisceaux italiens de combat) réunissent, sous l'égide de Benito Mussolini, des petits groupes d'anciens combattants et d'anciens militants du syndicalisme révolutionnaire. La prise du pouvoir par les fascistes, le 30 octobre 1922, conduit cependant à l'élaboration progressive d'une idéologie et d'un système politique d'un caractère entièrement original.

Au centre du système fasciste se trouve l'affirmation de la toute-puissance de l'Etat : "Tout dans l'Etat, rien contre l'Etat, rien en dehors de l'Etat", proclame Mussolini. Sur le plan des institutions, la doctrine de la toute-puissance de l'Etat conduit à la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'un seul homme, le Duce (le chef, le guide)", "qui est également chef du gouvernement."

Le régime fasciste s'occupe "de l'encadrement de la jeunesse dans les organisations uniques de style militaire, soit de garçons, soit de jeunes filles..."

"Je prends, dit Mussolini, l'homme au berceau et je ne le rends au pape qu'après sa mort". La jeunesse, élevée dans le culte du chef et dans celui de la grandeur de la nation.

On reconnaît, ici, une des caractéristiques de tous les Etats fascistes : le culte d'un passé de grandeur, meilleur paravent contre le progrès.

Le régime fasciste, "s'appuie sur le parti unique, chargé de la propagande, de la défense du régime auquel il fournit des miliciens".

Les mouvements fascistes sont enfin et surtout "monopolistiques", dans la mesure où ils entendent, à plus ou moins longue échéance, se réserver le monopole de l'activité politique. Tout parti fasciste est animé de la volonté de conquérir l'Etat et de le façonner à son image ; par conséquent, de faire en sorte que son idéologie devienne l'idéologie de l'Etat et par là même celle de la collectivité toute entière. Totalitarisme et fascisme paraissent à ce titre difficilement dissociables."

On y constate aussi "le contrôle de la presse par le parti et de nombreuses manifestations de style théâtral". Grands mouvements de foules, discours enflammés et démagogiques, culte de la force, du courage, nationalisme exacerbé, croyance à l'invincibilité de l'armée... Sur le plan spirituel, le fascisme s'appuie sur l'Eglise...

Sur le plan social : "sa propagande promet de mettre fin aux maux dont souffrent les diverses catégories de mécontents



Voici quelques citations extraites d'ouvrages très généraux (*) que nous proposons à la réflexion des algériens inquiets de la tournure encore plus totalitaire que prend le pouvoir de Boumedienne.

à l'aide de promesses vagues, imprécises, parfois contradictoires, mais qui, toutes, écartent la perspective d'un bouleversement social". En effet "il entend dépasser la lutte des classes en créant les cadres d'un régime corporatif où salariés et employeurs doivent se trouver réunis à l'intérieur d'une même organisation professionnelle".

"Les doctrines fascistes se définissent par le rejet des principes du libéralisme traditionnel, par la condamnation des institutions et des usages de la démocratie parlementaire (...). Refusant avec la même violence les principes du socialisme d'inspiration marxiste, le système de pensée fasciste s'organise positivement autour de l'affirmation de certains thèmes ; exaltation et souvent sacralisation de la valeur nationale considérée comme la valeur suprême dans l'ordre politique (il s'agit à la fois de renforcer à l'intérieur l'unité et la cohésion de la nation et de développer à l'extérieur sa grandeur et sa puissance) ; volonté d'instaurer un Etat fort, faisant prévaloir son autorité sur les droits et sur les libertés des personnes ; affirmation de la nécessité d'un nouvel ordre social intégrant plus étroitement l'individu à la collectivité et mettant notamment fin aux "aliénations" de la condition prolétarienne (c'est dans ce sens que les divers mouvements fascistes se prétendent socialistes et proclament leur volonté d'associer l'affirmation de ce socialisme à celle de leur nationalisme) ; culte du chef, de l'homme providentiel, du sauveur, incarnation de la collectivité toute entière et ayant pour mission de guider son destin (c'est ce qu'il est convenu de désigner du terme allemand de Führerprinzip).

Ce rejet de l'existence des classes et de la lutte des classes ressort parfaitement dans la Charte du travail de 1927 en Italie. Dans son préambule, elle affirme : "La conception fondamentale de la doctrine fasciste est celle de l'Etat-peuple. Elle substitue à la notion de l'Etat, simple expression du pouvoir politique, celle de communauté nationale".

"L'organisation de la production constitue un intérêt supérieur de l'Etat auquel tous les intérêts individuels doivent se subordonner. Par ailleurs, l'Etat incarnant la nation, la production constitue aussi un intérêt national."

Aussi donc, on arrive à l'interdiction de la grève, considérée "comme un crime contre l'économie nationale" et à la destruction des syndicats ouvriers qui sont remplacés par des syndicats fascistes, directement contrôlés par le parti et dont les "chefs offraient des garanties de loyalisme". Le syndicat fasciste évolue vers le corporatisme, c'est à dire que sa base est professionnelle ; tous les membres d'un

métier, quelles que soient leurs spécialisations s'y retrouvent. En ce sens, il s'oppose au syndicalisme. Des fédérations professionnelles sont formées et des cotisations sont imposées à tous les travailleurs.

"Au total, le fascisme est essentiellement un mouvement réactionnaire et anti-ouvrier, fondé sur le mythe de la destruction de la lutte des classes, ses premiers actes par lesquels il désarme les ouvriers et les place dans un état d'infériorité irrémédiable en face du patronat, étant la destruction des partis et des syndicats..."

Qu'en est-il de la politique économique de l'Etat fasciste ? "Au service des banquiers, industriels, grands propriétaires et bénéficiant de l'appui moral de la petite-bourgeoisie qui lui fournit des cadres", le fascisme mène une politique de prestige. "Mais les grandes réalisations de l'Etat n'apportent aucun profit aux travailleurs et, après l'inflation provoquée par la multiplication des fonctionnaires, c'est la crise

générale, la baisse des salaires, le chômage partiel ou total de la moitié des hommes..."

"Mise en valeur complète, mais peu rentable, des ressources du sous-sol... essor de la production de succédanés mais au profit des grandes entreprises par le système d'attribution de crédits aux seules entreprises solvables".

Cette politique provoque la faillite de nombreux artisans. En fait, "l'Etat fasciste a rendu au capitalisme le service de le débarrasser des critiques et de le dérober aux regards en le masquant sous la figure de l'intérêt national". "En fait, le grand capitalisme domine l'Etat, de protégé, il est devenu le protecteur".

Ainsi donc, on voit bien que le régime fasciste est un moyen de domestication des organisations ouvrières qui permet au capitalisme de se développer en toute quiétude. L'Etat qui, soit-disant représente le peuple, n'est en fait, qu'un instrument aux mains d'une oligarchie de capitalistes.

(*) D'après le Grand Larousse Encyclopédique, l'Histoire Générale des Civilisations tome 7, l'Histoire du Mouvement Ouvrier de Dolléans tome 3 et l'Encyclopédia Universalis article "Fascisme".



«Alger le 2 juin 1976

Mon cher ami

Voilà bientôt un mois que je suis à Alger et je me pose toujours la question : où coucher ce soir ?

J'avais pourtant téléphoné au Consulat pour demander quelles étaient les possibilités offertes à un émigré rentrant au pays en matière de logement. La réponse avait été «Allez voir sur place» et j'étais rentré confiant.

Les premières nuits je me débrouillai tant bien que mal en logeant chez des amis ou des parents résidant à Alger.

Au bout de 3 jours je me suis mis à la recherche d'un hôtel louant des chambres au mois, en attendant de trouver un logement pour faire venir ma femme et mes enfants.

Dans tous ceux où je me suis adressé, la même réponse : «vous savez les gens prennent les chambres au vol dès qu'elles sont libres et ils n'en partent que s'ils sont mutés dans une autre ville à titre définitif». Je commençai à découvrir la crise du logement.

Force me fut de prendre une chambre à la journée. Mais le patron m'a averti «dans quinze ou vingt jours vous devrez partir afin que nous puissions remettre votre fiche de police. mais vous pourrez revenir une semaine après... nous sommes obligés... un arrêté préfectoral...» Pourtant, dans l'hôtel, des familles ont l'air installées pour toujours, lavant leur linge, faisant la cuisine. Sont-elles obligées elles aussi de partir toutes les trois semaines ? Nous payons 25 DA par nuit...»



«Alger le 29 juin 1976

Mon cher ami,

... Je viens d'emménager dans un nouvel hôtel depuis une semaine et je me suis mis en quête d'un studio ou d'un appartement à louer. Je me suis adressé aux H.L.M.. Le fonctionnaire à qui j'ai exposé le but de ma démarche a cru que je me payais sa tête ! Puis me prenant sans doute en pitié :

«Il faut adresser une demande au service du logement de la wilaya, mais je préfère vous prévenir, si vous n'avez pas de connaissances, et pas n'importe lesquelles, inutile de vous faire des illusions et inutile de chercher plus loin !»

J'ai quand même été au service en question pour expliquer que pour moi ce logement était important, qu'il signifiait mon retour définitif dans mon pays, que j'en avais ras-le-bol de l'émigration. Mais devant la foule de plantons, et d'agents insensibles à ma situation j'ai vite renoncé...»



«Alger le 31 juillet 1976

Mon cher ami,

... J'en arrive à la conclusion qu'il est impossible de trouver

un logement à Alger et même dans les environs, car j'ai essayé aussi d'aller dans les mairies des communes proches d'Alger. Mais partout la même réponse du genre : «J'avais quatre logements à attribuer... mais avant même qu'on n'ait pu donner un avis, ils étaient retenus par le ministère de la défense».

Je me console tout de même lorsque j'entends les gens autour de moi se plaindre du même problème :

«J'habite Alger depuis 1966 et je n'ai pas encore trouvé un véritable logement».

«Un logement à Alger ? Je cherche depuis 2 ans avec l'intention de me marier, impossible !».

Mais il me reste encore un espoir : la CNEP remet des formulaires pour obtenir un contrat de location vente et j'ai entendu dire qu'une priorité était accordée aux émigrés...»



«Alger le 15 septembre

Mon cher ami,

... Encore des démarches vaines ! à la CNEP les conditions requises m'excluent d'office : avoir un carnet depuis 3 ans au moins et un minimum de 350 DA d'intérêts et encore cela ne donne droit qu'à être inscrit sur une liste d'attente. Sur le formulaire qu'on m'a remis, l'employé pourtant a rajouté à la main : «priorité aux émigrés à condition qu'ils versent 80 pour cent du montant de l'appartement en devises !»

J'ai alors couru les petites annonces dans le journal. Les appartements vides y sont proposés : une offre et un numéro de téléphone. J'ai donc appelé : «agissez vous pour le compte d'une société nationale ou d'un organisme d'Etat ?

- Je suis un particulier en quête d'un appartement à n'importe quel prix.

- J'ai un deux pièces, cuisine, salle de bain à 2500 DA par mois et un appartement grand standing dans un quartier résidentiel à 6500 DA par mois».

J'ai raccroché désespéré. Il ne me reste plus qu'à retourner en France.»



«Marseille le...

Mon cher ami,

«J'arrive aujourd'hui même d'Alger, je vais rester ici 2 à 3 jours pour voir des copains puis je remonterai sur Paris. Il faudra de nouveau chercher du travail et ça ne sera pas facile, mais tu me croiras si tu veux j'ai l'impression de rentrer chez moi et cela me rend malheureux...»



Le socialisme de Boumedienne

Pendant que Boumedienne affirme: "Nous ne devons rien à personne", ses hommes d'affaires parcourent le monde à la recherche de nouveaux prêts endettant de plus en plus notre pays, sans aucun profit pour le peuple algérien. (Selon la revue économique l'EXPANSION du mois de février 1977, l'endettement auprès du seul organisme français COFACE "est de l'ordre de 20 milliards de francs").

بشرط الاذن من بنك
Le présent avis est publié uniquement à titre d'information

القرض الشعبي الجزائري
CRÉDIT POPULAIRE D'ALGÉRIE

مبلغ القرض خمس سنوات
D.M. 25 Millions — CRÉDIT D'UNE DURÉE DE CINQ ANS

بنك قرض وشركة
Organisé par

للمصرف العربي عبر القارات
BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

للمصرف العربي للاستثمار والتجارة الخارجية
Arab Bank for Investment and Foreign Trade

للمصرف العربي الإسباني
Banco Árabe Español S.A.

للمصرف العربي الأمريكي وبنك
UBAF Arab American Bank

بنك وريث ليميتد
UBAF Bank Limited

يشترك في التمويل
Accordé par

للمصرف العربي للاستثمار والتجارة الخارجية
Arab Bank for Investment and Foreign Trade

للمصرف التجاري لأوروبا الشمالية (يوروبانك)
Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (EUROBANK)

للمصرف كورسفال دي فرانس
Crédit Commercial de France

للمصرف العربي الليبي الخارجي
Libyan Arab Foreign Bank

للمصرف العربي الأمريكي وبنك
UBAF Arab American Bank

الاتحاد العربي للمؤسسات المصرفية
Union Méditerranéenne de Banques

للمصرف السعودي
Al Saudi Banque

للمصرف العربي الإسباني
Banco Árabe Español S.A.

للمصرف العربي عبر القارات
Banque Intercontinentale Arabe

فراب بنك الدولي
Frab Bank International

سوسيتي سنترال دي بنك
Société Centrale de Banque

بنك وريث ليميتد
UBAF Bank Limited

المصرف العربي عبر القارات
BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

يناير 1977
Janvier 1977

— LE MONDE — 8 février 1977 —



GHOZALI, P.D.G. DE LA SONATRACH :

«NOTRE DEMARCHE EST CELLE DE TOUS LES HOMMES D'AFFAIRES»

Le 6 mai 1976 la SONATRACH a contracté auprès d'un consortium de banques internationales (dont le chef de file est la "Bank Of América") un prêt de 430 millions de dollars (soit environ 2 milliards de DA). Les extraits qui suivent d'une interview accordée par Ghazali à la revue AFRIQUE-INDUSTRIE dévoilent la duplicité des responsables algériens, qui derrière un anti-impérialisme de façade cachent d'excellentes relations avec les firmes impérialistes.

Pour financer ces plans nous avons nos ressources propres qui proviennent de nos exportations, principalement de nos exportations pétrolières, mais compte tenu de notre capacité de réalisation et du volume important de nos investissements, nous sommes conduits à trouver un appoint sur le marché financier extérieur, le contrat que nous avons signé aujourd'hui fait partie d'une série d'opérations que nous avons engagées depuis un certain nombre d'années et que nous poursuivons régulièrement en vue précisément de trouver cet appoint pour le complément du financement de notre développement et de nos projets industriels notamment. Nous avons réalisé aujourd'hui une opération qui se distingue par son importance puisque c'est un record sur le plan du volume. En fait nous avons déjà lancé dans le passé des opérations qui, sans atteindre un montant de 430 millions de dollars, atteignaient un volume très important. A ce propos, j'ai signé la semaine dernière avec l'Eximbank japonaise un contrat d'un montant de 330 millions de dollars. L'an dernier, nous avons souvent

lancé des opérations qui se situaient entre 200 et 300 millions de dollars. En 1973, pour un seul projet, nous avons réalisé avec les Etats-Unis d'Amérique une opération de 400 millions de dollars.

Le contrat que nous avons conclu aujourd'hui à Londres concerne la fourniture du complément du financement de plusieurs projets déjà en cours d'exécution et qui sont tous liés soit à la production de pétrole et de gaz, soit à leur transformation, sous forme de produits raffinés, en carburant auto ou en gaz naturel liquéfié.

En tant que Président de la Sonatrach, c'est à dire d'une entreprise industrielle qui est intimement insérée dans le réseau des échanges commerciaux internationaux, je suis amené à chercher dans le monde occidental des partenaires industriels et financiers. Notre démarche qui est celle de tous les industriels et de tous les hommes d'affaires, est d'essayer de trouver les partenaires les plus valables.

Actuellement, si j'approche la France, je constate que les conditions, notamment financières qui sont faites par la réglementation

française aux exportations vers l'Algérie ne sont pas des conditions qui m'incitent à aller trouver des partenaires en France. C'est une constatation objective. Je ne sais pas s'il faut parler de désenchantement, mais il est évident que les conditions financières qui sont faites par les entreprises françaises, c'est à dire permises par le gouvernement français, sont telles que ma conclusion en tant qu'industriel, est d'aller chercher des partenaires industriels ailleurs qu'en France.

Les revenus en devises qui sont assurés à l'Algérie au titre des exportations d'hydrocarbures et de gaz

et en ne tenant compte que des seuls gisements découverts à ce jour, approchaient 4 milliards de dollars en 1975, ils atteindront 5 milliards de dollars en 1976 et nous pensons qu'ils se monteront à 10 milliards de dollars en 1980.

Les perspectives sont favorables, nous avons une période tendue à vivre d'ici 1980, parce que nos ventes seront en valeur, inférieures à nos achats. Nous aurons donc un certain déséquilibre et c'est justement pour combler ce déséquilibre qu'il nous faut trouver un appoint en capitaux sur le marché étranger.

(*) Garanti par la Banque Algérienne de développement, ce prêt a été consenti par les banques suivantes : Bank of American N.T. et S.A. Bankers Trust International. Bankers Trust Compagny. Banque Nationale de Paris. Chase Manhattan Ltd. Tche Chse Manhattan Bank N.A. Chemical Bank. Citicorp International Ltd. Manufacturers Hanover Ltd. Manufacturers Hanover Trust Compagny. Sécurité Pacific National Bank. Wells Frago Bank N.A. Arab Bank Ltd. Banque Intercontinentale Arabe. Union de Banques Arabes et Françaises (U.F.A.F.). Union Méditerranéenne de Banques. Société Générale. Llyods Bank International Ltd. Bank of Scotland. Banque de Paris et des Pays Bas. Canadian Impérial Bank of Commerce. Compagny Luxembourgeoise de Banque S.A.. Européan - American Bank and Trust Compagny. First National Bank in Dallas. Frab - Bank In-

ternational. Irving Trust Compagny Llyods Bank California. Banque Européenne de Tokyo S.A.. European Arab Bank (Bruxelles) S.A.. American Security and Trust CO. N.A. Banco Real S.A.. Bank Saderat Iran Banque Canadienne Nationale. Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank). The industrial Bank of Kuwait S.A.K.. La Salle National Bank. Libyan Arab Foreign Bank. London Multinationl Bank limited. Midland Bank Ltd. The National Commercial Bank. Nederlandse Credietbank. N.V.. Provident National Bank. Provincial Bank of Canada. Shawmut Bank of Boston N.A.. Arab International Bank. The Arab Investment Compagny S.A.A. (Riyadh). Banco Atlantico S.A.. Crédit Industriel et Commercial. Crédit Suisse. Jonhson Matthey Bankers Ltd. Lazard Brothers et Co Ltd. Morgan Grenfell et Co Ltd. Trust Corporation (Cayman) Ltd.

Les éditions Stock ont récemment publié dans la collection "Les grands leaders" un livre intitulé "Un Algérien nommé Boumedienne". Les auteurs sont présentés comme des spécialistes des questions algériennes. Il s'agit pourtant d'un certain Séréné dont nous n'avons pas entendu parler jusqu'à présent. Quant à Ania Francos, familière des actuels dirigeants, nous ne pouvons la caractériser davantage par respect pour nos lecteurs et par égard pour la tenue de notre journal. Bien que peu habitués à la prose des laudateurs du régime, nous nous sommes efforcés de lire le livre jusqu'au bout pour en dégager les remarques qui suivent.

Au moment où l'aspiration à la démocratie et au changement s'exprime ouvertement en Algérie et où les mœurs politiques qui ont cours dans notre pays depuis l'indépendance sont remises en cause, Boumedienne a cru bon de se fabriquer un passé de «chef historique» faisant appel pour la circonstance à la complaisance de deux «journalistes» français. De quoi s'agit-il ? A travers 400 pages de contre-vérités, d'affabulations et de calomnies grossières à l'égard de tous les contestataires, les auteurs proposent aux Algériens (qu'on prend sans doute pour les grenouilles de la fable) un chef providentiel dont ils n'hésitent pas à dire que «tout un peuple s'est reconnu en lui». Voilà qui donne le ton. Pour le passé ils en sont réduits à créer de toutes pièces une légende. Comme de leur propre aveu ce n'est pas «un militant qui se fait remarquer» (p.35) et que «rares sont les journalistes à avoir rencontré le colonel Boumedienne avant le cessez-le-feu» (p.87), les auteurs se sont cru libérés de tout souci de vraisemblance pour nous livrer un mauvais roman d'aventures.

Boukharouba y devient le chef d'un commando prenant d'assaut un yacht en rade d'Alexandrie pour porter en Algérie les armes «attendues avec impatience par les maquisards de l'Oranie» (p.55), bousculant les «historiques» en proie à «une sourde rivalité, faite de mesquineries» (p.46), (p.42 «Pour qui vous prenez vous ? Vous n'êtes que des politiciens. Nous resterons là, car nous sommes la génération de la révolution»); s'attribuant les premiers rôles (p.94 «Boudiaf avec lequel Boumedienne a collaboré en Oranie au début de la révolution»; p.58. «Le trio Boudiaf, Ben M'hidi, Boussouf, secondé activement par Houari Boumedienne»); s'imposant partout et à tous, («l'ascendant moral qu'il a tout de suite acquis sur les autres maquisards». p.60).

La vérité est pourtant plus simple. Au moment du déclenchement de la guerre de libération nationale, Boumedienne Boukharouba était au Caire, vivant chichement de maigres ressources allouées par le consul de France. (L'Etat colonial assurait la gestion des biens habous algériens dont les revenus servaient en partie à entretenir les fonctionnaires du culte, et à financer les médersas «officielles»). Au mois de décembre 1954, un envoi d'armes destinées au F.L.N. et à l'armée de libération marocaine est organisé avec le concours du Bureau du Maghreb Arabe. Un bateau (la Dynah) est loué pour cette opération. La délégation extérieure du FLN profite de l'occasion pour expédier cinq jeunes algériens (dont Boumedienne). Le bateau s'é-

choue au large de la côte marocaine, dans la zone contrôlée alors par les espagnols. Fin février 1955 les armes sont à peine débarquées, que la police espagnole se saisit des occupants du navire qu'elle gardera dans un camp PLUSIEURS MOIS avant de les remettre à l'organisation du FLN au Maroc. Boumedienne se retrouve à Oujda où il travaillera sous les ordres de Boussouf. (Les quatre autres trouveront la mort au maquis).

Pour tout patriote sincère, un tel itinéraire n'a rien d'infamant, mais pour Boumedienne, il s'agit avant tout de légitimer son pouvoir actuel, en se donnant une dimension historique même au prix d'une falsification grossière.

Quant à la vie de «guérillero» de Boumedienne, la relation qui en est faite est pour le moins contradictoire. Les affirmations telles que : «la zone contrôlée par Ben M'hidi, Boussouf et Boumedienne va s'étendre de la frontière marocaine jusqu'aux monts de l'Ouarsenis» (p.61), «contrairement à la plupart des maquisards de la région ce n'est pas un analphabète» (p.59), laissent croire qu'il était à l'intérieur du pays et pouvait se permettre donc de critiquer le GPRA vivant à «l'extérieur» (p.79). Mais cette impression est aussitôt démentie par les faits ; «il a l'idée intéressante de recruter, pour les services de renseignements du FLN, parmi les jeunes lycéens algériens mobilisés par l'organisation AU MAROC» (p.60), ou alors «seul chef de willaya à disposer d'un QG à l'extérieur» (p.69). Après cela Boumedienne peut toujours se rappeler «d'avoir été un guérillero» dans son PC souterrain de Ghardimaou où il préparait sa prise du pouvoir.

Les auteurs ont tablé sur le fait que la centralisation des archives de la guerre de libération (opérée sous la direction du chef de la police lors du vingtième anniversaire du 1^{er} novembre) aura fait disparaître beaucoup de preuves. Mais prévoyant les critiques que leurs mensonges pouvaient leur attirer de la part de témoins encore vivants, ils se sont fait un devoir de les discréditer avec une mauvaise foi et une hargne telles que même le journal «Le Monde» dans sa critique du livre intitulée pourtant «portrait d'un révolutionnaire» ne peut s'empêcher de noter : «Ania Francos et J.P. Séréné semblent quant à eux subjugués, et ils n'évitent pas le piège du manichéisme - tous les opposants au régime, qu'ils appartiennent au passé comme Krim Belkacem, ou au présent comme M.M. Boudiaf, Aït Ahmed et Kaïd Ahmed, font l'objet de condamnations lapidaires (...) les auteurs n'ont pas reculé non plus devant quelques simplifications hâtives, ils attribuent ainsi, sans plus d'ex-

plications, l'assassinat d'Abane Ramdane à Krim Belkacem, ce qui est pour le moins rapide» (Daniel Junqua, le Monde du 10 septembre 1976).

Considérant sans doute les Algériens comme des êtres mineurs, Ania Francos et Séréné s'arrogent le droit de délivrer des brevets de bonne conduite aux uns (ceux qui sont au pouvoir) et de jeter l'anathème sur les autres. Mercenaires médiocres ils se font les instruments des règlements de compte du pouvoir d'Alger.

Car c'est bien de règlements de comptes qu'il s'agit. Et d'abord à l'égard de Mohamed Boudiaf contre lequel les auteurs à court d'arguments (il est difficile de mettre en doute ses convictions socialistes et son attachement à une notion de militantisme qui n'a rien à voir avec les mœurs du pouvoir d'Alger) ont recours à la calomnie. Faisant allusion à la prise de position courageuse de notre camarade (contre la guerre entre les peuples, contre les expulsions honteuses, contre un pouvoir qui conduit le pays à l'aventure) ils n'hésitent pas à entrer dans le chœur des valets du régime en accusant Boudiaf de «soutenir la monarchie marocaine en 1976 contre son pays» (p.95). Boudiaf devient aussi (p.111) le signataire (avec Krim) des accords avec l'OAS. Ce qui n'empêche pas les auteurs de se recouper maladroitement en affirmant par ailleurs (p.106) que ces négociations ont été entreprises par Mostefai et que «Krim Belkacem sera le seul à oser lui donner le feu vert». Quant à prétendre que Boudiaf avait reçu de Khider 1,5 milliard, l'énormité de cette invention en dit long sur le manque de scrupules de ses auteurs. De plus c'est faire preuve de crétinisme que de laisser entendre que l'argent dont Khider était dépositaire est un argent «bourgeois», maudit; c'est oublier que cet argent ne doit rien à la bourgeoisie mais qu'il est le résultat des sacrifices du peuple algérien et en particulier des cotisations des ouvriers émigrés en France. L'honnêteté impose lorsqu'on parle de ces milliards de dire que Boumedienne a tout fait pour le récupérer et que Khider a été l'allié de Boumedienne au sein du fameux groupe de Tlemcen, avant de disparaître victime d'un sordide règlement de comptes.

Parmi les autres opposants, les auteurs s'acharnent sur le cadavre de Krim qui est chargé de tous les méfaits. Quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir sur les positions politiques de Krim, on ne peut faire oublier qu'au moment où il était au maquis (1947) beaucoup des actuels dirigeants étaient de l'autre côté de la barrière. Il est d'autre part curieux qu'on lui reproche (p.106) d'avoir regretté le départ des français d'Algérie (et donc d'être le représentant des intérêts français), alors qu'on consacre deux pages entières (130-131) à des lamentations, sur les conséquences de ce départ, qui cachent mal un profond mépris pour les capacités du peuple algérien. Enfin et surtout, on affirme qu'il «a réussi, DIT-ON, à se débarrasser d'Abane en le faisant assassiner AU MAROC» (p.73). C'est faire bon marché de la vérité et si le «DIT-ON» fait allusion à une confidence de Boumedienne on comprend qu'il cherche à se laver les mains de cette

affaire. Mais cela ne suffit pas à le blanchir car AU MAROC veut dire dans la zone contrôlée par Boussouf et ses hommes dont Boumédienne. Krim n'est donc pas seul en cause !

Les autres opposants n'échappent pas à la règle. Après avoir rapporté l'accusation de collusion avec le roi du Maroc lancée par Ben Bella contre Aït Ahmed les auteurs commentent : «ce qui n'est sans doute pas faux» (p.149). Zbiri est traité de «personnage fruste», «incapable de diriger une armée moderne» (p.148) ; «incapable d'avoir une pensée personnelle» (p.151). Ben Bella dans son oubliette n'aura même pas eu droit à une réserve sur les conditions arbitraires de sa détention. Ne parlons pas de Abbas et Ben Khedda pour lesquels les auteurs se sont fait l'écho de la formidable campagne de presse dirigée contre eux par la clique de Boumédienne.

Sur les options politiques de tous ces hommes, sur leur programme aucune critique sérieuse (il est vrai que l'idée même de débat politique ne cadre pas avec les conceptions autoritaires et fascistes du pouvoir). Tout se résume à des niaiseries dans le genre «caractère exécrationnel» pour Boudiaf, «le vieux Mohamed Khider» ou le «beau Rabah Bitat». Et comble du racisme anti-algérien, Boumédienne semble surtout avoir impressionné les auteurs par son teint clair, son aspect «suédois» (!) et parce qu'il n'a pas un faciès trop arabe.

Mais les auteurs ont été victimes de leur zèle excessif, car malgré les artifices, ce qui se dégage d'une lecture attentive n'est certes pas une image flatteuse pour Boumédienne. Tant qu'il jouait les taciturnes certaines illusions étaient permises quant à sa personnalité, mais 400 pages de confidences le livrent tel qu'il est.

COMPLOTEUR : avec pour principales «qualités» le sens du secret (p.60), l'attentisme (p.80), la capacité d'écouter sans donner «jamais à penser qu'il est prêt à sauter le pas» (p.165), ce qui ne l'empêche pas de préparer soigneusement sa prise du pouvoir (p.164-165).

INTRIGANT : essayant en 1962 de mettre Boudiaf et Ben Bella dans son jeu (p.96-97-109-115) et optant finalement pour ce dernier, car «en 1962 le pouvoir a le visage de Ben Bella» (p.105) : attaquant le GPRA après avoir été l'exécutant de ses basses œuvres (liquidation des colonels en mars 1959 - p.79) ; se débarassant de Ben Bella après l'avoir porté au pouvoir, («toi tu veux être roi, mais n'oublie jamais qui t'a fait roi» - p.104 -) ; lui faisant porter la responsabilité des crimes du régime (assassinat de Chaabani - p.149 -).

APPRENTI DICTATEUR ET CYNIQUE : «On ne m'a pas donné le pouvoir en 1965, je l'ai pris» (p.195) ; partisan d'un régime «musclé» (p.129) sous prétexte que le peuple algérien n'aurait «aucune tradition démocratique» (p.183) («société illettrée» - p.140 -) ; ne cachant pas sa défiance à l'égard des ouvriers («Le monde du travail n'est pas prêt» - p.140 -) et du syndicalisme qu'il assimile à une séquelle de la période coloniale (p.183).

LETTRE AUX AUTEURS

Votre livre «Un Algérien nommé Boumédienne» paru aux Editions Stock ne m'est parvenu que dernièrement et c'est ce qui explique le retard que j'ai pris pour vous faire parvenir cette mise au point. Celle-ci sera très courte parce que je serais trop long si je devais, à chaque fois que mon nom est cité, dénoncer vos provocations, démentir vos mensonges, dévoiler vos affabulations, démonter vos amalgames. En fait, tout votre livre n'est que cela.

Alors que tant de problèmes sérieux, touchant directement les masses algériennes, tels que : le chômage, la santé, l'alimentation quotidienne, la corruption, la démagogie, l'infantilisme politique, méritaient l'attention de l'observateur désintéressé, vous avez choisi, Mme et Mr, de consacrer votre «génie» à l'adulation et à la flagornerie. Si au moins vous vous étiez cantonnés dans ce rôle vous n'auriez soulevé que le mépris ; malheureusement pour vous, emportés par votre zèle, vous prenez parti dans un domaine qui vous est étranger et sans produire la moindre preuve vous vous faites les censeurs de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec votre héros et ses émules.

Personnellement, je suis pris à partie et accusé d'avoir été l'allié de Krim Belkacem (?) avec lequel j'aurais selon vous assisté à la signature des accords avec l'OAS (ce qui est complètement ridicule), d'avoir accepté de Mohamed Khider la bagatelle d'un milliard et demi d'anciens francs (ce qui est pure invention), de me cantonner dans une position négative et de prendre position, dans l'affaire du Sahara Occidental, contre mon «pays» (par pays il faut sans doute comprendre la politique des petits amis qui mènent l'Algérie à la catastrophe). Il y a des limites à tout, sauf à la bassesse des mercenaires pour qui tout se vend au plus offrant.

Ceci dit, soyez certains, Mme et Mr, que votre «œuvre» même dédiée à CH.A. Julien ne sera pas d'un grand secours à vos bailleurs de fond encore moins à la vérité des faits et cela parce que vous ne connaissez, l'un et l'autre, ni l'histoire de l'Algérie, ni la mentalité des Algériens que vous avez tort de prendre, à l'exemple de vos inspireurs, pour des naïfs ou des analphabètes politiques. Effectivement, si l'on doit vous croire, il ne reste dans cette Algérie, si l'on excepte Boumédienne Boukharouba et ses créatures, que des traîtres, des réactionnaires, des voleurs ou à la limite, des hommes dépassés, des vieux comme vous les appelez ironiquement. Ces vieux inoffensifs sont pourtant maintenus en résidence surveillée, leurs moyens d'existence confisqués parce qu'ils ont osé dire ce qu'ils pensent. Faut-il parler de Ben Bella jeté aux «oubliettes», de Krim et de Khider assassinés par le pouvoir «révolutionnaire» ? Ne voilà-t-il pas des faits que vous n'auriez pas dû omettre pour mieux poser le profil de vos figures de proue ?

Vouloir ramener l'histoire de la libération nationale à celle d'une poignée d'intrigants au mépris de la vérité et de l'immense sacrifice de tout un peuple, nier l'action de générations de militants et les luttes de plusieurs décennies, salir par tous les moyens ceux des ex-responsables qui refusent la compromission et s'entêtent à dénoncer la faillite de l'actuel régime algérien, falsifier la vérité, participer à l'intoxication destinée à tromper notre peuple, s'efforcer de faire passer les bourgeois corrompus pour des socialistes intransigeants, purs et durs, c'est cela votre livre qui, tout bien pesé, est une insulte à notre peuple et une provocation à l'égard de l'Algérie militante.

Mohamed BOUDIAF

CORRUPTEUR ET PATERNALISTE : couvrant les frasques de ses collaborateurs, «Mais il a raison, il est jeune, il est célibataire, il ne fait de mal à personne» (p.137), leur reprochant leur embourgeoisement et leur penchant pour la «vie facile» (p.298) ; méprisant à l'égard de ceux qui le soutiennent («j'ai lâché les jeunes sur les campagnes comme des chiens de chasse» - p.245-)

PEREMPTOIRE, DONNEUR DE LEÇONS : la Lybie : «un peuple qui ne travaille pas», la Syrie : «n'importe quel général de division peut prendre le pouvoir», l'Irak, «le socialisme ne peut se limiter à une charte» (!) ; les révolutionnaires d'Aden : «on ne construit pas le socialisme sur du sable en brandissant le petit livre rouge» (p.274). Voilà pour les vérités (involontaires ?), pour le reste, calomnies, mensonges et affabulations se succèdent sans jamais aucune justification. Les auteurs ont cru bon de dédier leur livre à Charles-André Julien, espérant ainsi profiter de la réputation de sérieux de rigueur et

d'honnêteté de l'historien. Mais cela ne trompe personne et un critique a déjà relevé que :

«Tout lecteur rigoureux regrettera qu'aucune source ne soit indiquée. Jamais un doute n'est formulé quant à la véracité des faits ou des propos rapportés ; jamais un recoupement de témoignages n'est opéré. Il est impossible de faire le départ entre ce qui résulte des confidences de Houari Boumédienne, apparemment nombreuses recueillies par les auteurs, et ce qui provient d'ailleurs. Les historiens s'en offusqueront et les politiques se verront obligés de n'utiliser ce livre qu'avec circonspection».

(Jean Marcel Jannoney. Le nouvel économiste du 22 juin 1976).

Quant à nous nous pensons qu'un tel livre est révélateur du degré de pourrissement du pouvoir qui en est réduit, faute de mieux, à confier ses intérêts à des publicistes sans scrupules qui ne peuvent nous inspirer d'autre sentiment que le mépris.

الجريدة EL JARIDA

لسان حزب الثورة الاشتراكية

